

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1903

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 26 novembre 1903, à 1 heure

PAR

Georges DIOT

A PROPOS DE LA

Réglementation des nourrices mercenaires

Président : M. BUDIN, professeur

Juges : MM. POZZI, professeur

MAYGRIER et AUVRAY, agrégés

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

H. JOUVE

15, rue Racine, 15

—
1903

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen	M. DEBOVE.
Professeurs	MM.
Anatomie.....	P. POIRIER
Physiologie.....	Ch. RICHET.
Physique médicale.....	GARIEL.
Chimie organique et Chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD
Pathologie médicale.....	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	BRISSAUD.
Anatomie pathologique.....	LANNELONGUE
Histologie.....	CORNIL.
Opérations et appareils.....	MATHIAS DUVAL
Pharmacologie et matière médicale.....	BERGER.
Thérapeutique.....	POUCHET.
Hygiène.....	GILBERT.
Médecine légale.....	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	BROUARDEL
Pathologie expérimentale et comparée.....	DEJERINE.
	CHANTEMESSE.
	HAYEM.
	DIEULAFOY.
Clinique médicale.....	DEBOVE.
	LANDOUZY.
	GRANCHER.
Maladie des enfants.....	JOFFROY.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	GAUCHER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	RAYMOND
Clinique des maladies du système nerveux.....	TERRIER.
	DUPLAY.
Clinique chirurgicale.....	LE DENTU.
	TILLAUX.
Clinique ophtalmologique.....	DE LAPPERSONNE.
Clinique des maladies des voies urinaires.....	GUYON.
Clinique d'accouchements.....	BUDIN.
Clinique gynécologique.....	PINARD.
Clinique chirurgicale infantile.....	POZZI.
	KIRMISSON.

Agrévés en exercice.

MM.			
ACHARD	FAURE	LEGUEU	TEISSIER
AUVRAY	GILLES DE LA	LEPAGE	THIERY
BESANÇON	TOURETTE	MARION	THIROLOIX
BONNAIRE	GOSSET	MAUCLAIRE	THOINOT
BROCA (Aug.).	GOUGET	MERY	VAQUEZ
BROCA ANDRÉ)	GUIART	POTOCKI	WALLICH
CHASSEVANT	HARTMANN	REMY	WALTHER
CUNEO	JEANSELME	RENON	WIDAL
DEMELIN	LANGLOIS	RICHAUD	WURTZ
DESGREZ	LAUNOIS	RIEFEL (chef.	
DUPRE	LEGRY	des travaux anat.)	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MES PARENTS

A MONSIEUR LE DOCTEUR A. CHAVANE

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BUDIN

Professeur de Clinique obstétricale
Accoucheur des Hôpitaux
Membre de l'Académie de Médecine
Officier de la Légion d'Honneur.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A PROPOS DE LA RÉGLEMENTATION
DES
NOURRICES MERCENAIRES

CHAPITRE I

« La sollicitude maternelle ne se supplée point ;
« l'enfant a besoin des soins de sa mère, autant que
« de sa mamelle, et il n'y a ni pauvreté, ni travaux,
« ni respect humain qui dispensent de nourrir et
« d'élever ses enfants. » (Roussel) (1).

Paroles combien belles, combien fondées, et, pourtant, combien méconnues !

Toute mère est indigne de ce nom qui n'éprouve pas l'impérieux besoin d'allaiter son enfant.

1. Roussel. Rapport lu à la Chambre, le 9 juin 1874.

L'accomplissement de ce devoir est d'ailleurs aussi salulaire à toute femme, bien constituée et de bonne santé, qu'à l'être alors « plus faible qu'aucun des animaux » (Buffon) et pour qui la vie est ainsi presque assurée.

Pourtant, certaines femmes, les médecins eux-mêmes, ne sont-ils pas amenés assez fréquemment à repousser les lois de la nature, ceux-ci par les conditions que leur dicte l'état de la mère, celles-là par les nécessités de l'existence ?

Et si quelquefois l'enfant, sans motifs suffisants, est éloigné sans pitié, bien souvent, au contraire, ce n'est pas sans un profond déchirement que le sentiment maternel est obligé de s'effacer : c'est une mère atteinte d'une maladie chronique, maladie de cœur, tuberculose, ou même simplement très prédisposée à cette dernière maladie et pour qui l'allaitement serait un danger. C'en est une autre, nerveuse à l'excès, impressionnable, hystérique et chez laquelle l'irrégularité de la sécrétion lactée exposerait son enfant à des coups fâcheux. Une autre se prépare à nourrir et paraît devoir être une nourrice superbe, quand une infection de la glande oblige à éloigner l'enfant du sein.

Une femme très anémique antérieurement à l'accouchement, ou anémiée par des hémorrhagies abondantes, nourrira-t-elle ? Pas toujours.

Un mamelon ombiliqué ou plat est, sinon un empêchement absolu de l'allaitement, une gêne et

une fatigue pour l'enfant, auxquelles, il est vrai, on peut assez souvent remédier par la téterelle.

Une autre mère verra l'allaitement de son enfant devenir pour elle une souffrance intolérable à la suite d'une gerçure, d'une crevasse du mamelon si douloureuses qu'elle préférera renoncer à nourrir elle-même ; cette gerçure ne constitue-t-elle pas d'ailleurs un danger perpétuel d'infection ?

Il va sans dire que toute maladie aiguë grave survenant au cours de l'allaitement rendra encore la nourrice impuissante.

D'autres femmes n'ont pas de lait — agalactie vraie — définitivement et cela paie souvent les fautes des générations précédentes de femmes qui n'ont pas allaité, morte la fonction !

Quelquefois, d'ailleurs, cette agalactie n'est qu'apparente au début et les mouvements de succion de l'enfant, prolongés quelques jours, amènent la glande à la sécrétion. Quelquefois celle-ci ne s'établit pas et l'on se décide à faire nourrir l'enfant par une étrangère.

Le cas le plus navrant est celui où la misère empêche la femme de prendre une nourriture substantielle et où le sein ne trouve plus dans les matériaux, assimilés en trop faible quantité, de quoi élaborer le lait suffisant. Dans ce cas aussi les chagrins interviennent pour mettre la femme dans un état plus prononcé de misère physiologique.

Mais, plus souvent encore, se présentent pour empêcher la mère de remplir son devoir, les condi-

tions d'existence créées par la marche de la civilisation ou les préjugés, et auxquelles on n'a pas encore assez apporté remède.

Il n'est pas en effet seulement suffisant que la mère soit physiquement en état d'allaiter son enfant, il faut aussi qu'elle se trouve au milieu de conditions hygiéniques et sociales lui permettant d'abord de garder son enfant auprès d'elle en lui assurant, en plus du vivre, une atmosphère, une température, une lumière, une protection suffisantes de tous les instants, choses que les secours pécuniers d'allaitement ne sont pas complètement à même de procurer, en cas d'indigence : tout cela suppose en effet, beaucoup de temps à dépenser, une préoccupation constante, un intérieur relativement sain.

Dans quelques-uns de ces cas, le cœur de la mère comprendra qu'il est de l'intérêt de son enfant d'être placé dans un milieu plus favorable et elle l'éloigne à regret.

D'autres fois, une force majeure s'imposera ; impossibilité absolue de garder l'enfant. Combien, surtout dans les grandes villes, de ménages d'employés de commerce, d'instituteurs, de domestiques, etc, dont la femme a souvent la même profession que le mari et qui, comme beaucoup d'ouvrières travaillant au dehors de chez elles, sont obligés de se séparer de leur enfant ?

Quelques uns de ces ménages pourraient bien s'arranger de façon à permettre à la mère d'allaiter elle-même, mais l'intérêt — mal entendu — entrant

en jeu autant que l'égoïsme, les parents pensent qu'il sera moins dispendieux de subir les mois de nourrice que la perte due au retrait momentané de l'emploi de la femme.... s'ils savaient à quelles habiles exploiteuses ils sont livrés quelquefois !...

Parmi la classe aisée, chez les commerçants principalement, la présence presque obligatoire de la femme dans la boutique, ses continuel^s dérangements, l'incitent, sinon l'oblige, à faire élever son enfant en dehors de chez elle.

Pour les filles-mères, les veuves sans ressources, les épouses délaissées, le cas de force majeure se présente encore. Comment ces femmes pourraient-elles faire ? L'une est repoussée de partout, n'a plus auprès de ses parents l'appui nécessaire et la plus part du temps ne peut trouver à s'employer, toutes, en tous cas, ne peuvent, à la fois, travailler pour donner à leurs enfants de quoi ne pas mourir, et les avoir auprès d'elles.

L'enfant ne peut être alors que placé en nourrice, ou directement par la mère, ou par l'intermédiaire de l'Assistance publique, à laquelle il a été abandonné.

L'allaitement mercenaire s'est donc imposé et il nous apparaît comme un résultat inévitable, au moins dans une certaine mesure, de l'état actuel de la société.

Nous disons, dans une certaine mesure, car le nombre des nourrissons confiés à des nourrices pour des causes d'ordre pathologique ou de force majeure

est certainement inférieur au chiffre total des placements.

Il y a là une très grave question, qui ne date pas d'aujourd'hui, mais qui a toujours été en s'aggravant jusqu'au moment où la société émue par les échos de rapports très circonstanciés d'hommes admirablement placés pour connaître la réalité (1), a fait un effort plus considérable pour améliorer une situation intolérable; de là, en effet, est sortie la loi Roussel.

Jetons un coup d'œil en arrière et nous verrons que de tout temps, la question des nourrices mercenaires, par les abus de toutes sortes relevés à son endroit, a préoccupé les gardiens de la santé, de la morale et de l'ordre publics.

La législation de Lycurgue, à Sparte, et celle d'Athènes (1); suivie plus tard par les Germains, (2) défendait l'allaitement mercenaire. Lycurgue poussait la protection de l'enfance jusqu'à 7 ans, âge auquel commençait l'éducation militaire, l'endurcissement à toutes les épreuves du jeune Spartiate.

Démosthène (3) rappelle le cas de deux mères traduites en justice pour s'être soustraites au devoir maternel ; elles furent notées d'infamie.

1. Brochard-Monot (de Montsauche)-Husson.

1. Plutarque. *Œuvres morales*, traduction d'Amyot et de Vascosan, tome 1, page 2.

2. Tacite. *Mœurs des Germains*. Chap. XXIX.

3. Démosthène. 9^e harangue.

Quand le relâchement des mœurs, à Rome, eut amené les mères à se séparer de leur progéniture, ce ne fut pas sans exciter de mordantes critiques de Juvénal, et Saint-Jean Chrysostome (1), à Constantinople, ne manqua pas de le leur reprocher.

« Une mère n'est qu'à moitié mère pour avoir enfanté (Marc Aurèle). »

Plutarque disait aussi que la mère seule pouvait avoir l'affection sincère « là où les nourrices et gouvernantes n'ont qu'une amour supposée et non naturelle comme celles qui aiment pour un loyer mercenaire. »

Il recommandait en outre aux mères qui ne peuvent pas nourrir, de ne pas prendre pour allaiter « la première femme venue », mais nourrice « de bonnes meurs car plus ne moins qu'il faute dès la naissance, dresser et former les membres, des petits enfants, afin qu'ils croissent tous droits et non tortus, ne contre-faicts ; aussi faut-il dès le premier commencement accoustrer et former leurs meurs parce que ce premier aage est tendre et apte à recevoir toute sorte d'impression que l'on lui veut bailler. »

Jusqu'alors, la réglementation de l'allaitement mercenaire est fort simple, elle a uniquement consisté à l'interdire absolument, comme nous le voyons en Grèce, ou à le déconseiller et critiquer au moment

1. Chrysostome. Homélie 1.

où il s'est acquis, dans les mœurs, une position inexpugnable, ainsi que cela se passait à Rome au moment de la décadence.

En France, l'industrie du nourrissage remonte à une époque probablement très lointaine, puisqu'en 1350 elle avait déjà besoin d'être réglementée, on avait donc eu le temps de s'apercevoir — à l'usage — des inconvénients, des abus même auxquels elle donnait lieu.

A cette époque, en effet, remonte le premier document que nous possédons sur la matière, et peut-être en fut-il d'antérieurs !

Au moment de la Renaissance, l'industrie nourricière bat déjà son plein ; comme à Rome, les moralistes sont amenés à critiquer, chez les femmes, leur tendance trop marquée à se débarrasser du souci de l'élevage de leurs enfants, pour s'adonner plus facilement à leurs plaisirs.

Nous en trouvons la trace dans les auteurs de ce temps et Pierre de Gros dit, dans le « Jardin des Nobles » ; (1)

« Les femmes ont perdu l'habitude de l'allaitement, pour plusieurs raisons, la première, pour ce que ce n'est pas la coutume de nourrir, la deuxième, pour plus garder leur beauté et frescheté, la tierce, pour plus prendre esbatement à leurs maris et c'est incontinence. »

Jean Bouchet, dans une poésie de 1545 donne la même note : (1)

« Après qu'elle a son enfant enfanté,
« Si es tetins a du laiet a planté,
« Ou a suffire, mère doiet par nature,
« Et selon Dieu à son fruit nourriture,
« Dieu ne lui a laiet et tétins donnez,
« Pour ses plaisirs fols et désordonnez,
« Mais pour nourrir son fruit de sa mamelle ».

Henri Estienne, Charles Laurent rappellent encore à leur devoir les mères qui en avaient perdu la notion.

Au milieu du siècle suivant, avec l'Emile, Jean-Jacques Rousseau parvint à créer un courant d'opinion en faveur de l'allaitement maternel qui rede-vint à la mode pour un temps, et cependant, si nous nous reportons à une Ordonnance du 17 décembre 1762, époque de la publication d'Emile nous voyons dans son préambule que 13.000 enfants de Paris sont répartis dans les provinces, villages et hameaux, à 40 ou 50 lieues à la ronde de Paris.

Depuis, la situation est restée à peu près la même, puisque nous pouvons lire dans la préface du rapport du docteur Brochard sur la mortalité des nourrissons en France, qu'en 1866, un siècle après, 20.000 petits parisiens sont confiés annuellement à des femmes de la campagne. Il est vrai que la population de Paris a augmenté aussi dans de fortes proportions.

Aujourd'hui il y en a 22.000 d'après les dernières statistiques de 1898.

Il serait évidemment intéressant de comparer des chiffres représentant la totalité des placements pour la France, mais cette étude est relativement récente et les statistiques ne sont exactement relevées que depuis peu de temps..

A l'heure actuelle il y a 11 0/0 (1) des enfants de France élevés hors de chez leurs parents et qui font vivre l'industrie nourricière.....

... Que ne peut-on retourner cette dernière proposition....

Non, et pour de multiples raisons, de multiples abus, cette industrie n'assure pas toujours l'existence de ceux qui lui sont confiés.

On ne s'en est pas toujours aperçu, et de nombreux règlements, que nous passerons en revue plus loin, n'ont, pendant longtemps, tendu qu'à réfréner les abus incroyables auxquels l'allaitement mercenaire donnait lieu ; nulle part, pendant plusieurs siècles, on n'a signalé les véritables hécatombes de nourrissons.

Et le mot n'est pas trop fort puisque, jadis, le maire, d'une commune où l'industrie des nourrices s'exerçait, sans doute, avec frénésie, disait que son « cimetière était pavé de petits parisiens ! »

D'ailleurs, consultons les chiffres et reportons-nous à cette année 1866 qui marque le début du malaise

1. 93.000 placements sur 844.000 naissances. (Statistique du Ministère de l'Intérieur pour 1898).

général créé par cette question et où les notions précises de la statistique sur la mortalité infantile commencent à se répandre.

Dans le discours de M. Husson, directeur de l'Administration de l'Assistance publique, prononcé à l'Académie de médecine, nous pouvons relever les chiffres suivants sur la mortalité générale des enfants de 0 à 1 an.

		Naissances	Décès	Mortal. p. 100
Populat.	Urbaine	249.847	45.796	18,32
—	Rurale	672.857	121.045	17,96
—	Réunies	922.704	166.811	18,08

La moyenne générale des décès était donc de 18,08 o/o enfants de 0 à 1 an.

Si nous recherchons quelle était, vers cette époque, la mortalité des enfants placés en nourrice, nous voyons dans le même rapport que de 1839 à 1858 elle est de 55,88 o/o, en 1864, de 39,26 o/o, plus du double encore de la mortalité moyenne générale.

Dans certains départements, l'enquête ordonnée par le gouvernement et dont le rapport fut publié en 1862, a révélé ces témoins véritablement épouvantables de la mortalité des enfants en nourrice :

Loire Inférieure	90, 50 o/o des enf. de 1 jour à 1 an		
Seine-Inférieure	87, 36		
Eure.	78, 12	—	—
Calvados. . . .	78, 09		
Aube.	70, 27	—	—
Seine-et-Oise. .	69, 23		

Côte-d'Or. . . .	66, 46	—	—
Indre-et-Loire. .	62, 16		
Manche.	58, 66	—	—

C'est ainsi que le docteur Monot, (de Montsauche) s'est trouvé autorisé à dire (1) « qu'à l'affaiblissement de l'esprit de famille, à l'abandon de l'allaitement maternel qui a créé l'industrie nourricière et la substitution des soins mercenaires aux soins de la famille », il rapportait « la plus grande part de mortalité des nouveaux-nés ».

Et si nous nous demandons à quels vices inhérents à l'allaitement mercenaire attribuer les tristes résultats qu'il obtient, nous les voyons mentionnés un peu partout.

En premier lieu, la privation, pour l'enfant, des soins maternels, de cette sollicitude ingénieuse qui, même livrée au seul instinct, suffit à augmenter considérablement les chances de vie d'un nouveau-né.

Peut-être, après, faut-il attribuer la plus néfaste influence à l'ignorance, chez les nourrices, des notions, souvent les plus élémentaires de puériculture ; nous voulons parler de la nécessité du rejet absolu de l'alimentation au petit pot, du biberon à tube, si commode, vous disent les nourrices, du sevrage prématuré, du lait de vache de mauvaise qua-

1. Monot. *De la mortalité excessive des enfants pendant la première année de leur existence, ses causes et des moyens de la restreindre*. Paris 1872, p. 15.

lité, trop vieux, acidifié, empoisonné par les toxines microbiennes, non stérilisé et même non bouilli.

Le mauvais vouloir y prend aussi quelquefois sa place et, plus souvent, la routine.

La cupidité poussera certaines nourrices aux économies exagérées et le lait s'en ressentira ; beaucoup ne veulent faire la dépense d'un appareil à stérilisation ou n'en comprennent pas les avantages.

D'autres proportionnent leurs soins à la gêne des parents du nourrisson, et, ceux-ci viennent-ils à manquer une échéance envers elles, aussitôt le petit en pâтира.

Si l'engagement de la nourrice oblige celle-ci à nourrir au sein, a-t-on la naïveté de penser que l'enfant de la nourrice ne sera pas servi le premier ? la part du nourrisson sera bien petite ; dans ce cas, que sera le supplément au peu de lait qu'il trouvera à son tour de tétée ?

Sera-ce du lait de vache de bonne qualité ? Pas toujours ; et quelquefois pis : des bouillies, des panades, que le tube digestif de l'enfant n'est pas organisé pour supporter à cet âge ; sans compter la façon malpropre, septiquement parlant, dont ces potages peuvent être préparés et servis.

Certaines nourrices ont, à côté de ces responsabilités, des circonstances atténuantes, beaucoup de ces femmes sont dans un état voisin de la misère. Là d'ailleurs, réside surtout un vice de leur recrutement : il est, en effet, reconnu, que très peu de

nourrissons reviennent, après sevrage, chez leurs parents, des pays où les nourrices sont très pauvres... ils meurent presque tous.

Dans ces cas, en effet, le nourrisson se trouve au milieu de conditions hygiéniques déplorables, pièce souvent mal éclairée, basse, humide, froide, souvent très sale ; sous les lits, quelquefois, des excavations destinées à recevoir les pommes de terre, les légumes d'hiver, et où ces provisions fermentent à loisir.

La literie du berceau, faite très fréquemment de plume sert à plusieurs générations d'enfants ; imprégnée de matière fécale, d'urine, de sueur, elle exhale une odeur ammoniacale infecte.

Le soir, tout le monde se tient, dans cette salle commune, où, par commodité, le berceau a été placé, au milieu des relents de cuisine, de la fumée de la cheminée et des pipes, dans un air vicié de poison humain, de ces excréta volatils et toxiques. On voit même quelquefois la porte de l'étable ouverte dans cette pièce et les volailles, les porcs, les chèvres, etc., fréquenter dans la maison. Il y a des exemples d'enfants dévorés par des porcs, ce ne peut être que dans des conditions semblables. Et, devant la porte, apportant son contingent d'insalubrité, le fumier, le purin croupissant, l'ammoniaque que tout le monde sait si irritant !

La femme ayant tout à faire, surmenée, ne pensera pas toujours à donner à heure fixe la tétée réglementaire ou le biberon à la température voulue et de poids bien dosé.

Au moindre cri le nourrisson sera bourré et, que peuvent être les digestions de l'enfant en présence de repas aussi mal réglés ?

C'est dans ces intérieurs qu'appelé trop tard, après que la nourrice a consulté toutes les matrones du voisinage et administré au nourrisson les drogues les plus invraisemblables, le médecin peut découvrir, comme étiologie d'une entérite fatale, un biberon à tube soigneusement dissimulé.

S'il se produit une maladie contagieuse parmi les habitants du logis, le malade sera-t-il isolé ou l'enfant ? Bien souvent rien n'est fait et la contagion s'opère.

Tous ces périls, jusqu'à présent, proviennent du fait de la nourrice seule ; mais souvent d'autres partagent avec elle les responsabilités si graves qu'elles confinent le plus souvent à l'homicide par imprudence, pour ne pas dire, et cela est quelquefois, à l'infanticide volontaire, sous-entendu. Témoin cette meneuse citée par M. Monot, et bien connue de quelques sages-femmes de Paris, à qui l'on confiait des enfants embarrassants, sachant d'avance qu'ils ne reviendraient pas.

Les plus coupables, assurément, après les nourrices, sont ces meneurs et meneuses, qui longtemps furent, avec les Recommandaresses, les intermédiaires obligés du placement des nourrissons.

Certains de ces entremetteurs, non inscrits, souvent, faisaient, plusieurs fois par mois, le voyage de Paris, amenant des nourrices recrutées dans les campagnes. Au retour, ils emportaient des enfants

qu'ils plaçaient au rabais chez de pauvres femmes qu'ils exploitaient aussi ; il avaient, comme bénéfice arbitraire, la différence entre ce qu'ils payaient à la nourrisseuse et la somme convenue avec les parents.

C'est auprès de ces meneurs qu'on peut rencontrer quatre et cinq petits parisiens dans la même maison, souvent chez une vieille femme : (1) on en a cité une, âgée de 67 ans, sortie de prison pour vol, qui avait reçu chez elle cinq nourrissons à la fois.

Aucun n'a vécu plus de huit jours.

Comment peuvent-ils être soignés ces enfants, livrés à des vieillards plus ou moins valides tandis que les jeunes vont travailler aux champs ? M. Monot leur attribue 71 o/o de mortalité.

Et comment étaient-ils transportés ces malheureux ? En troisième classe, par tous les temps, au milieu de la fumée des pipes, des courants d'air.

Au temps où les chemins de fer n'existaient pas, n'a-t-on pas vu, sur la route de Paris à Alençon et s'y rendant, un meneur, conduisant 22 nourrices avec 22 enfants dans une charrette à trois chevaux, renfermant en outre deux voies de charbon de terre, six cents kilog. de fer en barres, quatre balles de cuir gras et deux gros paniers de verrerie ? (2) Et c'était un parcours de plusieurs jours !!

Même maintenant il reste souvent un long trajet à

1. Rapport Roussel, *loc. cit.*, p. 17.

2. Id., page 188.

faire de la gare au village; nourrice et nourrisson sont exposés à toutes les intempéries, dans un véhicule grossier, quelquefois non couvert, l'enfant crie, pour le calmer, dit encore le D^r Monot « on lui donne de la décoction de pavot, préparée à l'avance de l'eau sucrée additionnée de laudanum, on lui procure un sommeil factice, quelquefois celui de la mort (1) ».

Tout le monde sait en effet que les enfants ne tolèrent pas les alcaloïdes de l'opium.

Arrivés enfin chez la nourrice, ou plutôt chez la nourrisseuse, quand les hasards du voyage ne les ont pas tués en route, affamés ou mal nourris depuis le départ et déjà malades pour la plupart, ces enfants ne se trouvent pas, ou rarement, dans de bien meilleures conditions, et le premier mois, les deux premières semaines, en voient succomber un grand nombre, cela n'a pas lieu de nous étonner quand, après les aléas du voyage, un enfant tombe dans un intérieur tel que celui que nous avons dépeint plus haut.

Nous pouvons déjà juger du peu de chances de vie d'un nourrisson destiné à quitter le foyer maternel; mais, étant donné que, des épisodes des premiers mois de la vie dépend en grande partie la force de résistance d'un individu, il nous est permis de sup-

1. Monot. *De la mortalité excessive des enfants pendant la première année de leur existence*. Paris 1872. page 35. Baillière.

poser que l'allaitement mercenaire, hors de la famille, est encore responsable de méfaits plus lointains et intéressant la mortalité de l'adulte.

Nous n'avons encore parlé que des enfants confiés aux nourrices sédentaires, ce sont eux, d'ailleurs, qui ont le plus à souffrir, en fait, de l'industrie nourricière. Il en est une autre catégorie dont la mortalité élevée, liée à une cause tout à fait injuste, a été l'objet d'un travail spécial (1) du Docteur Monot (de Montsauche) : ce sont les enfants abandonnés au village, par leurs mères, qui vont vendre à la ville, un lait, auquel ils avaient pleinement droit.

En 1866, Monot a relevé à leur passif, dans le département qui fournit le plus de nourrices sur lieu, une mortalité de 33 o/o (2) près du double de la mortalité moyenne générale des enfants de 0 à 1 an à cette époque. Mortalité moyenne, qui ne veut pas dire mortalité normale, car dans les départements, même pauvres, où l'allaitement maternel était exclusivement pratiqué, on trouvait des chiffres très bas.

La Creuse en effet nous donnait l'exemple avec 13,1 o/o, les Hautes-Pyrénées avec 14 o/o.

Et ce qui vient bien corroborer cette comparaison, est le fait, cité aussi par M. Monot, et bien connu de tous ceux qui se sont occupés de cette question, que, l'année du siège de Paris, 1871, les nourrices, ne

1. *De l'industrie des nourrices et de la mortalité des petits enfants*, 1867, Baillière.

2. Rapport Roussel, *loc. cit.* page 92.

pouvant s'y rendre, obligées ainsi de rester chez elles, donnèrent le sein à leurs enfants, et que, pendant les dix mois d'investissement de la capitale, la mortalité de ces enfants tomba de moitié, à 17 o/o (1).

Parmi les causes léthifères plus particulières à cette catégorie d'enfants. Monot cite en premier lieu le voyage de Paris.

La nourrice, comme référence, et pour entretenir la lactation est obligée d'emporter un témoin de sa santé et de la qualité de son lait.

Elle emporte, son enfant, quand il a l'âge déterminé par le règlement ; si son enfant est malade ou chétif, ou s'il est mort-né, elle empruntera, moyennant rétribution, celui d'une voisine ; il est des enfants qui servent ainsi plusieurs fois, jusqu'à ce qu'ils tombent malades.

La nourrice garde cet enfant avec elle pendant son séjour au bureau de placement. Elle s'y nourrit mal, son lait en souffre, elle va et vient, stationnant sur le pas de la porte, expose l'enfant aux variations de température.

La promiscuité avec d'autres enfants, et le séjour dans des quartiers de Paris plus ou moins malsains sont autant de dangers de contagion infectieuse.

Une fois la femme placée, l'enfant cesse de compter — il a rempli son office — il faut le renvoyer au village.

1. Rapport Roussel, page 92.

La nourrice s'adressera, soit à une meneuse qui va recruter une nouvelle série de nourrices, soit à une autre femme qui, ayant fini un allaitement, retourne chez elle attendre impatiemment le moment où elle sera de nouveau « en lait ».

Ces femmes, moyennant rétribution, se chargent de reporter les enfants des nouvelles placées, à la gare la plus proche du domicile du père.

C'est alors qu'on voit des charges de deux ou trois enfants à une femme, qui, par n'importe quel temps, qu'il gèle ou qu'il vente, qu'on cuise dans les wagons, voyage en troisième classe.

Comme elle doit avoir les mouvements libres cette voyageuse, et comme elle doit bien soigner ces petits êtres qu'elle ne connaît même pas ! On a pu voir, dit le docteur Lemoine, de Montreuillon, huit enfants de cette commune succomber en dix jours à la suite de leur voyage à Paris.

Il y a mieux encore : les enfants, pour celle qui les reconduit, se ressemblent tous, puisqu'elle ne les connaît pas ; elle donne l'un à une famille qui n'est pas la sienne, cette substitution s'est vue (1).

Une autre fois, le père n'est pas venu à temps au passage du train, et l'enfant est parti avec la meneuse qui a perdu l'adresse exacte des parents ; un malheureux, dans ce cas, est mort d'inanition au bout de deux jours. (Monot.)

Quand les choses se sont relativement bien passées

1. Monot, *loc. cit.*

que va-t-il advenir de cet enfant revenu sous le toit paternel ?

Souvent, et toujours pour augmenter le gain, on ne lui donnera pas une nourrice au sein, malgré l'exigence de la loi à cet égard.

Le père se charge de l'élevage, ou bien les grands parents ou les alliés de la famille, c'est donc l'alimentation artificielle grossière, trop abondante et nullement en rapport avec l'organisation de son tube digestif (Monot), d'où les affections ordinaires des intestins ou de la nutrition générale de l'enfant.

Le manque de surveillance, dont ces enfants sont plus menacés que les autres, amène chez eux plus de morts violentes, brûlures, submersions, asphyxie, chute du berceau ; on a même cité un cas de pendaison accidentelle par les liens qui avaient servi au père à ligotter l'enfant au berceau, pour sa tranquillité personnelle, et dont l'enfant avait réussi à se dégager, en partie seulement.

Nous ne parlerons que pour mémoire des enfants allaités par une nourrice au domicile de la mère. Ceux-là ne pâtiennent presque pas et leur mortalité, grâce à la surveillance, se rapproche sensiblement de celle des enfants qui prennent le sein maternel.

Nous devons cependant signaler le fait, qui n'est peut être pas très fréquent, mais qui existe, où ils ont à supporter les aléas du départ de leur nourrice, rappelée au village par une nécessité impérieuse, ou qui, volontairement, quitte sa place pour une, plus avantageuse comme prix, ou pour un nourrisson

plus jeune et lui garantissant une plus longue durée de placement. Le changement de lait, l'alimentation artificielle pendant le temps des recherches d'une nouvelle nourrice, sont des causes évidemment dolo-sives, mais qui, vu la certitude future de la reprise du sein, n'entraînent pas ordinairement un pronostic fatal.

Envisageant l'allaitement mercenaire dans son ensemble et au point de vue du résultat brut, patent, nous nous trouvons, du fait de cette industrie, au moment où commencent les grands efforts en vue de la diminuer, en face d'une mortalité infantile énorme, insoupçonnée et frappante :

de 1 jour à 1 an	{	39.26 o/o des enfants en nourrice
		à la campagne.
		33 o/o des enfants des nourrices
		sur lieu.

soit *près du double de la mortalité moyenne* générale des enfants français de cet âge.

Mais là ne se bornent pas ses méfaits ; Monot signalait déjà, à l'époque de son travail, la déchéance physique des habitants de son canton en même temps que sa dépopulation.

« Consultez, dit-il, les tableaux de recensement
« des jeunes gens au tirage de chaque année ; autre-
« fois les exemptions pour infirmités étaient rares,
« aujourd'hui vous lisez à chaque page : exempt pour
« faiblesse générale, pour infirmités congénitales.

« pour défaut de taille, etc... N'a-t-on pas été obligé, « il y a quelques années, d'abaisser la taille exigée « pour être propre au service militaire ? »

Il signalait la fréquence de la phtisie pulmonaire chez les femmes qui avaient beaucoup nourri et la transmission à leurs enfants de la tare héréditaire qui les y prédispose.

La syphilis intervient, elle aussi, comme agent d'affaiblissement de la race. En effet, les nourrices sont plus que les autres femmes, exposées à être contaminées, soit par un nourrisson présentant des accidents syphilitiques héréditaires, soit au cours des dévergondages auxquels, au moins quelques-unes se livrent à la ville. Une autre fois, c'est le mari de la « remplaçante » qui, en son absence, par désœuvrement, avec l'argent de la nourriture de sa femme, se livre, en même temps qu'à la fréquentation du cabaret, à la débauche avec les femmes naturellement les plus tarées du pays et contracte quelquefois le mal qu'il transmettra à sa femme, peut-être à d'autres, en tous cas à sa descendance.

On a vu deux villages, du canton de Montsauche, littéralement infectés par une épidémie de syphilis dont deux nourrices avaient été le point de départ (Monot).

A l'époque qui précède immédiatement la discussion d'où sortira la loi Roussel, l'industrie nourricière nous apparaît ainsi comme engendrant, en plus d'une mortalité infantile énorme, intolérable, l'alcoo-

lisme du mari de la nourrice sur lieu, la scrofule des enfants mal nourris et mal soignés, la tuberculose des nourrices, la propagation de la syphilis, toutes causes frappant au premier chef la vitalité de l'œuf humain, et facteurs les plus puissants de dégénérescence.

L'allaitement mercenaire est donc un mal, dont souffre la civilisation actuelle. Il est malheureusement inévitable dans bien des cas, comme nous l'avons vu, on ne peut pas le supprimer, ce qui serait pourtant l'idéal ; tous les efforts doivent donc tendre à le rendre moins nocif pour les enfants, plus normal comme fonctionnement dans tous ses rouages.

Nous examinerons donc, nous rappellerons plutôt, avec tant d'autres, infiniment plus autorisés, ce qu'on a fait dans ce but dans le passé, jusqu'à la loi Rous-sel, cette loi, et ce qu'on peut juger de ses résultats, les modifications qui lui ont été apportées, celles qu'officiellement propose le Comité supérieur de Protection des enfants du premier âge, les critiques que nous aurons pu relever auprès de personnes autorisées, et, si, au cours de cette étude, l'opinion que nous nous serons faite nous suggère quelques idées nouvelles, ou plutôt nous fait voir, dans le passé, de bonnes solutions à ce problème, nous les rapporterons en essayant de les adapter de nouveau aux besoins actuels de la réglementation.

Nous avons hésité longtemps à entreprendre ce travail, vers lequel cependant nous nous sentions attiré ; nous n'osions prendre la plume après tant

d'auteurs compétents parceque témoins des faits; nous espérons cependant que nos maitres voudront bien pardonner notre présomption, en faveur de notre sincère désir de pouvoir, dans la suite de notre carrière, être utile à l'enfance malheureuse, sinon en réformateur, du moins en exécuter consciencieux d'une loi, juste entre toutes.

CHAPITRE II

Ancienne Réglementation

Il est bien probable, disions-nous plus haut, que l'allaitement mercenaire remonte à une époque assez antérieure à notre premier point de repère.

Nous supposerons qu'au début les rapports, entre les familles et les nourrices, étaient soumis au seul régime du gré à gré, ou tout au plus aux coutumes régionales des diverses provinces.

L'examen de l'ancienne réglementation ne nous laisse pas grande illusion sur la simplicité des âmes des nourrices d'alors et des intermédiaires de leur placement, puisqu'en 1350, le 30 janvier, (1) le roi Jean était obligé d'intervenir par une ordonnance disant :

1. Isambert. *Recueil des anciennes lois Françaises*. Bibl. Nationale, casier D., n° 24, t. IV, p. 610.

« Nourrices nourrissans enfans hors de la maison du père et de la mère gagneront et prendront cent sols l'an et non plus ; et celles qui jà sont alloüées, reviendront audit prix et seront contraintes faire leur temps. Et qui fera le contraire, il sera à soixante sols d'amende, tant le donneur comme le preneur. »

« Les Recommandaresses qui ont accoutumé à loüer chambrières, et les nourrices, auront pour commander, ou loüer une chambrière, dix-huit deniers tant seulement, et d'une nourrice deux sols, tant d'une partie comme de l'autre. Et ne les pourront loüer ne commander qu'une fois l'an. Et qui en donnera, et en prendra, il l'amendera de dix sols ; et la commanderesse qui deux fois en un an loüera chambrière ou nourrice, sera punie par prinse de corps au pillory. »

L'état était donc obligé de mettre une limite à l'appétit du lucre, chez la nourrice et la placeuse. Il donnait en même temps un semblant de garantie aux familles : Une mauvaise nourrice ne pouvait trouver à se placer une seconde fois dans la même année et ainsi elle se trouvait amenée à tâcher de garder sa place, en donnant satisfaction. De même elle ne pouvait ainsi recevoir plus d'un nourrisson par an, ce qui tendait déjà à éviter la nourriture simultanée de plusieurs enfans par la même femme, pratique dont nous avons vu les tristes résultats.

Cette ordonnance, de même qu'un titre de l'an 1284 mentionnent, celui-ci l'existence d'une rue des Recommandaresses, celle-là la fonction reconnue de ces femmes, véritable privilège du placement des nourrices et des nourrissons.

Il y aurait eu, si ces dispositions avaient été fermement appliquées, une notable amélioration, mais

tous les nourrissons ne passaient pas par l'intermédiaire des Recommandaresses, et d'autre part les nourrices trouvaient à se placer directement. Les fauteurs de ces fraudes étaient déjà les meneurs.

Pour gagner davantage, ils travaillaient à leur compte et faisaient concurrence aux Recommandaresses, aussi, en 1611, un arrêt du Parlement condamnait :

« A cinquante livres d'amende et à la prison, pour la première fois et à une punition corporelle, en cas de récidive, les meneurs conduisant les nourrices, ailleurs qu'au bureau des recommandaresses. et à une amende, les sages-femmes et aubergistes, recevant, retirant ou louant des nourrices.

Si la concurrence des meneurs était nuisible aux Recommandaresses et à la bonne application de la loi, le nombre trop grand des bureaux réguliers de placement leur créait à eux-mêmes une situation assez précaire pour qu'ils cherchassent le salut dans les abus.

Des lettres patentes de Louis XIII tentèrent de remédier à ces faits en restreignant le nombre des Recommandaresses à 4 (1), en précisant davantage les règlements, en multipliant les moyens de contrôle : déclarations et certificats à exiger des nourri-

1. Situés l'un au Crucifix Saint-Jacques, le deuxième dans la rue de l'Echelle ou Saint-Louis, au-delà des Quinze-Vingts, le troisième dans la rue des Mauvais Garçons, au faubourg Saint-Germain, et le quatrième auprès de la place Maubert.

ces et des parents, de façon à les pouvoir comparer. La meilleure garantie des parents, dans le choix de la nourrice, consistait dans le certificat, délivré par le curé de la paroisse de celle-ci et établissant son état-civil, ses mœurs et sa religion. Les RecommandaresseS devaient consigner sur un registre, coté et paraphé par l'autorité les renseignements fournis par le curé.

Défense expresse était renouvelée à toutes autres personnes que les RecommandaresseS, de procurer des nourrices.

Ces prescriptions, en vérité, étaient excellentes à ce point que l'on peut même se demander si le certificat du curé, en ce temps, ne valait pas mieux, comme sincérité, que le certificat d'aujourd'hui du maire de la commune, si souvent dicté par la complaisance électorale.

Le 29 janvier 1715, Louis XIV, la dernière année de son règne, dans une Déclaration donnée à Versailles, (1) faisait défense aux nourrices.

« Au cas de grossesse ou de tout autre maladie, de prendre ou recevoir chez elles des enfants pour les allaiter, « sous peine du fouet et de 50 livres d'amende payables par « leurs maris ».

1. Isambert *loc. cit.* Tome XX, p. 639.

Rapport Roussel, *loc. cit.* p. 29 et 30.

Husson. *Discours sur la mortalité des jeunes enfants* prononcé à l'académie de médecine le 23 octobre 1866, p. 17.

« La Déclaration exigeait (art. 4) » que le certificat contienne l'âge de l'enfant dont la nourrice est accouchée ;
« qu'il établisse s'il est vivant ou mort, si la nourrice a, ou
« n'a point d'autre nourrisson (art. 4).

Elle exigeait « qu'il soit pareillement fait mention sur les
« registres, tant du nom et de l'âge de l'enfant qui sera
« donné à la nourrice, que du nom, de la demeure et de la
« profession de son père ou de la personne de qui elle aura
« reçu l'enfant ; qu'il soit délivré une copie du tout à chaque
« nourrice par la recommandaresse et que cette copie soit
« visée par le commissaire (art. 7) ; que la dite copie soit
« présentée par la nourrice à son curé qui lui en donnera un
« certificat, lequel doit être envoyé au Lieutenant général de
« police qui le fera remettre à chacune des recommanda-
« resses pour être joint au premier certificat du curé, dont
« sera fait note sur le registre, en marge de l'article, à quoi
« le commissaire tiendra la main. »

Plus loin, « défense est faite aux nourrices d'avoir deux
« nourrissons en même temps, à peine du fouet contre la
« nourrice et de 50 livres d'amende contre son mari (Art. 11).
« Sous les mêmes peines il leur est prescrit d'avertir les
« pères, mères ou autres personnes de qui elles auront
« reçu les enfants, des empêchements qui ne permettront
« plus d'en continuer la nourriture et des raisons qui les
« auront obligées de les remettre à d'autres dont elles indi-
« queront, dans ce cas, le nom, la demeure et la profession ;
« en cas de grossesse, d'en donner avis, au moins dans le
« deuxième mois ; en cas de décès des enfants d'en avertir
« de même et d'envoyer aux parents l'extrait mortuaire des
« dits enfants (art. 12). Défense est faite aux nourrices de
« renvoyer leur nourrisson, même pour défaut de paiement,
« sans en avoir averti les parents et reçu un ordre

« exprès, de leur part; avec ordre, en cas de négligence
« des parents à répondre, de s'adresser au Lieutenant géné-
« ral de police qui y pourvoira, soit en faisant payer les
« mois échus, soit en faisant remettre l'enfant en d'autres
« mains (art XIX) ».

« Défense de ramener les enfants, si ce n'est sur l'ordre
« des parents; même en cas de non-paiement, elles ne doi-
« vent les rendre qu'avec l'autorisation du Lieutenant de
« police.

« Mais, d'un autre côté, ce magistrat peut faire poursui-
« vre sommairement les débiteurs de mois de nourrices par
« toutes voies, même par prise de corps, sans procédure ni
« formalité, comme pour faits de police.

« Interdiction à toutes personnes, notamment aux sages-
« femmes, de s'ingérer dans les fonctions des recommanda-
« resses.

Cette ordonnance plaçait les bureaux des recommanda-
res sous la surveillance d'un des commissaires du Châte-
let.

Une déclaration de Louis XV donnée à Versailles
le 1^{er} mars 1727 (1) pour diminuer la concurrence
des recommandaresses et maintenir entre elles l'ordre
et l'union, ordonnait

« Qu'elles fassent bourse commune, des droits qui leur
« seraient payés à raison de 30 sols pour chaque nourrisson
« par les pères et mères ou autres personnes qui opéreraient le

1. Isambert, *loc. cit.*, T. XXI p. 306. Rapport Roussel, p.
30 et 31. Husson *loc. cit.*, p. 17. Code des nourrices Bibl. Nat.
(31 878).

« placement. » Elle fixait le délai de quinzaine pour l'envoi aux familles, en cas de mort, des certificats des enfants (art. 2).

Elle imposait aux meneurs et meneuses de nourrices un certificat du curé de leur paroisse, comme aux nourrices elles-mêmes ; elle ordonnait l'inscription du contenu des certificats sur un registre tenu par les recommandaresses (art. 3) ; elle défendait à toute personne ne remplissant pas ces conditions, de faire la profession de meneur ou meneuse, à peine de 50 livres d'amende et d'emprisonnement (art. 5) ; elle imposait aux meneurs et meneuses le registre particulier que la police exige d'eux aujourd'hui (art. 7). En cas de mort des enfants en chemin, elle leur ordonnait d'en faire la déclaration sur le champ au premier juge ou curé du plus prochain village qui leur en donnera un certificat et d'envoyer ensuite l'extrait mortuaire conformément à l'article 12 de la déclaration de 1775.

Art. 9. — Défense aux meneurs d'emporter ou de faire emporter les enfants nouveau-nés sans être accompagnés des nourrices qui les doivent allaiter.

Art. 11. — Défense aux sages-femmes, aubergistes et à toutes autres personnes que les recommandaresses de recevoir, retirer ni loger des nourrices sans la permission d'une des quatre recommandaresses, ni de s'entremettre pour leur procurer des nourrissons.

Art. 13. — Et afin que les pères et mères ou autres qui auront eu recours aux recommandaresses puissent savoir et connaître les nourrices à qui ils confieront leurs enfants et leur demeure, ordonnons que les recommandaresses fourniront aux pères et mères ou autres pour eux un certificat de l'enregistrement de celui du curé que la nourrice leur aura donné et comprenant les renseignements sur la nourrice et les meneurs ou meneuses et ce, sans augmentation de prix.

Art. 14. — Les condamnations encourues par les parents pour non paiement des mois de nourrice pourront être exécutées, même par corps, en tout autre cas qu'une impuissance effective et connue.

Art. 15. — Défense aux meneurs de donner plus d'un enfant à la fois à la même nourrice et aux nourrices d'en recevoir deux à peine du fouet pour elles, d'amende contre le mari, et de la privation de leur salaire.

Défense aux nourrices de prendre des enfants pour les remettre à d'autres femmes ; défense aux meneurs d'emmenner des enfants sans les nourrices qui les doivent allaiter : nouvelle prohibition pour les nourrices d'allaiter deux enfants à la fois, le tout sous peine d'amende pour les maris, et du fouet pour les femmes.

Le préambule d'une Ordonnance de police du 13 février 1740 (1) donne la preuve que les prescriptions relatives aux certificats étaient souvent mal observées ; que les nourrices de campagne venaient sans certificats des curés prendre des nourrissons aux bureaux des recommandaresses, et que leurs meneurs et meneuses continuaient à ne point remettre aux curés des paroisses les certificats de renvoi délivrés par les recommandaresses ce qui mettait lesdits curés non seulement hors d'état de connaître les parents des nourrissons pour les informer du bon ou du mauvais état de ces enfants, mais les empêchait, quand ils venaient à mourir dans leurs paroisses, de remplir convenablement leurs registres mortuaires.

Pour obvier à cet inconvénient la nouvelle ordonnance de police du 13 février 1740

Faisait défense aux nourrices de la campagne de se charger d'enfants aux bureaux des recommandaresses et de partir de Paris sans certificats de renvoi et leur ordonnait de remettre à leur arrivée chez elles ledit certificat entre les mains du curé à peine de 50 livres d'amende.

Les meneurs et meneuses étaient chargés de rapporter au bureau de la recommandaresse, une attestation dudit curé de la remise dudit certificat.

Un arrêt de la Cour de Parlement du 19 juin 1737 (1) portait

Que la condamnation par corps prononcée contre les pères et mères ou autres qui auraient mis les enfants en nourrice, par l'entremise des recommandaresses, pour le non-paiement de la nourriture dudit enfant pourrait-être exécutée par la capture des condamnés dans les maisons.

Une ordonnance de Police du 23 Juin 1747 (1)

Faisait défense, tant aux nourrices de campagne, qu'aux meneurs et meneuses de se charger d'enfants sevrés ailleurs qu'aux bureaux des recommandaresses.

Une autre ordonnance de Police en date du 9 mai 1749 (1) parut

Enjoignant aux nourrices de campagne qui viendraient à Paris, sans se présenter aux bureaux des recommandaresses

1. Code des Nourrices. *Bibl. nat.* (31878).

pour prendre des nourrissons dans les maisons bourgeoises sur réquisition des père et mère, de ne pas quitter Paris sans un certificat de renvoi des parents contenant leurs noms, surnoms, prénoms, profession, demeure et paroisse, ce certificat devant être remis au curé de la nourrice qui en avisera le procureur du Roi dans la quinzaine de la remise.

Le 25 mai 1753, (1) par une Ordonnance de Police, est spécifié

Que les meneurs ne pourront remettre aux nourrices l'argent qu'ils auront reçu des pères et mères qu'en présence du curé, ou en son absence, du desservant, vicaire, marguillier ou syndic de la paroisse.

Le 1^{er} juin 1756 (1), une sentence du Châtelet fait défense aux nourrices.

De mettre coucher à côté d'elles dans le même lit, les nourrissons confiés à leurs soins, sous peine d'une amende de 100 livres pour la première fois et d'une punition corporelle exemplaire en cas de récidive.

En 1757 (3), nouvelle sentence qui interdit aux nourrices

sous peine du fouet et de 50 livres d'amende de prendre des nourrissons étant enceintes et qui leur prescrit, dans le cas où cela leur arriverait, d'en prévenir aussitôt les parents.

1. Code des nourrices.

2. Brochard. « De la mortalité des nourrissons en France », p. 22.

3. Brochard. « De la mortalité des nourrissons en France », p. 22.

Une Ordonnance de Police beaucoup plus importante, portant la date du 17 décembre 1762 et la signature du Lieutenant général de Police, de Sartine, renouvela les anciennes prescriptions relatives aux certificats et en ajouta de nouvelles :

Le certificat délivré aux nourrices par le curé, vicaire ou desservant de leur paroisse, doit désormais indiquer le jour de la mort du dernier enfant de la nourrice, s'il est décédé ; déclarer si elles ont chez elles un berceau ou couchette pour pouvoir y coucher leur nourrisson, et afin d'éviter toute surprise de la part des nourrices sur l'âge de leur dernier enfant, elles seront tenues de faire mettre en tête dudit certificat l'extrait baptismal dudit enfant.

L'article 2 porte : Ne pourront, lesdites nourrices, se charger d'aucun nourrisson que leur dernier enfant ne soit sevré et âgé de 7 mois, à moins qu'elles ne l'aient confié à une autre nourrice pour l'allaiter, ce qui sera attesté par un certificat du curé, vicaire ou desservant ; leur défendons de prendre un nouveau nourrisson deux ans après être accouchées, le tout à peine d'être privées de leurs salaires et de 50 livres d'amende contre le mari.

L'article 5 marque un autre progrès : Ordonnons que les nourrices qui viendront à Paris chercher des nourrissons seront visitées par le médecin et le chirurgien que nous avons commis à cet effet, lorsque les parents le requerront ou que les recommandaresses ou l'officier par nous chargé de l'inspection le jugeront à propos... Pourront également les nourrices, même les meneurs et meneuses, faire visiter par lesdits médecins et chirurgiens les enfants qui

Roussel. Rapport, *loc. cit.* p. 32.

Code des Nourrices.

leur sont confiés, et les pères et mères ou autres personnes faire faire par les mêmes médecins ou chirurgiens, la visite des dits enfants lorsqu'ils leur seront rapportés, lesquelles visites seront faites gratuitement et sans frais.... et il sera fait des rapports desdites visites lesquels nous seront remis.

Cet article est particulièrement intéressant en ce qu'il marque la première intervention officielle du corps médical dans l'industrie nourricière ; intervention très importante qui constitue une garantie réciproque — facultative c'est vrai, — de la santé du nourrisson et de la nourrice.

L'article 6 porte : Défense aux recommandaresses de procurer des nourrices aux enfants dont on ne présentera pas l'extract baptistaire, et ce, afin d'éviter les erreurs de nom et assurer la correction de l'état civil de l'enfant sur le certificat de la nourrice.

Article 7. — « Défense aux nourrices de renvoyer ou rapporter le nourrisson sans en avoir prévenu les parents et sans avoir reçu d'ordre de leur part, même pour défaut de paiement et pour toute autre cause que ce soit ».

Il était en outre prescrit aux meneurs et meneuses de veiller avec soin sur les nourrices de leur département ; et s'il survient à quelques-unes, était-il dit, des empêchements d'allaiter, ou que lesdits nourrissons soient en mauvais état, lesdits meneurs et meneuses en donneront avis aux curés des paroisses, afin qu'ils puissent informer les pères et mères, faire même remettre les nourrissons à d'autres nourrices, si le cas le requiert.

Leur défendons de changer aucun enfant de nourrice, sans

avoir reçu l'ordre des parents ou du curé de la nourrice auquel il avait été confié ; desquels ordres il sera fait mention au bas du certificat de renvoi de la première nourrice, ainsi que du nom de la femme auquel il sera confié et du nom, profession et demeure de son mari ; et le dit certificat sera porté par le meneur ou meneuse de la seconde nourrice, si elle ne demeure pas dans la même paroisse que la première.

Charger les meneurs de la surveillance des nourrissons, et leur donner une autorité sur les nourrices était introduire véritablement le loup dans la bergerie : ce fut une grande faute.

Il est vrai que le lieutenant général de Sartine avait cherché, auparavant, à mieux recruter ces agents avant de les investir de leur nouvelle charge.

L'événement ne lui a pas donné raison : le louage des nourrices, à la discrétion des meneurs, eut des inconvénients si graves (Roussel), de tels abus, une telle immoralité (Brochard), que le roi crut devoir prononcer, par la Déclaration donnée à Compiègne le 24 juillet 1769 (1), la suppression des quatre bureaux de Recommandaresses et l'établissement « d'un Bureau général » organisé comme un service administratif ; voici d'ailleurs le texte de cette Déclaration :

Louis, etc.... L'établissement des recommandaresses dans notre bonne ville de Paris aurait toujours paru si important

1. Code des nourrices, *loc. cit.*

Isambert, *loc. cit.* Tome XXII, p. 491.

par rapport au bien de l'Etat toujours intéressé à la conservation et à l'éducation des enfants..... mais quelque avantage que le public en ait retiré jusqu'à présent, nous aurions cependant reconnu que ce succès n'avait pas encore répondu à ce que nous aurions pu nous en promettre, soit parce que les bureaux des recommandaresses, se trouvant situés dans des lieux trop serrés, il en résultait un préjudice pour la santé des nourrices et pour celle de leurs nourrissons, soit parce que les nourrices étant souvent dans le cas d'attendre longtemps le paiement de leurs mois de nourriture par les obstacles qui se rencontraient dans les recouvrements, on s'apercevait de jour en jour de la diminution dans le nombre de celles qui étaient dans l'usage de venir se charger des nourrissons ; soit enfin parce que les pères et mères n'ayant que rarement des nouvelles de leurs enfants, ils n'étaient pas informés assez tôt ni assez souvent de leurs besoins pour y subvenir ; c'est ce qui nous aurait déterminé, d'un côté, de substituer aux quatre bureaux de Recommandaresses ci-devant établis par nos déclarations, un seul bureau général, qui, par sa situation et par son étendue puisse présenter des logements également sains et commodes pour les nourrices et pour les enfants qui leur sont confiés ; et, d'un autre côté, de charger les directeurs préposés pour la direction de ce bureau, non seulement de faire aux nourrices des avances de leurs mois de nourriture, sauf leurs recours contre les pères et mères desdits enfants, mais même d'entretenir entre les nourrices et lesdits pères et mères une correspondance continuelle qui les mette en état de concourir tous également à la sûreté des jours de leurs enfants.

Art. 1. — Les 4 bureaux de Recommandaresses établis

par notre déclaration du 29 janvier 1715 seront et demeureront supprimés à compter du 1^{er} janvier 1770.

Art. 2. — Il sera établi en notre bonne ville de Paris un Bureau Général pour les recommandaresses capable de contenir avec ordre et propreté toutes les femmes de la campagne qui viendront y lever des nourrissons.

Art. 3. — Direction confiée à deux recommandaresses.

Art. 4. — Les recommandaresses sont tenues de loger toutes les nourrices ; elles auront une quantité suffisante de lits et berceaux.

Art. 5. — Les mois de nourriture seront perçus par 22 préposés et non plus par les meneurs et meneuses : un pour chacun des 20 quartiers de Paris et 2 pour la Banlieue et environs.

Défense aux meneurs de s'immiscer dans ladite perception.

Art. 6 et 7. — Le rôle des sommes dues sera arrêté chaque mois et rendu exécutable à la réquisition du Procureur général et du Lieutenant de Police et exécuté sans frais.

Art. 9. — Il sera délivré à chaque meneur ou meneuse, aussitôt qu'ils se présenteront au bureau, une feuille d'ordre qui contiendra autant d'articles qu'ils ont de nourrissons inscrits sur leur registre.

Cette feuille sera divisée en treize colonnes dont les six premières et la dernière seront remplies par lesdits directeurs avant qu'ils la remettent aux meneurs et meneuses.

La première colonne sera pour marquer le numéro d'ordre de l'enregistrement du nourrisson.

La deuxième, l'année de l'enregistrement ; la troisième, son nom de famille ; la quatrième, le folio du registre du meneur ou de la meneuse sur lequel il aura été inscrit ; la cinquième le nom du mari de la nourrice ; la sixième,

l'échéance du dernier mois payé par les directeurs ; dans la septième les meneurs ou meneuses marqueront le nombre des mois qu'ils auront reçus depuis ladite échéance ; dans la huitième, ils feront note des ordres que les pères et mères leur donneront, soit pour rapporter les enfants, ou leurs hardes, ou autrement ; dans la neuvième ils dateront le jour de leur transport et visite chez les nourrices ; dans la dixième ils porteront les sommes qu'ils auront payées aux nourrices ; dans la onzième ils feront un détail succinct de l'état du nourrisson ; et dans la douzième ils écriront les demandes des nourrices, soit pour hardes ou autres besoins des enfants ; dans la treizième les directeurs marqueront le nom de la paroisse de chaque nourrice, au-dessous duquel le curé, vicaire ou desservant, marguillier ou syndic mettra son visa.

Art. 10. — La feuille d'ordre remplie en partie et remise aux meneurs, ces derniers seront tenus d'aller, pendant le séjour à Paris, chez tous les pères et mères des nourrissons pour communiquer la feuille de leur prétendu voyage laquelle contiendra note de l'état des enfants et des demandes des nourrices, et en même temps pour recevoir des pères et mères les ordres qu'ils auront à donner aux nourrices de leurs enfants à l'effet de quoi ils feront note desdits ordres sur la feuille.

Art. 11. — Seront aussi tenus lesdits meneurs et meneuses, lors de leur transport et visite chez les nourrices, de faire part aux dites nourrices des ordres des pères et mères et de marquer sur ladite feuille le jour de leur visite, l'état des nourrissons et les demandes des nourrices pour les différents besoins des enfants. Leur enjoignons de faire viser ladite feuille par le curé, etc.... en même temps qu'ils feront signer sur leur registre l'attestation du paiement de leurs mois.

Art. 12. — Cette feuille sera présentée avant le départ de Paris et au retour, aux directeurs du Bureau, afin que ceux-ci puissent contrôler les actes des meneurs et meneuses ; sous peine de 50 livres d'amende ou d'emprisonnement en cas de récidive.

Art. 13. — Enjoignons aussi aux meneurs qu'ils laissent à Paris la feuille d'ordre de leur précédent voyage, afin que les parents qu'ils n'auraient pas rencontrés chez eux puissent venir en prendre communication pour savoir l'état de leurs enfants.

Art. 14. — Il sera préposé, par le Lieutenant général de police, un ou plusieurs inspecteurs de tournées, qui se transporteront dans tous les endroits où il y aura des nourrissons de Paris à l'effet de visiter les nourrissons et d'exécuter les prescriptions du Lieutenant de police.

Art. 15. — Les dites deux recommandaresses jouiront des droits qui leur seront attribués par notre déclaration du 1^{er} mars 1727, lesquels droits, à raison de trente sols, continueront de leur être payés par les pères et mères pour chaque nourrisson dont ils chargeront les nourrices.

Art. 16. — Maintenons les dits meneurs et meneuses dans la jouissance du sol pour livre.

Art. 17. — Les deux directeurs seront garants, envers les pères et mères et les nourrices de la gestion et recette des 22 préposés et de celle des meneurs et meneuses à chaque voyage, outre le sol pour livre, de toutes les sommes dues aux nourrices pour les mois d'allaitement et de nourriture, quand même ils ne les auraient pas encore reçus des pères et mères.... Il sera perçu un droit de sol pour livre, lequel sera retenu par les dits directeurs, pour se couvrir des frais de recouvrement, sur toutes les sommes versées en leur

caisse, déduction préalable faite, du sol pour livre attribué aux meneurs et meneuses.

L'insuffisance des meneurs comme surveillants des nourrissons à la campagne, a donc amené à les remplacer, dans cette fonction, par un personnel moins indépendant et mieux recruté.

C'est, en somme, la création de l'inspection administrative qui, nous le verrons dans la suite, a été jugée elle-même impuissante dans certains cas.

C'est aussi la fondation d'un organisme très important « qui, *sans aucun intérêt de lucre et sans autre but que celui d'empêcher des fraudes tous jours préjudiciables aux particuliers et à l'Etat,* » a pour mission de procurer aux mères de famille, « des nourrices dont la santé, la moralité et la position ont été préalablement constatées, et d'assurer en même temps à ces femmes la parfaite intégrité de leurs salaires » (Brochard).

Le grand bureau élu d'abord domicile rue Sainte-Appolline et longtemps on le connut sous le nom populaire de bureau Sainte-Appolline; vers la fin de son existence, en 1866, il fut transféré, par mesure d'économie, rue des Tournelles.

Le Lieutenant Général de Police, qui avait la surveillance des recommandaresses, garda, comme un de ses attributs, la gestion de cette Direction municipale des nourrices; mais, le 15 messidor, an II, un arrêté de la municipalité de Paris enleva ce service à la Police et en chargea l'administration des hôpitaux et établissements de secours de Paris.

L'arrêté des Consuls du 22 germinal, an IX la maintint dans cette affectation malgré les réclamations de la nouvelle administration policière.

Plus tard la loi du 10 janvier 1849 rattacha la Direction des nourrices à l'administration de l'Assistance publique, puis, en 1851, un règlement réorganisa son fonctionnement.

Ces tribulations du Grand Bureau des nourrices témoignent de la vie agitée qu'il eut à supporter. Cette institution extrêmement louable n'eut pas, en effet, le sort qu'elle méritait; nous passerons en revue, son histoire tout à l'heure.

De nouvelles charges ayant été, vers cette époque, relevées contre les meneurs, et principalement à propos du transport des nouveau-nés et des nourrices, une nouvelle Ordonnance de police, parue le 19 novembre 1773 (1), leur pose encore des règles de conduite :

Art. 1. — Enjoignons aux meneurs et meneuses de se servir de voitures bien conditionnées, dont le fond aura un plancher, bien garnies de paille neuve, les ridelles exactement closes par des planches bien assemblées ou par des nattes de paille ou d'osier, toujours entretenues en bon état et de couvrir leurs voitures avec une bonne toile, bien tendue sur les cerceaux et assez grande pour envelopper les bouts et côtés.

Autorisons les directeurs du Bureau Général des nourrices à faire faire aux voitures des meneurs, avant leur départ de Paris, les réparations et fournitures qui y seront convena-

bles, dans le cas où les meneurs ne les auraient pas faites et d'avancer à cet effet les sommes nécessaires, desquelles dépenses et avances ils seront remboursés sur les droits de voyage et de sol pour livre, revenant aux meneurs et meneuses (50 livres d'amende, destitution et prison en cas de récidive).

Art. 2. — Défendons sous les mêmes peines auxdits meneurs et meneuses, de transporter aucuns nourrissons, à moins qu'il n'y ait des nourrices assises sur des bancs, suspendus au-devant et au derrière de leurs voitures, avec des cordes ou courroies solidement attachées, afin que les nourrices soient à portée de veiller aux besoins des nourrissons, de prévenir les accidents auxquels ils pourraient être exposés et de s'assurer si toutes les layettes et paquets des enfants sont maintenus de manière à ne point courir le risque d'être perdus ou d'incommoder les nourrissons. Défendons, pareillement et sous les mêmes peines, auxdits meneurs et meneuses de mettre dans leurs voitures aucuns ballots, paquets ou marchandises autres que les layettes et hardes des nourrissons et ce qui sera nécessaire pour la nourriture de leurs chevaux, pour la route seulement.

Art. 3. — Défendons, à quelque personne que ce soit, sous peine de 50 livres d'amende, de faire aucune commission pour les meneurs et meneuses, relativement à leurs fonctions, avant de s'être fait enregistrer au Bureau Général.

Art. 4. — Les meneurs seront responsables des commissionnaires qu'ils emploient, lesquels ne pourront être autres que ceux mentionnés ci-dessus et ils ne les pourront charger d'aucune commission, qu'ils ne leur délivrent un bulletin imprimé, dans les blancs duquel ils rempliront les noms des bourgeois chez qui ils les enverront, le numéro de la plaque commissionnaire et l'objet de la commission, ce bulletin

sera souscrit du nom du meneur, et le commissionnaire, sa commission une fois faite, sera tenu de remettre le bulletin contenant le reçu du bourgeois, signé de lui ou d'un voisin, s'il ne sait signer, au meneur qui l'attachera à son registre pour le déposer à la Direction : le tout à peine de trente livres d'amende contre le meneur, ou commissionnaire contrevenant.

Art. 5. — Défendons aux aubergistes et à toutes autres personnes, à peine de 50 livres d'amende, de loger ni retirer chez eux aucuns meneurs, meneuses et nourrices, sans la permission des recommandaresses, auxquels les meneurs et meneuses sont tenus, sous les mêmes peines, de déclarer les noms et demeures des personnes chez qui ils logent et où ils laissent leurs voitures et chevaux.

En 1780, une lettre patente datée de Versailles (1), devant les premiers résultats favorables du Bureau Général de Paris, porte établissement d'un service semblable dans notre deuxième grande ville, à Lyon ;

Versailles, Mai 1780.

Art. 1. — Il sera établi dans la ville de Lyon un Bureau Général de location de nourrices et d'assurance de leurs salaires : il se tiendra dans une maison capable de contenir avec ordre et propreté toutes les femmes de la campagne qui viendront y lever des nourrissons.

Art. 2. — Toutes les nourrices sont logées gratuitement et il y aura à cet effet une quantité suffisante de lits et de berceaux pour coucher lesdites nourrices et leurs nourrissons.

Art. 3. — Les meneurs ou meneuses, commis par l'Administration pour amener les nourrices au bureau et les rem

1 Isambert, *loc. cit.* T. XXVI, p. 333.

mener chez elles, seront chargés de recevoir les deniers de leurs mois de nourriture et de leur en faire le paiement dans la quinzaine de leur retour chez eux ; ils seront porteurs de registres contenant 4 colonnes ; dans la 1^{re}, ils inscriront ou feront inscrire les mois qu'ils toucheront pour les nourrices ; dans la 2^e ils feront note des ordres des pères et mères ; dans la 3^e, ils feront mention des sommes qu'ils paieront aux nourrices, lesquels paiements ils ne pourront faire qu'en présence du curé, vicaire ou desservant ; et dans la 4^e, ils feront note de l'état des enfants et des demandes des nourrices.

Art. 4. — Pour mettre les meneurs à portée de subvenir aux frais que leur état entraînera, ils jouiront du sol pour livre de toutes les sommes qu'ils auront été chargés de payer aux nourrices ; ce droit leur sera payé par les pères et mères, de la même manière et en même temps que les mois d'allaitement.

Art. 5. — La caisse du Bureau sera munie de fonds suffisants pour pouvoir payer tous les mois échus, quand même le recouvrement n'en aurait pas été fait ; en conséquence, après que les meneurs ou meneuses ont fait leur recette chez les pères et mères, ils se présenteront au bureau pour y compter de toutes les sommes qu'ils auront reçues, et pour qu'il leur soit fait l'avance de toutes celles qu'ils n'auront pas recouvrées, ainsi qu'il sera dit ci-après. Les meneurs se présenteront aussi au bureau à leur arrivée pour que l'on puisse s'y assurer de l'exécution de l'article 3 de ces présentes auquel lesdits meneurs sont obligés de se conformer sous peine de 50 livres d'amende, même de destitution et d'emprisonnement au cas de récidive.

Art. 6. — Enjoignons aux pères et mères ou autres personnes qui mettront des enfants en nourrice ou en sevrage,

par l'entremise du Bureau, d'en payer exactement les mois de nourriture, soit aux meneurs ou meneuses, soit au Bureau Général où la recette sera ouverte tous les jours,... autorisons, lorsqu'il sera dû trois mois, à faire revenir les enfants de nourrice, pour les remettre à leurs pères et mères, ou autres personnes qui en sont chargées.

Art. 8. — Le Bureau sera garant, envers les pères et mères et les nourrices, de la gestion et recette des directeurs, et des meneurs et meneuses... ; pour mettre le Bureau à même de satisfaire à toutes les charges, il sera perçu *trois* livres pour chaque nourrisson pour droit d'enregistrement, et un sol pour livre, lequel sera retenu sur toutes les sommes délivrées aux nourrices, déduction préalablement faite sur icelles, du sol pour livre des meneurs et meneuses.

La création du Bureau Général des nourrices, sous l'ancien régime, de même que les changements d'attributions et d'organisation que ce bureau a subis ont toujours eu pour cause la persistance des abus de l'industrie nourricière, et leur tendance à s'accroître en dépit des mesures qui leur étaient opposées.

Nous avons vu les principaux objets que se proposait la Déclaration royale de 1769 ; ils ont été bien résumés par le docteur Brochard : « Ainsi se trouva
« fondé le bureau des nourrices de Paris, qui, sans
« aucun intérêt de lucre, et sans autre but que
« celui d'empêcher des fraudes toujours préjudi-
« ciables aux particuliers et à l'Etat, a pour mis-
« sion de procurer aux mères de famille des nour-
« rices dont la santé, la moralité et la position ont

« été préalablement constatées, et d'assurer en
« même temps à ces femmes la parfaite intégrité de
« leurs salaires. »

Ces avantages seuls, auraient dû, semble-t-il, rendre cette institution définitive, elle n'eut, au contraire, en dépit des services rendus, qu'une existence misérable.

Malgré les mesures décrétées en 1769, malgré la création des inspecteurs de tournée, qui devaient se transporter dans tous les lieux où se trouvaient de petits Parisiens, à l'effet de les visiter et de faire exécuter les prescriptions du Lieutenant de police, l'industrie nourricière ne s'améliora pas sensiblement. La Révolution voulut y remédier en enlevant la Direction à la Police pour la mettre entre les mains de l'Administration des hospices, « qui, moins bien placée pour réprimer les contraventions, c'est vrai, était, semble-t-il plus disposée, par sa nature, à faire de la conservation des enfants son objet dominant (Roussel). »

Lorsque l'arrêté de l'an IX fut rendu, le nombre des placements, qui s'était élevé à 10.000 au début, avait baissé de plus de moitié. A l'époque des paiements en assignats le Bureau devait aux nourrices une somme de 160.000 livres, sur laquelle un déficit était prévu, de moitié au moins (Roussel).

Il n'y eut pas d'amélioration sous l'Empire, mais en 1821, le Roi fit un don généreux de 50.000 francs au Bureau Général, pour solder les mois de nourrices laissés à sa charge par les familles pauvres ou mal-

honnêtes. Un rapport, fait à cette occasion par Pélégot, fixait à 6.000 le chiffre annuel des placements, mais signalait dans l'administration un désordre tel, qu'un dixième des nourrissons ne figurait pas au registre matricule. Les nourrices étaient toujours odieusement rançonnées par les meneurs qui trafiquaient à l'insu du Bureau, les parents étaient plus odieusement trompés que jamais et tous les abus recommençaient de plus belle.

C'est dans ce rapport qu'était signalé le fameux convoi de nourrices, d'enfants, de charbon de terre, de cuir et de verrerie, se rendant à huit jours de marche de Paris. On voit, par là, ce qu'était l'impudente audace de ces gens rapaces, : les meneurs. L'Ordonnance de Police de 73, sur le transport des nourrissons, restait lettre morte. Une mesure radicale s'imposait : reconnaissant l'impossibilité de se fier aux meneurs et de les améliorer, l'administration fit supprimer leur fonction. Elle les remplaça par un personnel d'agents choisis, qui furent chargés des recettes et paiements et du convoi des nourrices.

Dans les départements furent créés des emplois de médecins, chargés de constater la santé et l'aptitude laitière des femmes qui se présentaient et d'améliorer ainsi le recrutement des nourrices.

Ces mesures, loin d'amener une situation plus favorable, firent tomber le chiffre des placements d'une nouvelle moitié, à 3.200, en 1823. C'est que les meneurs ne se tenaient pas pour battus. Quelques uns fondèrent, dans la rue des Prouvaires, un

bureau particulier de placement dont ils réussirent à faire approuver les règlements et autoriser les opérations par la Préfecture de Police, toujours mécontente du retrait, qui lui avait été fait, du service des nourrices, et qui n'était pas fâchée, sans doute, d'en retrouver ainsi une partie, en jouant un bon tour à l'administration rivale ; puis, d'autres bureaux particuliers se fondèrent, qui réussirent, « grâce à la liberté dont ils jouissaient et qui, dégénérant en licence, leur permettait mille abus plus ou moins lucratifs » (Vée) (1).

C'est à la concurrence des Bureaux particuliers qu'était due cette nouvelle chute du nombre des placements du Bureau Général que nous signalions plus haut.

Au nom de la bienfaisance, au nom des familles pauvres de Paris qui ne pouvaient faire passer leurs enfants par les bureaux particuliers, trop onéreux et qui ne garantissaient pas les mois de nourrice, le Conseil Général des hospices réclamait l'appui du Gouvernement contre la concurrence qui lui était faite, concurrence absolument déloyale, nous allons le voir, et qui détruisait l'équilibre du budget du Bureau Général.

Les meneurs, qui dirigeaient les bureaux particuliers, profitant de leurs anciennes relations avec les nourrices, réussirent à attirer leur clientèle « en « leur promettant qu'elles auraient plus facilement « des nourrissons et qu'elles ne seraient pas soumi-

1. Roussel, p. 193. Rapport Vée.

« ses à la surveillance que leur imposait l'administration (1) ».

La clientèle aisée, celle qui pouvait payer, mais aussi choisir, reculait quand elle devait s'adresser à une administration, en somme, hospitalière ; cela froissait son amour-propre ; ajoutons à cette tendance d'esprit, la pression des sages-femmes et des médecins, hélas ! convaincus par la prime : 8, 10 et même 12 francs, à eux octroyée par les bureaux particuliers pour chaque placement procuré, et qui poussaient les familles à s'adresser aux anciens meneurs ; nous nous rendrons ainsi compte de la façon dont échappait au Bureau Général, la plus belle partie de son revenu.

Privé de ces moyens d'existence, il ne lui restait plus que la clientèle-charge : les familles pauvres, contre lesquelles il n'y avait pas de recours, et la clientèle qui, bien que pouvant payer à la rigueur, trouvait plus léger de ne pas le faire, escomptant que les frais de poursuite, et cela était, décourageaient le Bureau Général.

En même temps qu'à l'aide des subventions de la Ville, le Bureau Général essayait de lutter, le Conseil des Hospices réclamait, du Préfet de Police, une plus sévère réglementation des Bureaux Particuliers. De là, en 1828, l'Ordonnance de police du 8 Août, qui reproduisait à peu près la réglementation ancienne des Recommandaires.

Malgré cela, et l'emploi de 440.000 francs, en huit

1. Roussel, p. 190. Rapport Duvergier.

ans, le chiffre des placements annuels de la Direction Municipale tomba à 1.600 (Roussel).

Devant ces résultats, le Conseil Général des Hospices émit le vœu du rétablissement de l'ancien monopole du Bureau Général et de la suppression des Bureaux Particuliers. Cette mesure était parfaitement logique ; elle s'imposait, pour sauver de la ruine une institution très bienfaisante ; mais le Préfet de police, par tradition, défendit ses protégés au nom de la liberté de l'industrie, — le moment était bien choisi pour placer cet argument à une époque où le mot de liberté avait une puissance magique, et où le monopole était article si honni — le Gouvernement n'osa rien faire, aussi le chiffre des placements tomba-t-il au Bureau Général, encore d'une nouvelle moitié, pour arriver à 940 en 1831 (Roussel).

La Direction fut amenée ainsi à réduire son personnel et elle pensa en outre à remplacer ses sous-inspecteurs à gages par des Comités locaux gratuits de surveillance.

A cette époque aussi, on songea à remplacer le Bureau Général des nourrices, par un bureau de distribution de secours pécuniaires, destinés à aider les familles pauvres dans le paiement des mois de nourrices. Néanmoins, après discussion, le bureau fut maintenu, le chiffre des placements était alors, en 1841, de 886.

C'est vers cette époque, le 26 juin 1842, que fut rendue l'Ordonnance de Police qui régissait encore

les bureaux particuliers au moment de la promulgation de la loi Roussel.

Voici le texte de cette Ordonnance :

Nous, Conseiller d'Etat, Préfet de police,

Considérant, que nonobstant les mesures prescrites par l'ordonnance de police du 9 août 1828, concernant les nourrices et la surveillance exercée par l'administration sur les établissements particuliers où l'on s'occupe de leur placement, des abus d'autant plus graves qu'ils tendent à compromettre l'existence des enfants, nous ont été révélés ;

Considérant que ces abus résultent, notamment des moyens frauduleux employés, soit par les nourrices, soit par les personnes qui s'entremettent pour leur placement, dans le but de dissimuler leur défaut d'aptitude à prendre soin d'un nourrisson ;

Vu les déclarations du Roi, des 29 janvier 1715 et 1^{er} mars 1727 ; vu les arrêtés du Gouvernement des 12 Messidor an VIII (1^{er} juillet 1800) et 8 Brumaire an IX (25 octobre 1800), vu les articles 319, 320 et 484 du Code pénal.

TITRE I^{er}. — *Nourrices.*

Ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Toute nourrice qui voudra se procurer un nourrisson, tant à Paris que dans les communes du ressort de la Préfecture de police, devra être munie d'un certificat délivré par le maire de la commune, et, si elle est domiciliée à Paris, par le commissaire de police de son quartier. Ce certificat, qui devra toujours être revêtu du sceau de la mairie ou du commissariat où il aura été délivré, indiquera les

noms, prénoms, âge, signalement, domicile et profession du mari, s'il y a lieu, et attestera qu'elle a des moyens d'existence suffisants, qu'elle est de bonne vie et mœurs, qu'elle n'a point de nourrisson, et que l'âge de son dernier enfant lui permet d'en prendre un ; il indiquera la date précise de la naissance de cet enfant, et s'il est vivant ou décédé ; il devra aussi constater qu'elle est pourvue d'un garde-feu et d'un berceau, pour le nourrisson qui lui sera confié.

Art. 2. — La nourrice devra se pourvoir, en outre, d'un certificat dûment légalisé, délivré par un docteur en médecine ou en chirurgie, et attestant qu'elle réunit, *sous le rapport sanitaire*, toutes les conditions désirables pour élever un nourrisson.

Art. 3. — Aucune nourrice ne pourra se charger d'un enfant, sans avoir présenté à la Préfecture de police les deux certificats mentionnés dans les articles précédents, et sur l'exhibition desquels il sera procédé à son inscription, sur un registre spécial ouvert à cet effet. Un bulletin relatant cette inscription sera, s'il y a lieu, remis à la nourrice.

Art. 4. — Une nourrice ne pourra se charger de plus d'un enfant à la fois pour l'allaiter.

Art. 5. — Avant son départ pour le lieu de sa résidence, toute nourrice, à laquelle un enfant aura été confié, devra se munir de l'acte de naissance de cet enfant, où, à défaut, d'un bulletin provisoire de la mairie où la déclaration de naissance aura été faite. Quant aux nourrices qui habitent Paris ou la Banlieue, elles devront être munies de cette pièce, dans les trois jours qui suivront celui où elles se seront chargées de l'enfant.

Art. 6. — Les actes ou bulletins de naissance des enfants seront présentés, par les nourrices, dans le délai de huit

jours, aux maires ou commissaires de police du lieu de leur domicile, pour être visés par ces fonctionnaires.

Art. 7. — Il est défendu à toutes nourrices de prendre des enfants pour les remettre à d'autres nourrices.

TITRE II. — *Directeurs de bureaux de nourrices, logeurs, meneurs et meneuses de nourrices.*

Art. 8. — Les personnes qui s'entremettent pour le louage des nourrices, sous quelque dénomination que ce soit, devront en faire la déclaration à la Préfecture de police. L'administration fera examiner et surveiller les locaux destinés aux nourrices, ainsi que les voitures qui devront transporter celles-ci et leurs nourrissons, et prescrira aux directeurs, logeurs, meneurs ou meneuses, les conditions qu'elle croira nécessaire qu'ils remplissent, dans l'intérêt de la salubrité, de la sûreté, des mœurs ou de l'ordre publics, et qui seront mentionnées dans les permissions.

Art. 9. — Il est défendu à toute autre personne de s'entremettre, directement ou indirectement, dans le placement des nourrices.

Art. 10. — Il est fait défense expresse à tous meneurs ou meneuses, aubergistes, logeurs et directeurs de bureaux de nourrices, de s'entremettre, pour procurer des nourrissons à des nourrices qui n'auraient pas été enregistrées dans les bureaux de la préfecture de police, comme aussi de les reconduire dans leurs communes, avec des nourrissons, sans qu'elles soient munies de l'une des pièces indiquées dans l'article 5 de la présente ordonnance.

Art. 11. — Il est également défendu aux meneurs et meneuses, et à toutes autres personnes s'occupant de placements d'enfants en nourrice, d'emporter ou de faire emporter des enfants nouveau-nés sans que ces enfants soient accompagnés des nourrices qui doivent les allaiter ; et si les enfants

venaient à mourir en route, il est enjoint aux nourrices, meneurs, meneuses ou autres personnes chargées de conduire ces enfants, d'en faire, sur le champ, la déclaration devant l'officier de l'état-civil de la commune où ils décéderaient. Ce fonctionnaire devra leur en donner un certificat, que la nourrice remettra au maire de sa commune, pour être, par lui, transmis au Préfet de police.

Art. 12. — Défense expresse est faite aux directeurs, logeurs, meneurs et meneuses de nourrices ou autres, de procurer plus d'un enfant à la fois à la même nourrice.

Art. 13. — Les directeurs de bureaux de nourrices et logeurs de nourrices, ou toutes autres personnes qui s'entre-mettent pour le placement des nourrices, seront tenus d'avoir un registre, coté et paraphé par le commissaire de police de leur quartier ou par le maire de leur commune, et sur lequel devront être inscrits les noms, prénoms, âge, domicile de la nourrice ; les noms et profession de son mari, si elle est mariée ; l'âge du dernier enfant dont elle est accouchée, en indiquant s'il est vivant ou mort ; le jour de l'arrivée et du départ de la nourrice ainsi que le nom du meneur.

Ce registre devra aussi contenir les noms et âge de l'enfant qui sera confié à la nourrice, ainsi que les noms et la demeure des parents de cet enfant ou des personnes dont elle l'aura reçu.

Art. 14. — Tout directeur de bureau de nourrices ou logeur de nourrices sera tenu de fournir, dans les vingt-quatre heures, au commissaire de police (ou au maire pour la banlieue), un bulletin constatant le départ de chaque nourrice. Ce bulletin, qui sera immédiatement transmis à la Préfecture de police, devra contenir les noms, âge et domicile de la nourrice ; les noms et prénoms de l'enfant, ainsi que les noms et demeure de ses parents ou des personnes qui les représente-

raient. Dans le cas où la nourrice partirait sans enfant ou serait placée nourrice sur lieu, le bulletin dont il s'agit devra l'indiquer.

Art. 15. — Les maires, les commissaires de police, l'inspecteur des maisons de santé, de sevrage et des nourrices ; sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution de la présente ordonnance.

Art. 16. — Les contraventions à cette ordonnance seront déferées aux tribunaux, pour être poursuivies conformément aux lois et règlements.

Art. 17. — L'ordonnance de police du 9 août 1828 est abrogée.

« Malheureusement, dans cette réglementation où « tout semble avoir été prévu (nous dit le Dr Brochard,) tout, il faut bien l'avouer est illusoire, les « articles principaux de cette ordonnance ne sont « jamais observés ». Telles sont d'ailleurs, encore aujourd'hui, les appréciations du Préfet de Police : « La limite d'âge de sept mois révolus de l'enfant « de la nourrice ne peut-être observée » dit, en effet, M. Lépine dans un rapport au Ministre de l'Intérieur (1).

Mais revenons au Bureau Général, il en était arrivé à ce point qu'en 1847, le Préfet de la Seine transmettait au Ministre une délibération du Conseil Général des Hospices, portant que, « dans le cas où l'Autorité « supérieure retarderait sa décision, l'Administration « des Hospices se verrait obligée de renoncer à un

1. Rapport du 29 août 1895.

« service dont elle ne pouvait accepter la responsabilité sans avoir les moyens de la soutenir » (1).

Au milieu de ces réclamations, le Conseil des Hospices fut emporté par la révolution de Juillet.

La nouvelle administration hospitalière, qui le remplaça, se trouva aux prises avec les mêmes difficultés et déclara aussi que la cause de la prospérité des petits bureaux résidait dans le « détestable « moyen des primes accordées aux sages-femmes « et aux médecins. »

Un rapport de l'époque en arrivait, en désespoir de cause, à suggérer ce moyen certain de ramener au Bureau la clientèle : l'emploi des armes mêmes des bureaux particuliers, la prime, mais, reconnaissait que ce moyen était indigne d'une administration qui se respecte.

On préféra entrer dans la voie de nouveaux sacrifices en offrant aux familles, comme aux nourrices, de nouveaux avantages.

1^o Diminuer les frais des clients en supprimant le droit de 3 francs versé par les parents au moment de l'inscription de l'enfant, et dit : droit d'immatricule ; en supprimant un droit de 100/0 sur toutes les sommes versées par les familles et que celles-ci devaient payer en sus, afin de couvrir les frais de l'administration. C'était, en fait, une économie de 24 francs.

2^o Fournir aux nourrices, pendant leur séjour à Paris, une partie des aliments qui leur étaient

1. Roussel, p. 190,

nécessaires, avantage qu'elles ne trouvaient point aux petits bureaux.

3° Elever à 12 francs, au lieu de 10, la garantie mensuelle de la nourrice, mais la garantie ne s'étendait plus que sur neuf mois au lieu de onze. Ce n'était pas là, à vrai dire, un sacrifice ; il y avait même léger bénéfice à cette mutation.

4° Supprimer certaines mesures arbitraires dans le paiement des nourrices.

5° Rendre à la Direction le droit de faire payer aux familles les frais de poursuites, qui lui avait été enlevé par le décret de 1806.

6° Elever le taux et mieux asseoir les bases de la rémunération des médecins et des préposés dans les départements.

Les préposés à la surveillance touchaient 600 fr. au lieu de 300 francs, par an, et, en plus, une prime de 0.75 c. par mois et par enfant surveillé, dans le cas où la surveillance s'étendait sur plus de 60.

Les médecins devaient recevoir 0,75 c. pour la location de chaque nourrice et la même somme, mensuellement, pour soins donnés à chaque enfant.

En 1851, le 9 janvier, un décret confirmait ces dispositions et établissait définitivement le mode de fonctionnement du Bureau Général. Nous trouvons une analyse de ce décret dans un travail du D^r Brochard :

« La Direction des nourrices est représentée, dans
« tous les arrondissements où elle place des enfants,

« par un agent spécial, qui prend le titre de sous-
« inspecteur. Ce sous-inspecteur choisit les nour-
« rices, de concert avec les médecins, et les envoie
« à Paris, par des surveillantes de son choix. Il
« pourvoit, dans le ressort de son arrondissement, à
« l'exécution des règlements, surveille les nourrices,
« visite les enfants, correspond avec les médecins et
« les autorités locales, et transmet à l'administration
« tous les renseignements dont elle peut avoir
« besoin. Il est, en outre, chargé de faire tous les
« paiements. »

« Des médecins nommés dans chaque canton, visi-
« tent les nourrissons au moins une fois par mois
« et, en cas de maladie, aussi souvent qu'il est
« nécessaire. »

« Tous les ans, la Direction envoie des inspecteurs
« des enfants trouvés, qui sont chargés de vérifier
« la comptabilité des sous-inspecteurs et de contrôler
« leurs actes et ceux du médecin. Ces inspecteurs
« visitent aussi les nourrices et les enfants. »

« Les nourrices s'obligent de leur côté, vis-à-vis
« de l'administration, à nourrir les enfants qu'on
« leur confie, de leur propre lait, à en prendre tous
« les soins convenables, à ne point accepter d'autre
« nourrisson et à appeler le médecin s'ils sont
« malades. »

« Toute nourrice qui se rend à la Direction doit,
« avant d'être visitée, être munie d'un certificat
« constatant qu'elle est de bonne vie et mœurs ;
« qu'elle a un garde-feu et un berceau pour son

« nourrisson ; qu'elle a sevré son propre enfant, dont
« l'âge est fixé d'une manière authentique par l'ex-
« trait des registres de l'état civil de sa commune, et
« qu'elle n'a pas d'autre nourrisson. Ce certificat
« est, en outre, signé par deux médecins chargés,
« l'un de visiter la nourrice, l'autre de la contre-
« visiter. Il est impossible, on le voit, d'exiger plus
« de garanties. »

« Pendant leur séjour à Paris, les nourrices logent
« à la Direction. Le prix des mois de nourriture est
« fixé de gré à gré, entre ces femmes et les familles
« qui s'adressent à elles par l'entremise du bureau. »

« Les obligations de la Direction envers les parents
« sont : de garantir la santé et la moralité de la nour-
« rice, de surveiller celle-ci, ainsi que son nourris-
« son, pendant l'allaitement ; envers les nourrices,
« de garantir leur paiement des mois de nourriture.
« Mais la Direction ne garantit le paiement intégral
« des mois de nourrice que jusqu'à concurrence de
« 12 francs par mois et pendant les dix premiers
« mois seulement. »

« Comme un grand nombre de parents sont trop
« pauvres pour remplir les engagements qu'ils ont
« pris envers les nourrices, l'administration muni-
« cipale de la ville de Paris, s'associant à une œu-
« vre que l'on ne saurait trop encourager, alloue
« chaque année à la Direction, une subvention desti-
« née à combler le déficit provenant des mois de
« nourrices non payés par les familles, et à solder
« les mois de nourriture des enfants assistés. Cette

« subvention atteint un chiffre très élevé (de 200.000
« à 300.000 fr.) ».

En 1852, le 1^{er} juillet, un décret rendait à la Direction le droit de faire payer les frais de poursuite, par les parents, en même temps que le principal.

Ce droit lui avait été enlevé par l'art. 4 du décret de 1806 sur l'administration de la Direction des nourrices.

« Telle était l'organisation du Grand Bureau des
« nourrices, organisation excellente sous tous les
« rapports et qui n'aurait besoin que de quelques
« modifications de détail, pour atteindre entièrement
« le but qu'elle se propose et rendre d'incalculables
« services à la population parisienne (Brochard). »

Devant ces efforts si désintéressés, on pouvait espérer que la Direction allait remonter le courant qui l'entraînait à sa perte et pouvoir tout au moins soutenir la concurrence. De 567, en 1848, le nombre des placements parvint en effet à 2.201 en 1856 (Roussel). Mais ce fut le point culminant du relèvement du Grand Bureau et, six ans après, ce chiffre était redescendu à 1.517 contre 10.000 aux bureaux particuliers.

Comme on n'avait pas pu jusqu'alors arriver à supprimer la concurrence et que là résidait le seul moyen de sortir de la situation, devant la position inattaquable ou plutôt inébranlable des petits bureaux, l'idée de la suppression de la Direction Municipale des nourrices grandit peu à peu, et deux

rapports très documentés arrivent à cette conclusion :

Le premier, de M. Vée, chef de la division des secours et des enfants assistés, portant la date du 7 janvier 1863, formulait ces conclusions ;

« Si, disait M. Vée, la Direction pouvait être
« maintenue, elle ne saurait l'être qu'à ces trois con-
« ditions :

« 1° Supprimer la garantie, en permettant les rap-
« ports des nourrices avec les parents dans les con-
« ditions semblables à celles en usage dans les
« bureaux particuliers ;

« 2° Rétablir les droits modérés d'inscription et
« de surveillance des enfants placés directement par
« les familles ;

« 3° Eclairer l'opinion publique sur les abus des
« primes et les inconvénients du défaut de surveil-
« lance extérieure et autres faits reprochables aux
« entreprises fondées par l'industrie libre, pour le
« louage des nourrices. »

Et plus loin le rapport de M. Vée se terminait par les conclusions suivantes :

« 1° L'administration a poussé jusqu'aux dernières
« limites les concessions à faire aux familles pour
« les ramener à placer leurs enfants par l'intermé-
« diaire de la Direction municipale, et elle n'y a point
« réussi. Les faits ont montré, du reste, que des
« placements beaucoup plus nombreux grèveraient
« nos finances de charges énormes.

« 2° Le seul moyen d'atténuer ces charges serait

« de supprimer la garantie accordée aux nourrices,
« de les laisser libres de renvoyer les enfants aux
« familles, lorsque les mois ne seraient pas exacte-
« ment payés, ainsi que cela se pratique dans les
« bureaux particuliers ; mais cette mesure achèverait
« d'éteindre la clientèle de la Direction ;

« 3° Dans l'état actuel de nos mœurs, avec les faci-
« lités et le bon marché des moyens de communica-
« tions, le soin d'établir les rapports nécessaires
« entre les parents des enfants à allaiter et les nour-
« rices de campagne peut être abandonné à l'indus-
« trie privée convenablement réglementée et surveil-
« lée ;

4° « L'abus réellement grave, existant dans la pra-
« tique de cette industrie, c'est-à-dire les primes
« allouées aux sages-femmes et aux médecins,
« pourrait être réprimé par des mesures légales,
« qu'il serait d'autant plus facile de prendre, que
« l'opinion publique ne pourrait en attribuer le
« motif au désir de soutenir l'établissement munici-
« pal, si celui-ci venait à être supprimé ;

« 5° Les sommes accordées par l'intermédiaire de
« la Direction des nourrices pourraient être don-
« nées sous une autre forme : le sacrifice qui résulte
« de la garantie des mois serait appliqué plus effica-
« cement à des secours alloués dans les conditions
« ordinaires d'examen et d'enquête préalable.

« 6° Le service de surveillance des enfants à la
« campagne, qui rend des services incontestables,
« mais actuellement renfermés dans des bornes trop

« étroites, pourrait, par une organisation nouvelle,
« être étendu à tous les enfants de Paris envoyés en
« nourrice.

7° « La Direction des nourrices qui ne peut se sou-
« tenir que par une subvention annuelle de 2 à
« 300.000 fr. et par la concession de la jouissance
« d'un immeuble représentant un capital de plus
« de un million, peut donc être supprimée sans
« inconvénient pour la population parisienne. »

Le second rapport, de M. Husson, alors nouvellement Directeur de l'Assistance publique, et daté de 1866, déclarait « que la Direction des nourrices
« malgré tous les efforts tentés ne rend plus les ser-
« vices qu'on est en droit d'attendre d'elle » parce que les habitants de la capitale s'adressent presque exclusivement aux bureaux particuliers, qui opéraient exactement, à l'époque, 86 o/o des placements. Et plus loin, M. Husson faisait remarquer que les avantages nombreux offerts par le Grand Bureau demeurent peu goûtés de la population, que ce qui attire surtout les clients de la Direction, « c'est
« qu'ils savent qu'en cas de non paiement des mois,
« les enfants ne leur seraient, en aucun cas, ren-
« dus avant le dixième mois révolu, et qu'on ne
« poursuivrait pas judiciairement le recouvrement
« des sommes qu'ils devraient. »

Il signalait encore les primes comme l'origine de tout le mal.

Mais le plus fort de ses arguments, nous semble-t-il, était tiré du côté démoralisateur qu'avait le

système de la garantie des mois de nourrice sur les masses, qui finissaient par se reposer de plus en plus sur la Direction, du soin de payer les nourrices ; il y avait quelque chose de plus inquiétant encore, c'était l'augmentation constante du nombre des enfants abandonnés en nourrice.

« Une mère qui eût hésité, au moment de son
« accouchement, à faire porter son enfant à l'hos-
« pice des enfants assistés, s'abstient de le faire
« réclamer, après s'être habituée à la séparation et à
« l'oubli... La Direction devenait ainsi un instrument
« d'abandon fort commode pour les parents qui
« manquent d'entrailles. »

La garantie de 12 francs était ainsi une prime accordée à l'indifférence des parents et souvent à leur mauvaise foi.

M. Husson, proposait la suppression de la direction et son remplacement par un fonds de secours qu'on aurait distribué avec sollicitude et réservé pour prévenir les abandons d'enfants des familles pauvres, de même que l'Administration distribuait un secours pour prévenir les abandons des enfants illégitimes.

Cette argumentation si pessimiste ne décida pas encore de la ruine du Bureau Général ; invité à maintenir cette institution, M. Husson en arriva à employer la seule arme qui lui restât, la prime, mais, par une juste pudeur, il la masqua sous le nom de *frais de déplacement* et la fixa à 5 francs, avec, en plus, trois primes de 300 fr. pour les trois

sages-femmes qui procureraient le plus de nourrissons... Mais les bureaux particuliers répondirent du tac au tac, ils portèrent leur prime à dix francs, au lieu de six et continuèrent leurs bénéfices en même temps que leurs maléfices.

Telle fut l'histoire du Grand Bureau Municipal jusqu'à la loi dont le docteur Roussel fut le promoteur.

Douze ans avant le vote de cette loi, nous voyons apparaître un nouveau perfectionnement, un nouveau rouage de la Protection des enfants en nourrice ; le 2 novembre 1862 en effet, une instruction ministérielle cherchait à améliorer la surveillance locale, dans les campagnes, et encourageait la création de Comités de patronage des enfants assistés, composés de personnes honorables, dévouées et de bonne volonté. C'était là une innovation des plus heureuses, qui donna des résultats sensibles. Elle fut ainsi un enseignement précieux, dont profitèrent les membres des Commissions de 1869 et de 1873, qui furent chargés par le Gouvernement, de réviser toute l'ancienne réglementation de l'industrie nourricière, comme nous allons le voir dans ce prochain chapitre.

CHAPITRE III

La réglementation actuelle

Nous avons dit, au cours de notre introduction, que pendant plusieurs siècles on était resté sans notions exactes sur la mortalité des enfants, dans ses rapports avec l'industrie nourricière. On apercevait bien des abus, on tâchait à les restreindre, on édictait des règlements, d'ailleurs si sages qu'on en reproduisit dans la suite la plupart des dispositions. On leur donnait des sanctions rigoureuses, trop rigoureuses mêmes, parce qu'elles gênaient l'application de la loi. Elles nécessitaient, en effet, le recours à une juridiction trop élevée et, par suite, plus lente à agir : il va sans dire que le tribunal correctionnel est plus difficile à mettre en mouvement que le juge de paix. De plus, on hésitait à appliquer des peines qui pouvaient, jusqu'à un certain point, paraître disproportion-

tionnées avec le délit, surtout quand ce dernier ne semblait pas avoir directement causé la mort d'un enfant.

C'est à la Direction municipale, bien placée, par sa Surveillance, pour connaître le sort des nourrissons, que nous paraît revenir le mérite des premiers essais de statistique en ce qui nous intéresse. M. Husson, Directeur de l'Assistance Publique, s'occupait, concurremment avec les inspecteurs départementaux de la Direction, de dresser des tables de mortalité infantile, et nous avons sous les yeux un discours à l'Académie de Médecine sur ce sujet, prononcé par lui en 1866.

A la même époque cependant, les docteurs Brochard et Monot de Montsauche, tous deux placés dans des pays de nourrices, donnaient des chiffres, accompagnés de faits, tellement suggestifs, que c'est, en réalité, à ces trois observateurs, que l'on doit le mouvement d'opinion, l'émotion intense qui ont facilité le vote de la loi Roussel.

Dès 1869, une Commission parlementaire était nommée pour enquêter sur les faits signalés par ces auteurs.

La guerre de 1870 empêcha, malheureusement, les travaux de la Commission d'aboutir à autre chose qu'à un projet de loi.

En 1873 d'autres membres du Parlement, sous la présidence du docteur Roussel, reprenaient ces questions vitales, entendaient toutes les opinions autorisées, rédigeaient un rapport lu, à la Chambre

le 9 juin 1874 par M. Théophile Roussel, et la loi du 23 Décembre entrainée en discussion.

Quelles ont été les idées directrices nouvelles du projet de cette dernière Commission ? Le Dr Roussel nous le dit lui-même dans son rapport :

1° Etendre, à tous les nourrissons français, la protection que l'ancienne réglementation tendait à assurer aux nourrissons parisiens, en recherchant ce qui pouvait être conservé de ces prescriptions, et ce que l'on devait y ajouter.

2° Asseoir l'application de la loi sur un solide système de surveillance locale.

« L'expérience de l'ancien régime, en montrant le
« peu d'efficacité de tant de sages mesures, portait
« un enseignement, rendu plus décisif par l'expérience des bons résultats obtenus localement
« depuis dix ans » (Roussel).

Pour obtenir tous les éléments désirables à cette surveillance, il était nécessaire de mettre à contribution toutes les forces sociales : L'autorité pour généraliser l'action de la loi et répondre de son égale application ; la charité et l'association qui, s'occupant déjà de protéger le jeune âge, avaient, par leur compétence acquise et leur désir du bien, une place marquée dans la surveillance officielle ; la corporation médicale dont l'opinion spéciale et la clairvoyance étaient rendus plus nécessaires par le besoin d'un contrôle rigoureux et d'une réforme des procédés d'élevage.

3° Protéger les enfants jusqu'à l'âge de deux ans.

La salle d'asile les recevant alors, leur offre des garanties nouvelles de sécurité. Ainsi, que l'enfant soit chez une nourrice, dans une maison de sevrage, ou gardé par une personne mercenaire pendant les occupations de sa mère, la loi tutélaire l'atteindra.

4° Perfectionner la statistique ; lui donner des moyen de contrôle, dont le principal est la mise entre les mains du maire de la commune, d'un extrait de l'acte de naissance de chaque nourrisson, au moment où il arrivera chez ou avec sa nourrice.

Centraliser tous les documents résultant de l'application de la loi entre les mains d'un bureau de statistique qui tiendra une véritable comptabilité des nourrissons.

5° Uniformiser l'application de la loi en lui donnant une direction centrale, émanée d'un Comité supérieur de Protection du premier âge. Celui-ci puise dans le bureau de statistique, des renseignements aussi sincères que possible, en dégage les bonnes et les mauvaises influences et agit sur les départements, par l'intermédiaire de Comités départementaux. Ceux-ci sont sous l'autorité du Préfet, obéissent dans leur ressort aux suggestions du Comité supérieur, et dirigent l'action des Comités locaux. Les départements où le nourrissage était très développé devaient, seuls, posséder des commissions locales.

6° Assimiler les négligences des nourrices, dans l'application des pénalités, à l'homicide involontaire.

7° Partager entre les Départements et l'État les charges financières.

De ces tendances, les plus importantes assurément étaient celles qui avaient trait à la généralisation de la Protection, la consolidation de la surveillance locale, la part la plus grande, donnée à l'action des médecins, et les perfectionnements de la statistique, rendue permanente.

Nous donnerons plus loin, en le comparant à des textes nouvellement proposés, celui de la loi de 1874.

Nous n'inscrirons ici que le règlement d'administration publique qui lui a succédé le 27 février 1877.

TITRE I^{er}

ORGANISATION DU SERVICE.

Art. 1^{er}. — La surveillance instituée par la loi du 23 décembre 1874 en faveur des enfants au-dessous de deux ans, placés, moyennant salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de leurs parents, est exercée, sous l'autorité du préfet, assisté du comité départemental, par des commissions locales, par les maires, par des médecins inspecteurs et par l'inspecteur des enfants assistés du département.

1^{re} SECTION.

Des commissions locales.

Art. 2. — Les commissions locales instituées conformément à l'article 2 de la loi du 23 décembre 1874 sont présidées par le maire de la commune.

L'arrêté préfectoral qui institue la commission, fixe le nombre de ses membres.

La commission comprend nécessairement deux mères de famille, le curé, et, dans les communes où siège un conseil presbytéral ou un consistoire israélite, un délégué de chacun de ces conseils.

Le médecin inspecteur, nommé en exécution de l'article 5 de la loi, est convoqué aux séances de la commission de sa circonscription ; il y a voix consultative.

Art. 3. — Les membres des commissions sont nommés et révoqués par le préfet.

Art. 4. — A Paris et à Lyon, il y aura, dans chaque arrondissement municipal, une commission instituée conformément aux articles qui précèdent et présidée par le maire de l'arrondissement.

Il pourra être adjoint à la commission, des visiteurs rétribués ; leur nombre et le taux de leur traitement seront déterminés par le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Préfet de police pour Paris et du Préfet du Rhône pour Lyon.

Ces visiteurs assisteront aux délibérations de la commission d'arrondissement, avec voix consultative.

Le Ministre de l'Intérieur pourra également instituer, sur la proposition du Préfet, des visiteurs rétribués, dans les autres communes où la nécessité en sera reconnue.

Article 5. — La commission se réunit au moins une fois par mois ; elle peut être convoquée extraordinairement par le maire ; soit d'office, soit sur la demande d'un des membres de la commission ou du médecin inspecteur.

Les séances de la commission se tiennent à la mairie.

Article 6. — La commission répartit entre ses membres la surveillance des enfants à visiter au domicile de la nourrice, sevrée ou gardeuse.

Chaque membre doit rendre compte à la commission des faits qu'il a constatés dans ses visites périodiques.

Article 7. — Si la commission juge que la vie ou la santé d'un enfant est compromise ; elle peut, après avoir mis en demeure les parents et pris l'avis du médecin inspecteur, retirer l'enfant à la nourrice, sevrreuse ou gardeuse, et le placer provisoirement chez une autre personne. Elle doit, dans les vingt-quatre heures, rendre compte de sa décision au Préfet et prévenir de nouveau les parents.

En cas de péril imminent, le président de la commission prend d'urgence et provisoirement les mesures nécessaires ; il doit, dans les vingt-quatre heures, informer de sa décision la commission locale, le médecin inspecteur et le préfet et avertir les parents.

Dans les communes où il n'a pas été institué de commission locale, le maire exerce les pouvoirs conférés à ces commissions par le présent article.

Les mesures prises par les autorités locales, en vertu du présent article, sont purement provisoires ; le préfet statue.

Article 8. — La commission signale au Préfet, dans un rapport annuel, les nourrices qui mériteraient une mention spéciale, à raison des bons soins qu'elles donnent aux enfants qui leur sont confiés.

II^e SECTION

Médecins Inspecteurs.

Art. 9. — Des médecins inspecteurs, institués conformément à l'article 5 de la loi, sont chargés de visiter les enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde dans leur circonscription.

Art. 10. — Le médecin inspecteur doit se transporter au domicile de la nourrice, sevrée ou gardeuse, pour y voir l'enfant, dans la huitaine du jour où, en exécution de l'article 24 ci-après, il est prévenu par le maire de l'arrivée de l'enfant dans la commune.

Il doit ensuite visiter l'enfant au moins une fois par mois et à toute réquisition du maire.

Art. 11. — Après chaque visite, le médecin inspecteur vise le carnet délivré à la nourrice, sevrée ou gardeuse, en exécution de l'article 30 ci-après, et il y inscrit ses observations ; il transmet au maire un bulletin indiquant la date et les résultats de sa visite. Ce bulletin est communiqué à la commission locale.

En cas de décès de l'enfant, il mentionne sur le bulletin la date et les causes du décès.

Art. 12. — Le médecin inspecteur rend compte immédiatement au maire et au préfet des faits qu'il aurait constatés dans ses visites et qui mériteraient leur attention.

Chaque année, il dresse un rapport sur l'état général de sa circonscription, au préfet, qui le communique à l'inspecteur départemental du service des enfants assistés et au comité départemental.

Art. 13. — Si le médecin reconnaît, soit chez la nourrice, soit chez l'enfant, les symptômes d'une maladie contagieuse, il constate l'état de l'enfant et celui de la nourrice, et il peut faire cesser l'allaitement naturel.

Dans ce cas, ainsi que lorsqu'il constate une grossesse, il informe le maire, qui doit aviser les parents, sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures autorisées par l'article 7.

Art. 14. — Dès que le maire apprend qu'un enfant placé en nourrice ou en garde, dans la commune, est malade et manque de soins médicaux, il prévient le médecin inspec-

teur de la circonscription et si celui-ci est empêché, il requiert le médecin le moins éloigné de la résidence de l'enfant. Ce dernier doit, si l'enfant succombe, mentionner les causes du décès dans un bulletin spécial, ainsi qu'il est prescrit à l'article 11 pour le médecin inspecteur.

Art. 15. — Les médecins inspecteurs reçoivent, à titre d'honoraires, des émoluments qui sont fixés par le ministre, sur la proposition du préfet, après avis du Conseil général.

3^e SECTION.

De l'inspection départementale.

Art. 16. — L'inspecteur du service des enfants assistés est chargé, sous l'autorité du préfet, de centraliser tous les documents relatifs à la surveillance instituée par la loi.

Chaque année, il présente un rapport sur l'exécution du service dans le département, et il rend compte du résultat de ses tournées.

4^e SECTION.

Des comités départementaux.

Art. 17. — Les membres des comités départementaux sont nommés pour trois ans.

Le membre qui sera nommé à la suite d'une vacance, sortira du comité au moment où serait sorti le membre qu'il a remplacé.

Les membres sortant sont rééligibles.

Art. 18. — Le comité départemental élit un président et un secrétaire.

Il se réunit au moins une fois par mois.

Il peut être convoqué extraordinairement par son président ou par le préfet, soit d'office, soit sur la demande d'un de ses membres.

Art. 19. — Le préfet lui communique les rapports qui lui sont envoyés par les commissions locales et par les médecins inspecteurs, ainsi que le rapport d'ensemble, présenté annuellement par l'inspecteur départemental.

TITRE II

Placements.

1^{re} SECTION.

De la déclaration imposée à toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire.

Art. 20. — Tout officier de l'état civil qui reçoit une déclaration de naissance doit rappeler au déclarant les dispositions édictées par l'article 7 de la loi du 23 décembre 1874.

Art. 21. — La déclaration prescrite par ledit article à toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire, est inscrite sur le registre spécial prévu par l'article 10 de la loi.

Elle est signée par le déclarant.

Elle fait connaître :

1^o Les noms et prénoms, le sexe, la date et le lieu de la naissance de l'enfant ;

2^o S'il a été baptisé ou non ;

3^o Les noms, prénoms, profession et domicile des parents ;

4^o Les noms, prénoms et domicile de la nourrice, sevrreuse ou gardeuse à laquelle l'enfant est confié ;

5^o Les conditions du contrat intervenu avec la nourrice, sevrreuse ou gardeuse.

Art. 22. — Le déclarant doit produire le carnet délivré à la nourrice.

Le maire qui reçoit la déclaration, transcrit sur le carnet de la nourrice les indications portées sous les n^{os} 1, 2, 3 et 5 de l'article précédent.

Art. 23. — Si l'enfant est envoyé dans une commune autre que celle où la déclaration est faite, le maire qui reçoit la déclaration en transmet copie dans les trois jours au maire de la commune où l'enfant doit être conduit.

Art. 24. — Le maire, averti par suite d'une déclaration faite, soit par les parents, en exécution de l'article 7 de la loi, soit par la nourrice, en exécution de l'article 9, qu'un enfant est placé dans sa commune, en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire, doit, dans les trois jours, transmettre une copie de la déclaration au médecin inspecteur de la circonscription.

2^e SECTION

Des obligations imposées aux nourrices sevrreuses et gardeuses, qui prennent des enfants chez elles, moyennant salaire.

Art. 25. — Il est interdit à toute nourrice d'allaiter un autre enfant que son nourrisson, à moins d'une autorisation spéciale et écrite, donnée par le médecin inspecteur ou, s'il n'existe pas de médecin inspecteur dans le canton, par un docteur en médecine ou un officier de santé.

Art. 26. — Nulle sevrreuse, ou gardeuse ne peut se charger

de plus de deux enfants à la fois, à moins d'une autorisation spéciale et écrite donnée par la commission locale et, à défaut de commission locale, par le maire.

Art. 27. — Toute femme qui veut prendre chez elle un enfant en nourrice, doit préalablement obtenir un certificat du maire de sa commune et un certificat médical. Elle doit, en outre, se munir du carnet spécifié à l'article 30.

Art. 28. — Le certificat délivré par le maire doit être revêtu du sceau de la mairie et contenir les indications suivantes :

1^o Nom, prénoms, signalement, domicile et profession de la nourrice, date et lieu, de sa naissance ;

2^o Etat civil de la nourrice, nom, prénoms et profession de son mari ;

3^o Date de la naissance de son dernier enfant, et si cet enfant est vivant.

Le certificat fera connaître si le mari a donné son consentement ; il contiendra les renseignements que pourra fournir le maire sur la conduite et les moyens d'existence de la nourrice, sur la salubrité et la propreté de son habitation. Il constatera la déclaration de la nourrice, qu'elle est pourvue d'un garde-feu et d'un berceau.

Sur l'interpellation du maire, la nourrice déclarera si elle a déjà élevé un ou plusieurs enfants moyennant salaire ; elle indiquera l'époque à laquelle elle a été chargée de ces enfants, la date et la cause des retraits, et si elle est restée munie des carnets qui lui auraient été précédemment délivrés. Le maire mentionnera dans le certificat les réponses de la nourrice.

Art. 29. — Le certificat médical est délivré par le médecin-inspecteur, ou, à défaut de médecin inspecteur habitant la commune où réside la nourrice, par un docteur en médecine ou un officier de santé ; il peut également être délivré dans la

commune où la nourrice vient prendre l'enfant ; il est dûment légalisé et visé par le maire ; il doit attester :

1° Que la nourrice remplit les conditions désirables pour élever un nourrisson ;

2° Qu'elle n'a ni infirmités, ni maladie contagieuse ; qu'elle est vaccinée.

Art. 30. — Le carnet est délivré gratuitement, à Paris, par le préfet de police ; à Lyon, par le préfet du Rhône ; dans les autres communes, par le maire.

La nourrice peut l'obtenir, soit dans la commune où elle réside, soit dans celle où elle vient chercher un enfant ; dans ce dernier cas, elle doit produire le certificat du maire de sa commune.

Elle doit se pourvoir d'un carnet nouveau, chaque fois qu'elle prend un nouveau nourrisson.

Le certificat délivré à la nourrice par le maire de sa commune et le certificat médical sont inscrits sur le carnet ; s'ils ont été délivrés à part, ils y sont textuellement transcrits.

Le carnet est disposé de manière à recevoir en outre les mentions suivantes :

1° L'extrait de l'acte de naissance de l'enfant, la date et le lieu de son baptême, les noms, profession et demeure des parents ou des ayants-droit, à défaut de parents connus, la date et le lieu de la déclaration faite en exécution de l'article 7 de la loi ;

2° La composition de la layette remise à la nourrice ;

3° Les dates des paiements des salaires ;

4° Le certificat de vaccine ;

5° Les dates des visites du médecin inspecteur et des membres de la commission locale, avec leurs observations.

6° Les déclarations prescrites par l'article 9 de la loi.

Le carnet reproduit le texte des articles du Code pénal,

du règlement d'administration publique et du règlement particulier fait par le préfet, en exécution de l'article 12 de la loi, qui intéressent directement les nourrices, sevreuses ou gardeuses, les intermédiaires et les directeurs de bureaux de placement.

Il contient en outre des notions élémentaires sur l'hygiène du premier âge.

Art. 31. — Les conditions concernant les certificats, l'inscription et le carnet sont applicables aux femmes qui veulent se charger d'enfants en sevrage ou en garde, à l'exception de la condition d'aptitude à l'allaitement au sein.

Art. 32. — Si l'enfant n'a pas été vacciné, la nourrice doit le faire vacciner dans les trois mois du jour où il lui a été confié.

Art. 33. — La nourrice, sevreuse ou gardeuse ne peut, sous aucun prétexte, se décharger, même temporairement, du soin d'élever l'enfant qui lui a été confié, en le remettant à une autre nourrice, sevreuse ou gardeuse, à moins d'une autorisation écrite donnée par les parents ou par le maire, après avis du médecin inspecteur.

Art. 34. — La nourrice, sevreuse ou gardeuse qui veut rendre l'enfant confié à ses soins avant qu'il lui ait été réclamé, doit en prévenir le maire.

3^e SECTION

Des bureaux de nourrices, des meneurs et meneuses.

Art. 35. — La demande en autorisation d'ouvrir un bureau de nourrices ou d'exercer la profession de placer des enfants

en nourrice, en sevrage ou en garde, est adressée au préfet du département où le pétitionnaire est domicilié. Elle fait connaître les départements dans lesquels celui-ci se propose de prendre ou de placer des enfants.

Le préfet communique la demande aux préfets des autres départements intéressés, et s'assure de la moralité du demandeur. Il fait examiner les locaux affectés aux nourrices et aux enfants, s'il s'agit d'un bureau de placement, ou les voitures affectées au transport des nourrices et de leurs nourrissons, s'il s'agit de meneurs ou meneuses.

L'arrêté d'autorisation détermine les conditions particulières auxquelles le permissionnaire est astreint, dans l'intérêt de la salubrité, des mœurs et de l'ordre publics.

Ces conditions sont affichées dans l'intérieur des bureaux, ainsi que les prescriptions légales et réglementaires imposées aux directeurs des bureaux et aux meneurs et meneuses, et les peines édictées par l'article 6 de la loi contre ceux qui refuseraient de recevoir la visite des personnes autorisées en vertu de ladite loi.

L'autorisation peut toujours être retirée.

Dans le cas où l'industrie doit être exercée dans plusieurs départements, il est donné avis de l'arrêté d'autorisation ou de l'arrêté de retrait aux préfets de tous les départements intéressés.

Art. 36. — Il est interdit aux directeurs des bureaux de nourrices et à leurs agents, de s'entremettre, pour procurer des nourrissons à des nourrices qui ne seraient pas munies des pièces mentionnées aux articles 27, 28, 29 et 30.

Il est défendu aux meneurs et aux meneuses de reconduire des nourrices dans leurs communes, avec des nourrissons, sans qu'elles soient munies de ces pièces.

Art. 37. — Les directeurs de bureaux et les logeurs de

nourrices sont tenus d'avoir un registre coté et parafé, à Paris et à Lyon, par le commissaire de police de leur quartier, et dans les autres communes, par le maire. Sur ce registre doivent être inscrits les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, la profession et le domicile de la nourrice le nom et la profession de son mari.

Art. 38. — Aucun établissement destiné à recevoir, en nourrice ou en garde, des enfants au-dessous de deux ans, ne peut subsister ni s'ouvrir sans l'autorisation du préfet de police dans le département de la Seine, et des préfets dans les autres départements.

L'autorisation peut toujours être retirée.

Les nourrices employées dans ces établissements sont assimilées aux nourrices sur lieu.

TITRE III

Registres.

PREMIÈRE SECTION

Registres des mairies.

Art. 39. — Il est ouvert dans chaque mairie deux registres destinés à recevoir, le premier, les déclarations imposées par l'article 7 de la loi à toute personne qui place, moyennant salaire, un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde; le second, les déclarations imposées par l'article 9 à toute personne qui se charge d'un enfant dans ces conditions.

DEUXIÈME SECTION

Registre des médecins inspecteurs.

Art. 40. — Le médecin inspecteur tient à jour un livre sur lequel il inscrit les nourrices, sevreuses ou gardeuses et les enfants qui leur sont confiés.

Ce livre mentionne dans des colonnes spéciales :

1° Les nom, prénoms, professions et adresses des nourrices, sevreuses ou gardeuses ;

2° La date des deux certificats et du carnet mentionnés à l'article 27 du présent règlement ;

3° Les nom, prénoms, sexe, état civil de l'enfant, ainsi que la date et le lieu de sa naissance ;

4° La date de son placement ;

5° La date et le motif des visites du médecin, étranger au service, qui aurait été appelé par la nourrice, ainsi que la date et le résultat de ses visites personnelles ;

6° La date ou les causes du retrait de l'enfant ou du décès, s'il y a lieu, chez la nourrice ;

7° Les observations concernant l'enfant et la nourrice, sevreuse ou gardeuse.

TROISIÈME SECTION

Registre des commissions locales.

Art. 41. — Le secrétaire de la commission locale devra tenir au courant un registre en deux parties, contenant, d'une part, les délibérations et les décisions de la commission, et d'autre part, les noms et adresses de toutes les nourrices, sevreuses ou gardeuses, de la commune, les noms des enfants

qui leur sont confiés et la date des visites faites aux nourrices, sevreuses ou gardeuses par les membres de la commission.

Le médecin inspecteur appose mensuellement son visa sur ce registre.

Art. 42. — Le ministre de l'Intérieur et le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 27 février 1877.

Pour se conformer aux prescriptions de la nouvelle loi, la préfecture de police abrogea tous les règlements antérieurs, qu'elle avait mis en vigueur dans son ressort, et rendit cette nouvelle ordonnance de Police qui régit, actuellement encore, les nourrices, sevreuses ou gardeuses de Paris ou qui viennent s'y munir de nourrissons, et les intermédiaires de leur placement.

Ordonnance de Police du 1^{er} Février 1878.

TITRE I^{er}

Des nourrices, sevreuses ou gardeuses.

Art. 1. — Toute personne domiciliée dans le département de la Seine, qui se charge, à titre de nourrice, sevreuse ou gardeuse, d'élever, moyennant salaire, un ou des enfants âgés de moins de deux ans, est tenue, conformément à l'article

30 du règlement d'administration publique du 27 février 1877, de se munir d'un carnet.

Sur la présentation des certificats mentionnés dans les articles 28 et 29 dudit règlement, ce carnet, qui est renouvelable à chaque nouveau nourrisson, sera délivré gratuitement à la nourrice, sevrreuse ou gardeuse, suivant son domicile, soit, à Paris, à la Préfecture de Police, soit à la mairie, dans les autres communes du département de la Seine.

Art. 2. — Les personnes qui, dans le ressort de la Préfecture de Police recevront chez elles, moyennant salaire, des enfants âgés de plus de deux ans, devront, pour cet objet, obtenir de notre administration une autorisation spéciale. Les autorisations actuelles et d'un caractère général qui ont été délivrées en vertu de l'ordonnance du 9 août 1821 pour les enfants, sans désignation d'âge, ne seront plus valables pour la réception, le sevrage et la garde d'enfants âgés de moins de 2 ans.

Art. 3 — Toute personne qui voudra établir une maison, dite garderie ou de sevrage, pour un ou plusieurs enfants âgés de plus de 2 ans, devra :

1^o Justifier de sa moralité ; 2^o Indiquer le nombre d'enfants qu'elle se propose de recevoir ; 3^o déclarer si elle entend diriger seule sa maison ou attacher quelqu'un à son service. Dans ce dernier cas elle devra indiquer le nombre de personnes qu'elle aura l'intention d'employer.

Art. 4. — Le nombre d'enfants qu'on pourra admettre dans chaque établissement sera fixé par nous, sur l'avis du commissaire de police du quartier ou de la circonscription et de l'inspecteur des maisons de santé, auxquels sera confiée la direction du dit établissement.

Le nombre fixé sera mentionné dans l'arrêté d'autorisation.

Art. 5. — Toute personne autorisée à tenir une maison dite

garderie ou de sevrage devra, lorsqu'elle recevra un enfant, se faire remettre l'acte ou bulletin de naissance de ce dernier. Elle devra tenir, un registre qui contiendra les noms, prénoms, âge et lieux de naissance de chaque enfant ; les noms, prénoms, profession et demeure de son père et de sa mère, et, à défaut, ceux des parents connus ou des fondés de pouvoirs chargés de payer la pension.

Il sera fait mention, sur ce registre, de la date de l'entrée de l'enfant, de sa sortie ou de son décès.

Art 6. — Les personnes, domiciliées ou non dans le département de la Seine, qui auront recours, dans ce département, à l'entremise des loueurs ou loueuses, logeurs ou logeuses de nourrices, ou autres intermédiaires, dans le but de s'y placer comme nourrice sur lieu, ou d'y recevoir des enfants pour les élever chez elles, devront se présenter à la Préfecture de Police pour y faire viser et enregistrer le carnet dont elles sont munies. Dans le cas où les certificats exigés par les articles 27 et 28 du règlement auraient été délivrés à part, et où la nourrice, sevrreuse ou gardeuse qui en serait porteur, se trouverait à Paris, sans avoir de carnet en sa possession où s'il devenait nécessaire de pourvoir au renouvellement de ce carnet, il lui en serait délivré gratuitement un à la Préfecture de Police.

Art. 7. — Toute délivrance, visa ou enregistrement de carnet de nourrice à la préfecture de police n'aura lieu, lorsque le cas l'exigera, qu'après un examen auquel il aura été procédé par un médecin de notre administration, et alors qu'il aura été établi que la nourrice remplit les conditions désirables pour élever un nourrisson.

Art. 8. — S'il nous était, de source sûre, parvenu, sur le compte de nourrices, sevrresses ou gardeuses, des renseignements défavorables et de nature à inspirer des craintes

sérieuses sur la façon dont elles soigneraient les enfants qui leur seraient confiés, elles ne pourraient obtenir la délivrance ou le visa du carnet, et il leur serait fait défense provisoire ou définitive, selon l'espèce, de se livrer à l'industrie nourricière dans le département de la Seine, ou d'en emporter des nourrissons.

Avis de ces mesures serait immédiatement donné au maire du domicile de ces nourrices.

TITRE XI

Des intermédiaires du placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Art. 9. — Les permissions dont jouissent actuellement les directeurs ou directrices de bureaux de nourrices devront être renouvelées.

Art. 10. — Tout directeur de bureau ou logeur de nourrices, sera tenu de fournir, dans le délai de 24 heures, au commissaire de police de son quartier ou de sa circonscription, des bulletins constatant le départ des nourrices. Le bulletin qui sera immédiatement transmis à la préfecture de police, devra contenir les nom, prénoms, âge, lieu de naissance et domicile de la nourrice, les nom et prénoms de l'enfant, ainsi que les nom et demeure des parents ou des personnes qui les représenteraient.

Dans le cas où la nourrice partirait sans nourrisson, ou serait placée comme nourrice sur lieu, le bulletin dont il s'agit devra l'indiquer.

Art. 11. — Les meneurs et meneuses qui amènent des nourrices dans le département de la Seine, doivent justifier d'une

autorisation émanant de la Préfecture de leur département et des Préfectures des divers départements dans lesquels ils exercent leur industrie.

Sur le vu de ces autorisations, la Préfecture de police leur délivrera, s'il y a lieu, une permission d'amener des nourrices dans le département de la Seine.

Les permissions de ce genre dont ils sont actuellement munis, devront être renouvelées.

Art. 12. — Il est expressément défendu aux meneurs et aux meneuses et à toutes autres personnes s'occupant, dans le département de la Seine, du placement d'enfants en nourrice, d'emporter ou de faire emporter des enfants nouveaux-nés, sans que ces enfants puissent être, pendant le transport, entourés des soins dont ils ont besoin et de nature à rendre impossibles les substitutions d'enfants.

Dans le cas où des enfants ainsi transportés viendraient à mourir en route, il est enjoint aux nourrices, sevreuses, meneurs, meneuses ou autres personnes chargées de conduire ces enfants, d'en faire, aussitôt que possible, la déclaration devant l'officier de l'état civil.

Dispositions générales.

Art. 13. — Les Ordonnances de Police du 9 août 1828 sur les maisons de sevrage, ou du 20 juin 1842 sur les nourrices, logeurs, meneurs et meneuses de nourrices, sont abrogées.

Ici se termine l'exposé de la réglementation de l'industrie nourricière ; nous n'avons pas hésité à donner, autant que possible en entier, tous les documents historiques que nous avons pu trouver. Nous sommes heureux de procurer à la Bibliothèque de

la Faculté un ensemble dont les éléments, même épars, lui font presque complètement défaut.

Puisse ce fait nous fournir une excuse à des longueurs dont nous sentons trop le côté critiquable.

Nous devons maintenant nous rendre compte du degré d'efficacité de la loi Roussel; nous tâcherons de relever, chez les auteurs qui se sont occupés de la question, des chiffres, autant que possible comparables entre eux, des opinions, des desiderata. Peu de sujets ont autant attiré la discussion, et nombreux sont les ouvrages qui touchent de près à la Protection de l'enfance.

N'étant pas nous-même placé pour apprécier des faits qui ne se passent point sous nos yeux, nous ferons, sur ce chapitre, œuvre de rapporteur.

CHAPITRE IV

Du degré d'efficacité de la loi Roussel.

Nous nous placerons au seul point de vue de la répercussion de la loi du 23 décembre 1874 sur la mortalité infantile, et, dès maintenant, nous ne ferons que présenter les chiffres que nous avons pu trouver au cours de nos recherches.

D'un travail (1), en date de 1895, fait par le Dr F. Ledé (de Paris), secrétaire rapporteur du Comité supérieur de protection du premier âge, nous avons extrait ceci :

De 1801 à 1813 (2) la moyenne générale de la mortalité des enfants en nourrice, en France, a été de 28,23 o/o, 939 enfants ont été rendus en mauvais état, 456 furent abandonnés par leurs parents et recueillis par les hospices, 38 furent envoyés à

1. Ledé. Résultats de la loi Roussel. Biblioth. nat. (Tc³. 419).

2. Ledé, *loc. cit.*, page 4.

l'hôpital comme vénériens, 70 nourrices furent contaminées de syphilis pendant cette période de 13 ans.

En 1815, la mortalité était encore de 31, 29 o/o ; en 1821 et 1822, l'organisation de l'Inspection médicale donne une diminution de la mortalité des enfants placés par la Direction, et si, en 1815, la mortalité était de 31, 29 o/o, cette mortalité descendit à 14, 85 o/o, en 1822, sous son influence.

Bertillon, père, donnait, comme mortalité, de 1856 à 1866 (1) :

Eure-et-Loir	36,90 o/o	Loiret	27,10
Seine-Inf ^{re}	31,90	B.-Alpes	26,86
Yonne	30,90	Seine-et-Oise	26,80
Eure	30,80	Aube	26,50
Seine-et-Marne	29,40	Htes-Alpes	26,10
Oise	28,40	Loir-et-Cher	25,90
Ardèche	28,30	Gard	25,80
Marne	27,70	Aisne	25,50

Aussitôt après l'application de la loi, nous ne voyons plus que rarement les moyennes dépasser 10 o/o pour les enfants en nourrice.

Dans le département de la Seine, nous trouvons ces chiffres (2) :

En 1880	9,99	1885	8,36	1890	7,91
1881	9,25	1886	7,95	1891	7,25

1. Ledé, *loc. cit.* page 8.

2. *Id.*, *loc. cit.* p. 13 et 14.

En 1882	9,72	1887	7,37	1892	7,80
1883	9,30	1888	7,47	1893	7,89
1884	8,80	1889	8,18	1894	6,18

Dans les départements l'auteur signale ces moyennes :

Hérault	enf. légit.	5,57	enf. illég.	7,65
Indre-et-Loire	»	7,13	»	11,19
Pas-de-Calais	»	9,17	»	»

Gironde en 1883 9,26 en 1884, 6,80 puis ensuite 6,03 ; 6,56 ; 5,91 ; 6,16 ; 3,99 ; 5,17 ; 4,24 ; 6,06 ; 6,90.

Partout nous trouvons des moyennes bien plus basses qu'avant l'application de la loi.

Le docteur Grosjean, de Montmirail, rapporte ces chiffres représentant la statistique de son service de surveillance (1).

En 1887 sur 53 enfants surveillés il y a eu 2 décès soit 3,70 o/o.

1888	»	51	enfants surveillés	2	décès	soit	3,92	o/o
1889	»	54	»	4	»		7,40	»
1890	»	65	»	8	»		12,40	»
1891	»	54	»	7	»		12,98	»
1892	»	59	»	6	»		10,16	»
1893	»	52	»	4	»		7,69	»
1894	»	64	»	5	»		7,71	»
1895	»	60	»	12	»		20,00	»
1896	»	48	»	4	»		8,33	»

1. « Journal de cliniq. et thérap. infantiles », n° 5 (1897).

Ce médecin signale les plus fortes moyennes comme résultant de l'effet des chaleurs considérables de l'été, pendant les années correspondantes, et qui ont favorisé l'entérite des enfants.

Le Docteur Limouzin-Lamothe (1) rapporte ces résultats obtenus en Seine-et-Marne :

De 1866 à 1882 la moyenne générale annuelle des décès des enfants de 0 à 2 ans était de 21,64 o/o.

On peut admettre que la loi Roussel ne fut appliquée dans cette région qu'à partir de 1883.

Voici quelques chiffres concernant cette année 1883 (2).

Sur 7332 enfants *nés vivants dans le département*, il en est mort :

dans la famille	1.100
en nourrice	115
Total	1.215

soit 15,71 o/o

Le nombre d'enfants restant au 31 décembre 1882 en nourrice, en sevrage ou en garde dans le département, moyennant salaire, était de . . . 2.120

Le nombre de ceux placés en 1883
était de. 2.717

Total 4.837

sur lesquels il est mort 634

Soit comme contingent mortuaire 13,10 o/o.

D'où il résulte que, pour les enfants nés dans le

1. Limouzin-Lamothe. *Guide du Médecin Inspecteur*.
Bibl. Nationale (Tc³¹ 307), p. 52.

2. Limouzin-Lamothe. *Loc. cit.* p. 53.

département et élevés, la plupart, en famille, la mortalité était de 15,70 o/o ce qui laissait, en faveur des enfants inspectés, une différence de (15,71 — 13,10) — 2,61 o/o.

Cet auteur signalait l'heureuse répercussion de la loi sur les enfants non protégés... les bons principes se répandant.

La mortalité moyenne des dix dernières années pour les enfants du département était de 21,64 o/o, ceux-ci, nous l'avons vu, étaient presque tous élevés dans le milieu familial ; or, après l'application de la loi, la mortalité est tombée à 15,71 o/o pour cette même catégorie d'enfants.

Les chiffres de l'auteur portent bien sur les deux premières années de l'existence, temps légal de la protection, et parfaitement comparables entre eux et aux autres.

Dans son propre service, ce médecin inspecteur a eu, en 1884, 11,80 o/o et en 1885, 11,70 o/o seulement de décès, tandis que *dans les familles* du canton, la mortalité des enfants de 0 à 2 ans s'élevait à 19,58 o/o, ce qui donne, en faveur des nourrices surveillées, une différence très appréciable de 7,88 o/o.

Il signalait ces chiffres, venus à sa connaissance du département du Calvados en 1884 (1) ;

Sur 1553 enfants de moins de 1 an, la mortalité fut de 11,56 o/o.

Sur 1669 enfants de 1 an à 2 ans, la mortalité fut de 9,90 o/o.

Soit sur la totalité des enfants de 0 à 2 ans, une moyenne de 6,10 o/o de mortalité.

Cependant la presque totalité des enfants du Calvados sont élevés au biberon; ces beaux résultats sont évidemment dus à la surveillance légale et aussi au zèle éclairé du médecin.

Le Dr Convers (1), médecin-inspecteur, dans un travail de 1892, estime que, malgré l'application imparfaite de la loi Roussel, les progrès obtenus sont déjà considérables à cette date.

A Paris, rapporte-t-il, la mortalité, qui était, pour les enfants de la première année, de 80 o/o est tombée à 20 o/o; dans la Seine, la mortalité des enfants de 0 à 2 ans était, en 1874, de 25 o/o; elle est tombée à 10 o/o en 1880 et à 7,37 en 1889.

En Seine-et-Marne, en 1862, la moyenne des décès était, pour les enfants assistés, de 73,43 o/o et, en 1890, de 11 o/o seulement.

Dans le Calvados elle tombe, de 30 o/o avant la loi, à 6 o/o après l'application de celle-ci.

Dans l'Orne, pays de nourrisserie, où 6.000 nourrissons parisiens sont placés, la moyenne oscille de 10 à 6 o/o.

Dans la Loire, après l'application de la loi en

(1) Convers. *Protection du premier âge*. Biblioth. nat. (Tc³¹, 372), page 13.

1879 et dans l'intervalle de 1880 à 1884, la moyenne est de 10,82 o/o, dans celui de 1885 à 1889 elle est de 7,02 o/o.

Dans sa propre circonscription, l'auteur a eu l'excellente moyenne de 3,6 o/o de décès sur 389 enfants surveillés.

Mais il signale une cause d'erreur de toutes les statistiques du service de la Protection ; elle résulte de ce fait que beaucoup d'enfants malades sortent du service, retirés par les parents inquiets, beaucoup de ces enfants meurent après leur retrait, ce qui décharge ainsi la statistique du service.

Malgré leur inexactitude, ces résultats laissent une marge qui démontre surabondamment que la loi Roussel a réduit considérablement la mortalité du premier âge, là où elle a été appliquée.

Le Docteur La Flize (1), de Nancy, dans un rapport de 1893, sur le service de la Protection en Meurthe-et-Moselle signale les résultats de diverses circonscriptions d'inspection : 5, 38 o/o ; 5 o/o ; 2 décès sur 22 enfants surveillés : 0 sur 12 ; 0 sur 4 ; 0 sur 8 ; 0 sur 6 ; 1 sur 10 ; 0 sur 20.

Les chiffres d'ensemble sont, pour ce département :

Années.	Enfants en général,	Enf. protégés,
—	—	—
1889	11,75 o/o	10,21 o/o
1890	13,49 o/o	11,51 o/o
1893	13,06 o/o	11,28 o/o

1. Laflize. *Protect. du 1^{er} âge*. Bibl. nat. Tc³¹, 360, page 10 et suiv.

Le Docteur Blache (1), dans un rapport à l'Académie de Médecine sur le service de la protection, dans le département de la Seine, signale en 1893 quelques résultats comparables et concernant la mortalité des enfants protégés :

En 1889, 8,18 o/o ; en 1890, 7,91 o/o : soit une diminution de 0,27 o/o ; en 1891, 7,25 o/o : soit une diminution nouvelle de 0,66 o/o.

Le Docteur Depasse (2) donne, dans la *Revue des Maladies de l'enfance*, en 1897, un rapport sur le service de la Protection dans la Seine en 1895. Nous en extrayons ces chiffres et observations :

En 1895 il y a eu 4.230 nourrissons protégés,
dont 1.162 placés à Paris,
3.068 dans la Banlieue.

La mortalité a varié, suivant les arrondissements et les communes, de 5,21 o/o à 11,90 o/o.

Ce sont toujours les mêmes communes qui offrent les plus mauvais résultats.

Il y a eu à Paris 88 décès, soit 7,57 o/o.

en banlieue 247 « , « 8,05 o/o.

Toujours la mortalité est plus élevée en banlieue qu'à Paris.

Les plus mauvais résultats annuels correspondent, en général, à des années très chaudes.

Nous avons compulsé les différents rapports du

1. Blache. *Rapport annuel sur la protection de l'enfance. Bulletin de l'Académie de Médecine*, 1893.

2. Depasse. *Revue des Malad. de l'enfance*, 1897, p. 373.

Dr Porak (1) à l'Académie de Médecine, au nom de la Commission permanente d'Hygiène infantile. Nous y avons trouvé des résultats concernant l'ensemble du service de la Protection du premier âge.

Si l'on compare, y dit l'éminent auteur, la période décennale de 1874-1883 à celle de 1884-1893, on voit que la mortalité infantile est tombée de 27,52 o/o à 21,16 o/o, résultat appréciable.

La mortalité en 1898 est seulement de 10,63 o/o et en 1899 de 9,61 o/o.

« Tant qu'on ne pourra pas tenir compte de la
« mortalité des enfants retirés, par les parents, de
« chez les nourrices, alors qu'ils sont souvent très
« malades et meurent peu de temps après le retrait,
« on ne se rendra pas un compte exact de l'efficacité
« de la loi. »

« Lorsqu'on veut affirmer que la loi Roussel a
« abaissé la mortalité de 21,67 o/o à 10 o/o, on ne
« veut pas tenir compte de la mortalité considérable
« des enfants retirés des mains des nourrices, et qui
« chargerait considérablement la statistique inté-
« grale. »

« Les retraits sont, en effet, assez considérables,
« en 1899 ils ont été de 48,23 o/o. »

« Néanmoins, l'écart entre les deux chiffres est
« très suggestif et assez pour qu'on reste convaincu
« du bon effet de la loi. »

A cette date de 1898, commence une nouvelle

1. Porak. Rapport annuel sur la Protection. « Bulletin de l'Académie de médecine ».

forme de statistique, basée, non plus sur le nombre des enfants protégés, mais sur le nombre de journées d'enfants passées dans le service ; on obtient ainsi un coefficient plus exact de la mortalité dans ses rapports avec la protection, mais ces chiffres cessent d'être comparables avec ceux du passé, nous ne les rapporterons donc pas.'

CHAPITRE V

Desiderata.

L'efficacité de la loi Roussel étant démontrée par tant d'auteurs, est-ce à dire que cette loi ne puisse être améliorée ?

Le grand nombre de critiques que nous avons rencontrées, les nombreuses propositions de réformes venues de tous côtés, les ardentes discussions soulevées par la nécessité de reviser cette loi, montrent une fois de plus que la perfection ne peut s'atteindre d'emblée.

Au moment où la révision de la loi Roussel semble sur le point de devenir un fait accompli, il nous a paru qu'il pouvait être d'un certain intérêt de rassembler en un faisceau tous les desiderata que nous aurons pu recueillir pendant d'ailleurs à chacun ce qui lui appartient.

Pour plus de justice, nous adopterons le même ordre que précédemment, autant que possible chro-

nologique, et transmettrons les conclusions essentielles, mais complètes, de chaque auteur.

En 1884, Monsieur Gustave le Poittevin, docteur en droit (1), émettait l'opinion que beaucoup de personnes ne déclareraient pas le placement de leurs enfants parce qu'elles ignoraient les prescriptions de la loi Roussel; il proposait, en conséquence, que l'officier de l'état civil qui reçoit une déclaration de naissance soit tenu de rappeler au déclarant l'article 7 de la loi.

Il y aurait lieu de faire imprimer dans les formules d'actes de naissance cette phrase : « Nous avons
« demandé au déclarant si l'enfant devait être mis
« en nourrice hors du domicile des parents. Il nous
« a répondu (affirmation ou négation). Nous lui
« avons alors donné lecture de l'article 7 de la loi
« du 24 décembre 1874. »

Le docteur Limouzin-Lamothe (2), en 1886, dans son *Guide du Médecin Inspecteur*, était d'avis que la loi ne donnait pas ses pleins effets par suite de la résistance des Conseils généraux à voter les crédits suffisants pour l'organisation de la surveillance. Il avait d'autant mieux raison de s'insurger contre cette tendance, qu'il apportait des chiffres montrant qu'en agissant ainsi les Conseils généraux méconnaissent leur propre intérêt.

1. Le Poittevin. *De la protection de l'enfance*. Bibl. nat. (8° F. Pièce 976) page 27.

2. Limouzin-Lamothe, *loc. cit.* Varia.

En Seine-et-Marne, en effet, les frais totaux de la Protection se sont élevés en 1884, à 48.601 fr. 95.

Mais le département a recouvré :

Sur l'Etat 23.195 fr. 59 ;

Sur les départ. d'origine des enfants 12.267 fr. 60,
soit au total : 35.464 fr 19.

Ce qui laisse seulement à la charge du département 13.138 fr. 76.

Or, l'auteur évalue à 2.000.000 (deux millions) au moins, les sommes que l'industrie nourricière ajoute, annuellement, au bien être des habitants du département.

Le service ne peut être avant tout que médical.

Non seulement l'application de la loi doit être adaptée aux besoins de chaque département, mais souvent même, à des régions du département offrant des difficultés spéciales.

Les conditions topographiques font que dans telle localité ou contrée, le service peut être facile et avantageux pour le médecin, tandis que dans une autre, il est onéreux par suite d'un terrain accidenté, du mauvais entretien des routes ou de la dissémination des maisons.

Les salaires des médecins inspecteurs devraient augmenter avec les difficultés et le temps perdu.

L'expérience a montré l'inefficacité des commissions locales. La responsabilité repose, en fait, sur les maires et les médecins inspecteurs.

Le même auteur donne des chiffres qui font bien

ressortir l'insuffisance des traitements accordés aux secrétaires des mairies et aux médecins inspecteurs, dans un département très chargé de nourrissons protégés.

Les secrétaires de mairies ont à se partager entre 426 communes, la somme de 3.207 fr. 15. ridiculement minime en regard de la quantité de paperasserie et de la responsabilité.

Les médecins inspecteurs, au nombre de 71, ont eux, comme rémunération totale la somme de 14.333 fr. 25, à se répartir, au prorata de leurs déplacements, qui sont nombreux, fatigants, nécessitant chevaux, voitures, et qui, prenant beaucoup de temps, gênent énormément l'exercice de la clientèle.

Le côté budgétaire à un avenir très important, et c'est seulement en perfectionnant dans ce sens le service actuel qu'on arrivera à améliorer l'industrie nourricière.

Les comités départementaux devront étudier attentivement les besoins de leur ressort.

En 1891, le Dr Souplet (1) plaide la même cause, avec les mêmes arguments, et nous apporte les chiffres correspondants pour le département de l'Orne.

Le montant des salaires des nourrices, en 1890, dans ce département, s'est élevé à plus de 3 millions ; il est vrai qu'il y a plus de 6.000 nourrissons.

1. Souplet. « Industrie nourricière dans le Perche et la loi Roussel », Bib. nat. (8° R. pièce 4890).

Le département ne s'impose pourtant qu'un sacrifice de 10.000 francs. Les frais totaux sont de 26.000 francs mais l'Etat en prend sa part.

La surveillance revient donc à 2 fr. 50 par nourrisson au département, mais pour un bénéfice sérieux.

Le Dr Convers (1), en 1892, arrive à ces conclusions :

- 1° Garantie du salaire de la nourrice ;
- 2° Remise, très solennelle, des récompenses aux bonnes nourrices ;
- 3° Suppression de la vérification des juges de paix ;
- 4° Primes de déclarations aux gardes champêtres.
- 5° Rétribution convenable, du médecin inspecteur, et proportionnelle à la distance parcourue ;
- 6° Augmenter l'autorité du médecin inspecteur et lui donner le droit d'agir directement sur les questions suivantes :

A. — Salubrité des locaux.

B. — Retrait d'office.

C. — Vaccination dans le premier mois de placement.

D. Refus ou délivrance du certificat à la femme qui veut prendre un nourrisson.

7° Réduire au minimum la paperasserie du médecin inspecteur ;

8° Obliger le médecin inspecteur à faire, tous les

1. Convers. « Protection du 1^{er} âge ». Bib. nat. (Tc³¹, 372), p. 21.

ans, dans les communes de sa circonscription, une conférence publique sur l'hygiène infantile

9° Les conseils généraux sont invités par le Ministre de l'Intérieur à voter les fonds nécessaires à la création d'un service d'inspection et, dans le cas où ils s'y refuseraient, le ministre inscrira d'office ce crédit dans le budget du département ;

Le Docteur Rozan, dans le but, surtout, d'assurer le bien être des enfants, par la garantie donnée à la nourrice que ses gages seront payés, propose :

1° La suppression des bureaux actuels de placement, qui ne sont pas responsables envers la nourrice, ni personne ;

2° L'établissement, dans tous les grands centres de population, de bureaux administratifs ou autorisés, pécuniairement responsables envers les nourrices :

3° L'attache à ces bureaux, de meneuses assermentées, qui ne pourront transporter que des enfants provenant de ces bureaux et touchant des appointements fixes ;

4° Le recours direct de ces bureaux contre les parents ;

Dans le travail du Docteur La Flize (1) sur la protection du premier âge en Meurthe et Moselle, nous avons noté quelques observations, auxquelles il nous paraîtrait bon de faire droit, et émanant de deux distingués médecins inspecteurs ;

Le Docteur Hanriot, de Blâmont, exprime le désir

1. La Flize, *loc. cit.*, p. 19, 14, 24 et 25.

de voir les demandes des nourrices, adressées aux médecins inspecteurs, centralisées par l'administration, dressées par listes et envoyées à tout le personnel de l'inspection. Cette mesure faciliterait le placement des enfants du premier âge en favorisant leur dissémination et en évitant leur accumulation dans les villages de la banlieue des grandes villes.

Cet auteur voudrait aussi qu'un médecin inspecteur de chaque arrondissement fit, de droit, partie du comité départemental, afin qu'il pût présenter les besoins de l'arrondissement et soutenir les justes revendications de ses confrères.

Il se plaint encore qu'un certain nombre de gardeuses parviennent à éluder la loi et à se soustraire à la surveillance du médecin inspecteur, sous prétexte qu'elles ne reçoivent aucun salaire en argent... Mais elles sont payées en nature. Il y a là une lacune, et dès qu'on aurait une preuve quelconque de ce fait, les pénalités devraient pouvoir les atteindre.

Le docteur Lévy, de Nancy, signale les lacunes financières de la garantie des mois de nourrices et de la rétribution des médecins inspecteurs comme les causes prépondérantes de l'inégale efficacité de la loi.

Il souhaiterait voir :

Créer des bureaux de placement pécuniairement responsables envers les nourrices ;

Fonder des étables modèles fournissant le lait de bonne qualité aux femmes indigentes ;

Simplifier les écritures du médecin inspecteur :

le paiement aux médecins inspecteurs, des médicaments fournis ;

le retrait des nourrissons, aux nourrices réfractaires à la vaccination ;

le paiement par l'administration, des nourrices non rétribuées par les parents ;

le relèvement des salaires des nourrices des enfants assistés ;

des récompenses plus larges accordées aux bonnes nourrices.

En 1894, le docteur F. Ledé (1), de Paris, dans une étude sur l'efficacité de la loi Roussel, arrivait à des conclusions très circonstanciées, équivalant presque à un projet de révision, nous le rapportons en entier, car nous ne doutons pas que beaucoup d'idées y seront prises pour la discussion de la loi nouvelle.

1^o Uniformiser les méthodes de statistique.

2^o Supprimer dans l'article 1^{er} de la loi, les mots « hors du domicile de ses parents » pour les remplacer par « hors du domicile de ses père et mère ».

Supprimer aussi les mots « moyennant salaire ».

3^o Le certificat médical sera délivré par le médecin inspecteur seul, au domicile de la nourrice après visite du logement, et constatation de conditions d'hygiène non défavorables au nourrissons.

Si le médecin inspecteur croit devoir refuser le certificat, il adresse immédiatement un rapport au

1. Ledé, *loc. cit.*

préfet du département, indiquant les causes de son refus et invitera la nourrice à adresser une demande au préfet.

Dans aucun cas la nourrice ne pourra obtenir de certificat, d'un autre médecin inspecteur, sans avoir adressé sa demande au préfet.

Dans le cas où une nourrice arriverait dans un bureau de placement, spécialement à Paris, sans son carnet de nourrice, et surtout sans le certificat médical, des renseignements seraient demandés d'urgence au médecin inspecteur de sa circonscription afin de savoir si l'impétrante a déjà eu des nourrissons et a pu être l'objet de mesures administratives d'interdiction, ou subi des condamnations.

4° Le certificat du médecin inspecteur ne pourra être délivré, que si l'enfant de la nourrice a au moins 5 mois.

Dans le cas de la nourrice sédentaire ou à emporter, une période de 3 mois sera accordée pour opérer le sevrage de son enfant.

L'enfant de la nourrice sur lieu devra toujours être confié à une nourrice au sein et soumis à l'inspection médicale obligatoire, même si cet enfant est placé chez des parents, alliés, etc. et spécialement dans le cas où il n'y aurait pas de salaire convenu.

Dans ces conditions, la nourrice de l'enfant de la nourrice sur lieu sera tenue de se munir des certificats et du carnet de nourrice.

5° Les docteurs en médecine, officiers de santé et les sages-femmes ne pourront procurer de nourris-

sons qu'aux nourrices munies de leur carnet, qui leur sera présenté et qu'ils parapheront.

La contravention à cette règle sera toujours considérée comme délictueuse et passible de poursuites.

6° L'enfant en nourrice sera inscrit d'office à l'assistance médicale, de façon que la nourrice soit sûre de ne pas avoir à supporter les frais, en cas de maladie (médecin et médicaments).

Mais le médecin inspecteur devrait réclamer ses honoraires aux parents des nourrissons, et ce n'est qu'après enquête sur la solvabilité des parents et constatation de leur insolvabilité, qu'ils pourront être assistés.

En ce dernier cas, les frais seraient supportés par le département d'origine de l'enfant placé en nourrice quelle que soit la durée du séjour des parents dans ce département.

Il y a lieu de fixer les honoraires de la vaccination et de la délivrance du certificat médical fait au domicile de la nourrice, dans le cas où le médecin inspecteur est le seul médecin de sa circonscription.

5° Considérant qu'il est du devoir de la société de veiller à ce que les enfants illégitimes, placés chez des soi-disant parentes ou des étrangères, reçoivent tous les soins désirables, il n'est guère probable qu'on puisse résoudre cette question sans demander l'application de la loi du 23 décembre 1874 à tous les enfants illégitimes placés en dehors du domicile de

la mère, même si l'enfant est placé sans salaire désigné ou avoué.

8° Il est urgent que les conditions du voyage des nourrissons et des nourrices soient améliorées au point de vue des meilleures conditions d'hygiène à obtenir et surtout suivant les saisons, la durée du trajet et les conditions d'élevage des enfants : que dans les cas d'élevage artificiel, les nourrices puissent se procurer facilement du lait pur, de bonne qualité et en quantité suffisante pour la durée du trajet ou pendant le trajet ; que les nourrices soient autorisées à voyager dans les trains express ou rapides en ne subissant pas d'augmentation sur le prix des tarifs de troisième classe et en voyageant toutefois dans de bonnes conditions d'hygiène.

9° Aucun enfant ne pourrait être confié à une nourrice à emporter qu'autant que cet enfant aurait été examiné par un docteur en médecine, certifiant que l'enfant peut être confié à la nourrice, qu'il n'est atteint d'aucune affection contagieuse et peut supporter le voyage, du domicile de ses parents à celui de la nourrice.

Au cas où le logement des parents serait trop restreint et si l'enfant est trop débile, en mauvais état de santé, presque mourant et incapable de supporter le voyage, la nourrice sera, avec l'enfant, dirigée d'urgence sur un asile spécial à créer où l'enfant, serait soigné jusqu'à son rétablissement ou sa mort.

10° Dans les villes de plus de 50.000 habitants il est utile de créer des offices spéciaux de placement de nourrices analogues aux bureaux de placement gratuit, actuellement créés pour les ouvriers, employés, domestiques.

Les parents pourraient s'y procurer des nourrices, et les nourrices, s'y faire inscrire. Toute l'administration serait gratuite, pour les parents et les nourrices.

Ces offices pourraient être subventionnés, à cette seule condition de bon fonctionnement et de placement gratuit (pour les nourrices et les parents), par l'Etat, les départements et les communes.

Les nourrices ne seraient appelées à venir chercher leur nourrisson qu'après qu'elles auraient adressé à l'office leur carnet et les papiers nécessaires, et que le contrôle aurait été fait qu'elles n'ont pas été interdites comme mauvaises nourrices.

Le médecin inspecteur seul de la circonscription habitée par la nourrice, délivrerait gratuitement le certificat de la nourrice et recevrait un honoraire spécial de la ville ayant procuré le nourrisson.

L'office de Paris, comprenant en outre le service de statistique générale de la protection, serait le centre pour grouper toutes les fiches individuelles des enfants placés en nourrices, les carnets et les dossiers des nourrices et, en général, tous les documents nécessaires pour préparer la statistique qui doit être établie conformément à l'article 4 de la loi du 23 décembre 1874.

11° Les frais de nourriture et d'élevage des enfants placés en nourrice, pourraient être, en cas d'insuffisance des ressources des personnes tenues de la dette alimentaire et de celles de l'enfant lui-même, supportés par les communes, les départements et l'Etat, dans des proportions à déterminer. L'Etat pourrait favoriser dans la plus large mesure possible l'extension de l'initiative individuelle en faveur des enfants abandonnés en nourrice et des nourrices ne recevant pas de salaire.

Toutefois, l'action de l'Etat, des départements et et des communes ainsi que des sociétés particulières, ne pourrait se manifester qu'autant que les parents auront été déclarés réellement insolvables, après enquête du Juge de paix du ressort du domicile de la nourrice, de concert avec le Juge de paix du domicile des parents,

12° Afin de diminuer les écritures des secrétaires de mairies et rendre plus rapide l'application de la loi et surtout la visite du médecin inspecteur, il y a lieu de supprimer le registre de déclaration à la mairie du domicile de la nourrice et la déclaration de la nourrice, de retour avec un nourrisson, à son domicile, après un séjour prolongé (jusqu'à 3 semaines) à Paris; les avis à adresser au maire de la commune du domicile des parents, au médecin inspecteur.

Il en serait de même pour les avis à envoyer par la mairie qui reçoit la déclaration d'envoi en nourrice, au maire de la commune de placement en nour-

rice, au maire de la commune de naissance de l'enfant et au maire de la commune du domicile des parents, la suppression de ces avis est d'autant plus facile à obtenir que, dans la plupart des cas, aucun de ces avis n'est réellement adressé.

Tout enfant placé en nourrice, sera déclaré à la mairie du domicile des parents par les soins des parents ; une fiche sera immédiatement adressée, par les soins de la mairie, à l'Inspecteur départemental du domicile de la nourrice.

Sitôt sa réception, l'inspecteur départemental en fera prendre une copie, une des fiches restera entre les mains de l'inspecteur départemental, l'autre sera adressée d'urgence au médecin inspecteur de la circonscription ou de la commune du domicile de la nourrice.

Lors du retrait, du décès ou de la limite d'âge, le médecin inspecteur retournera la fiche à l'inspecteur départemental ; celui-ci retournera une des fiches annotées à la mairie de la commune d'envoi en nourrice, et l'autre au service de statistique de la Protection de l'Enfance, au Ministère de l'Intérieur.

L'emploi de ces fiches déterminerait la suppression des registres des médecins inspecteurs, supprimés de fait dans plusieurs départements et trop souvent tenus incomplètement par suite des occupations professionnelles des médecins inspecteurs.

Cette modification au § 2 de l'article 9, à l'article 10 de la loi de 54, conserve toujours pour la nourrice, l'obligation de déclarer à la mairie de la commune

de son domicile, dans le plus bref délai possible (24 heures), le retrait de l'enfant par ses parents, ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu, le changement de résidence ou de domicile et le décès, et de remettre le carnet qui lui a été délivré, lorsque l'enfant a atteint l'âge de 2 ans.

Le maire, par un avis succinct, informera le médecin inspecteur, du retrait, du décès, du changement de résidence, de la remise à une autre nourrice et de la limite d'âge.

13° Le juge de paix du canton du domicile de la nourrice, en audience de simple police, ou en audience (1) facultative, pourra connaître (2) des délits commis par les nourrices et statuer sur le siège. Il devra, pour certains cas spéciaux, en référer au Procureur de la République, spécialement pour le cas où l'imprudence et l'insouciance de la nourrice, ainsi que le défaut de soins, auraient pu déterminer la mort du nourrisson ou tout au moins une maladie grave ayant mis sa santé et sa vie en danger.

1. Art. 8 du Code de procédure civile; cet article oblige le juge de paix à tenir au moins deux audiences par semaine, en lui donnant la faculté de siéger tous les jours au besoin, y compris les dimanches et jours fériés et de donner audience chez lui les portes ouvertes.

2. C'est une addition à faire à l'article 138 du Code d'Instruction criminelle, article qui détermine les contraventions dont la connaissance est exclusivement attribuée aux juges de paix, siégeant comme juges de police.

14° Les poursuites pour non déclaration de placement en nourrice, d'arrivée au village ou au lieu de placement, devraient être exercées, non contre la nourrice, qui, lors de son retour, doit tous ses soins au nourrisson, souvent malade, qu'elle rapporte pour l'élever, mais contre les parents qui placent leur enfant en nourrice et se débarrassent ainsi de tout souci de l'élevage de leur progéniture.

15° Il est à désirer enfin que la part des dépenses incombant à chaque département, soit obligatoire (3).

Des derniers rapports du docteur Porak, sur le fonctionnement de la loi Roussel, nous avons extrait ces desiderata :

1° Gratuité du certificat médical, pour la nourrice celle-ci, en effet, cherchant souvent à s'en passer par économie ;

2° Obligation pour la nourrice d'obtenir le certificat, du médecin inspecteur qui doit l'inspecter ;

3° De même, et par réciprocité, il devrait y avoir un certificat médical pour l'enfant qu'elle devra allaiter et constatant son parfait état de santé ;

4° Intéresser les gardes champêtres et les facteurs ruraux, par une prime, à dénoncer les contraventions.

5° Enlever le contrôle des registres des mairies aux juges de paix et le remettre aux inspecteurs départementaux.

3. L'Etat paie la moitié des dépenses de sorte que les départements n'ont à leur charge, que l'autre moitié des dépenses, diminuée de la part incombant au département d'origine de l'enfant.

Ceux-ci, en effet, viennent à époques indéterminées, et peuvent surprendre les fautes plus facilement. Ils sont d'ailleurs compétents, tandis que les juges de paix ne le sont pas.

6° Simplifier les écritures du médecin inspecteur en lui donnant un carnet à souche portant un questionnaire. Il n'y aurait que quelques mots à écrire à chaque visite ;

7° L'assistance médicale gratuite n'est possible qu'avec le secours du département de la nourrice, sur le département d'origine de l'enfant.

Depuis que la revision de la loi Roussel fut reconnue nécessaire, trois projets de loi ont été présentés.

Les deux premiers ont comme auteurs, l'un M. le Sénateur Labbé, l'autre, M. le Sénateur Strauss.

Le troisième est le résultat des travaux du Comité supérieur de protection des enfants du premier âge, il est signé de M. le Docteur Paul Faivre, secrétaire de ce Comité.

Afin qu'on puisse les comparer entre eux et au texte de la loi Roussel, nous les présenterons sous une forme déjà adoptée par leurs auteurs :

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874.
(Législation actuelle).

ARTICLE PREMIER.

Tout enfant, âgé de moins de deux ans, qui est placé, moyennant salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile de ses parents, devient, par ce fait l'objet d'une surveillance de l'autorité publique ayant pour but de protéger sa vie et sa santé.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

ARTICLE PREMIER.

Tout enfant, âgé de moins de deux ans, qui est placé...
..... en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de *ses père et mère ou tuteur légal*, devient par ce fait l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa santé.

La même surveillance s'applique à tout enfant dont la mère a bénéficié de l'Assistance médicale gratuite ou de l'Assistance maternelle ; elle peut être prescrite, après enquête, par le juge de paix, pour les enfants qui sont élevés par leurs père et mère ou tuteur légal.

Dans ce cas, le juge de paix statuera soit d'office, soit sur la réquisition et à la diligence des parents de l'enfant au degré de cousin germain ou degré plus rapproché, soit à la poursuite du ministère public, sous le contrôle de la Commission départementale instituée par l'article 3 (1)

1. L'article 3 indique la composition du comité départemental chargé d'assister le Préfet.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

ARTICLE PREMIER

Tout enfant, âgé de moins de deux ans, placé en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile de ses père et mère ou tuteur légal, devient, par ce fait, l'objet d'une surveillance de l'autorité publique; ayant pour but de protéger sa vie et sa santé.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

ARTICLE PREMIER,

Tout enfant âgé de moins de deux ans, qui est placé en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de ses père et mère ou tuteur légal, devient par ce fait, l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa santé.

Tout enfant, dont la mère a bénéficié de l'assistance médicale gratuite ou de l'assistance maternelle (à un titre quelconque : hospitalier, municipal, départemental, national) est placé sous la même surveillance.

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(législation actuelle)

ART. 2.

La surveillance instituée par la présente loi est confiée, dans le département de la Seine, au Préfet de police, et, dans les autres départements, aux Préfets.

Ces fonctionnaires sont assistés d'un comité ayant pour mission d'étudier et de proposer les mesures à prendre, et composé comme il suit :

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

ART. 2.

La surveillance instituée par la présente loi est confiée, *sous l'autorité du préfet de police* pour le département de la Seine, et des préfets pour les autres départements *à des médecins-inspecteurs de nationalité française.*

Ces médecins sont nommés par le préfet ; ils exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par la loi ; ils délivrent seuls, à l'exclusion de tout autre médecin, le certificat constatant les aptitudes de la nourrice ainsi que l'état de salubrité de son logement.

Leur rémunération, qui comporte, outre la visite, une indemnité de déplacement s'il y a lieu, est fixée dans chaque département par le préfet, conformément à l'avis du Conseil général.

ART. 3.

Dans chaque département, le préfet est assisté d'un comité composé comme suit :

Deux membres du Conseil général désignés par ce Conseil ;

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r PAUL FAIVRE,

ART. 2.

La surveillance instituée par la présente loi est exercée sous l'autorité du préfet de police dans le département de la Seine et du préfet dans les autres départements, par l'inspecteur des Enfants assistés (sauf pour le département de la Seine), par des médecins-inspecteurs, par les maires et par des commissions locales, dans les communes où il aura été possible de les organiser.

L'inspecteur des Enfants assistés dirige le fonctionnement du service.

Les médecins-inspecteurs sont nommés par le préfet, qui, sur l'avis du comité départemental mentionné à l'article 3, détermine les circonscriptions dont ils ont la surveillance.

Les médecins-inspecteurs sont de nationalité française. Ils sont rétribués d'après un tarif fixé par le préfet sur la proposition du conseil général. A défaut de médecin, le préfet pourra confier le service à une sage-femme.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS.

ART. 2

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(législation actuelle)

Deux membres du Conseil général, désignés par ce Conseil :

Dans le département de la Seine, le Directeur de l'Assistance publique, et, dans les autres départements, l'inspecteur du service des enfants assistés ;

Six autres membres nommés par le préfet, dont un, pris parmi les médecins membres du Conseil départemental d'hygiène publique et trois pris parmi les administrateurs des Sociétés, légalement reconnues, qui s'occupent de l'enfance, notamment des sociétés protectrices de l'enfance, des Sociétés de charité maternelle, des crèches ou des Sociétés des crèches, ou, à leur défaut, parmi les membres des Commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance.

Des commissions locales sont instituées par un arrêté du préfet, après avis du comité départemental, dans les parties du département

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

Dans le département de la Seine, le Directeur de l'Assistance publique, et, dans les autres départements, l'inspecteur du service des enfants assistés ;

Quatre membres nommés par le Préfet... et pris *de préférence* parmi les membres du Conseil départemental d'hygiène publique *ou les personnes qui s'occupent de l'enfance* ;

Quatre médecins-inspecteurs élus par leur collègues.

Ce comité a pour mission d'étudier et de provoquer les mesures à prendre pour assurer le bon fonctionnement du service de protection.

Il est obligatoirement consulté sur la révocation des médecins-inspecteurs.

ART. 4.

Dans les cantons où l'utilité en sera reconnue par le Conseil départemental, un ou plusieurs commissaires pourront être chargés de la sur-

PROPOSITION DE LOI
de M. le Dr Paul FAIVRE

Les commissions locales sont, après avis du comité départemental, instituées par un arrêté préfectoral fixant le nombre de leurs membres. Les fonctions de membres de ces commissions sont gratuites.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(pas de modification)

ART. 3

Les préfets sont assistés d'un comité ayant pour mission d'étudier et de proposer

Diot.

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(législation actuelle)

où l'utilité en sera reconnue, pour concourir à l'application des mesures de protection des enfants et de surveillance des nourrices et gardeuses d'enfants.

Deux mères de famille font partie de chaque commission locale.

Les fonctions instituées par le présent article sont gratuites.

ART. 3.

Il est institué, près le ministère de l'Intérieur, un Comité supérieur de protec-

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

veillance administrative des enfants soumis à la protection.

Ces commissaires sont nommés par le préfet.

Ils se réunissent avec les médecins-inspecteurs sous la présidence du juge de paix pour constituer des commissions cantonales chargées de veiller au bon fonctionnement de la loi de protection et de donner leur avis sur les nécessités locales.

ART. 5.

Un inspecteur départemental, docteur en médecine, nommé par le préfet, dirige et contrôle le service de la protection dans chaque département.

Il centralise les documents envoyés par les médecins-inspecteurs et par les commissions cantonales. — Chaque année il présente au comité départemental un rapport général sur le fonctionnement du service.

ART. 6.

Il est institué près le ministère de l'Intérieur un comité supérieur de protection des

PROPOSITION DE LOI
de M. le Dr Paul FAIVRE

les mesures propres à assurer le fonctionnement du service et composé comme suit :

Deux membres du Conseil général désignés par ce Conseil ;

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(pas de modification)

ART. 4.

Il est institué, près le ministère de l'Intérieur, un comité supérieur de protec-

ART. 3

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874

(législation actuelle)

tion des enfants du premier âge, qui a pour mission de réunir et coordonner les documents transmis par les comités départementaux, d'adresser chaque année au ministre un rapport sur les travaux de ces comités, sur la mortalité des enfants et sur les mesures les plus propres à assurer et étendre les bienfaits de la loi, et de proposer s'il y a lieu, d'accorder des récompenses honorifiques aux personnes qui se sont distinguées par leur dévouement et leurs services. Un membre de l'Académie de médecine désigné par cette Académie, les présidents de la Société protectrice de l'enfance de Paris, de la Société de charité maternelle et de la Société des crèches font partie de ce comité.

Les autres membres, au nombre de sept, sont nommés par décret du Président de la République.

Les fonctions de membre Comité supérieur sont gratuites.

PROPOSITION DE LOI

de M. le Sénateur LABBÉ

enfants du premier âge, qui a pour mission de réunir et coordonner les documents transmis par les comités départementaux, d'adresser chaque année au ministre un rapport sur les travaux de ces comités, sur la mortalité des enfants et sur les mesures les plus propres à assurer et étendre les bienfaits de la loi, et de proposer, s'il y a lieu, d'accorder des récompenses honorifiques aux personnes qui se sont distinguées par leur dévouement et leurs services.

Un membre de l'Académie de médecine, désigné par cette Académie, les présidents de la Société protectrice de l'enfance de Paris, de la Société de charité maternelle et de la Société des crèches, font partie de ce comité.

Les autres membres, au nombre de sept *dont au moins deux médecins-inspecteurs en fonctions*, sont nommés par décret du Président de la République.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Dr Paul FAIVRE

tion des enfants du premier âge, chargé de l'étude des mesures les plus propres à assurer et à étendre les bienfaits de la loi. Il reçoit communication des documents transmis par les préfets et propose, s'il y a lieu, d'accorder des récompenses honorifiques aux personnes qui se sont distinguées par leur dévouement et leurs services.

Ce comité comprend :

Un membre de l'Académie de médecine, désigné par cette académie ;

Les présidents des principales sociétés légalement reconnues qui s'occupent de l'enfance ;

Une inspectrice générale des services de l'enfance, désignée par le ministre ;

Un inspecteur ou ancien-inspecteur des Enfants assistés, désigné par le ministre ;

Deux médecins-inspecteurs, élus par les médecins-inspecteurs faisant partie des comités départementaux.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(législation actuelle)

ART. 4.

Il est publié, chaque année, par les soins du ministre de l'Intérieur, une statistique détaillée de la mortalité des enfants du premier âge, et, spécialement, des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le ministre adresse, en outre, chaque année, au Président de la République, un rapport officiel sur l'exécution de la présente loi.

ART. 5.

Dans les départements où l'utilité d'établir une inspection médicale des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde est reconnue par le ministre de l'Intérieur, le Comité supérieur consulté, un ou plusieurs médecins sont chargés de cette inspection.

La nomination de ces inspecteurs appartient aux Préfets.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

Les fonctions de membre du comité supérieur sont gratuites.

ART. 7.

Il est publié chaque année par les soins du ministre de l'Intérieur, une statistique détaillée de la mortalité des enfants du premier âge, et, spécialement, des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le ministre adresse, en outre, chaque année, au Président de la République, un rapport officiel sur l'exécution de la présente loi.

Supprimé.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

—
Deux membres, choisis parmi les personnes susceptibles de coopérer utilement à la Protection, désignés par le ministre.

Tous les membres sont nommés par arrêté ministériel pour une durée de cinq ans ; ils peuvent être renommés. Leurs fonctions sont gratuites.

ART. 5.

Il est publié chaque année, par les soins du ministre de l'Intérieur, une statistique détaillée de la mortalité des enfants placés sous la surveillance de la présente loi.

Le Comité supérieur de protection adresse, tous les cinq ans, au ministre un rapport officiel sur l'exécution de la loi.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

—
ART. 4
(Pas de modification)

ART. 5:

1^o Tous les départements sont tenus d'organiser une inspection médicale des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde. La détermination des circonscriptions médicales appartiendra au Conseil général.

Le médecin - inspecteur, nommé par le Préfet, doit se transporter au domicile de la nourrice, sevrageuse ou gardeuse, pour y voir l'enfant, dans la huitaine du jour où il est prévenu par le maire, de l'arrivée de l'enfant dans la commune ;

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(législation actuelle)

ART. 6.

Sont soumis à la surveillance instituée par la présente loi ; toute personne ayant un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, placés chez elle moyennant salaire ; les bureaux de placement et tous les intermédiaires qui s'emploient au placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le refus de recevoir la visite du médecin-inspecteur, du maire de la commune ou de toutes autres personnes déléguées ou autorisées en vertu de la présente loi, est puni d'une amende de 5 francs à 15 francs,

Un emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcé si le refus dont il s'agit est accompagné d'injures ou de violences.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

ART. 8.

Sont soumis à la surveillance instituée par la présente loi : toute personne ayant un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, *ainsi que celles visées par les paragraphes 2 et 3 de l'article premier* (1) ; les bureaux de placement et tous les intermédiaires qui s'emploient au placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le refus de recevoir la visite du médecin-inspecteur, du maire de la commune ou de toutes autres personnes déléguées ou autorisées en vertu de la présente loi, est puni d'une amende de 5 à 15 francs.

Un emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcé, si le refus dont il s'agit est accompagné d'injures ou de violences.

Les parents qui maintiennent leur enfant chez une nourrice dûment interdite, sont passibles des mêmes peines.

PROPOSITION DE LOI

de M. le Dr Paul FAIVRE

ART. 6.

Sont soumis à la surveillance instituée par la présente loi : toute personne ayant un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, placés chez elle ; les bureaux de placement et tous les intermédiaires qui s'emploient au placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

ART. 7.

Toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, est tenue d'en faire la déclaration à la mairie de sa résidence, en indiquant le lieu de la naissance de l'enfant, et de remettre à la nourrice ou à la gardeuse un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant qui lui est confié et un certificat médical légalisé, constatant que cet enfant ne paraît atteind'aucune maladie contagieuse et peut être transporté sans inconvénients.

Le maire inscrit la déclaration au registre n° 1 mentionné à l'article 10 et la

PROPOSITION DE LOI

de M. le Sénateur STRAUSS

2° Pendant les six premiers mois, les enfants protégés seront examinés par le médecin tous les quinze jours, pendant les six mois suivants tous les mois, pendant la seconde année tous les deux mois.

Les médecins-inspecteurs seront invités à recourir, à l'arrivée du nourrisson, à chacune de leurs visites, pendant les six premiers mois, une fois au moins mensuellement dans la période d'allaitement (naturel, mixte ou artificiel), à la pesée des enfants protégés et à inscrire le poids sur le livret ;

3° L'emploi du biberon à tube est formellement interdit ;

4° L'élevage au lait stérilisé sera recommandé par les médecins-inspecteurs, à défaut de l'allaitement au sein ;

5° Si l'enfant n'a pas été vacciné, la nourrice doit obligatoirement le faire vacciner dans les trois mois du jour où il lui a été confié ;

6° Toute nourrice ou gardeuse doit, sous peine de

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(législation actuelle)

ART. 7.

Toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire, est tenue, sous les peines portées par l'article 346 du Code pénal (1), d'en faire la déclaration à la mairie de la commune où a été faite la déclaration de naissance de l'enfant, ou à la mairie de la résidence actuelle du déclarant, en indiquant dans ce cas, le lieu de la naissance de l'enfant, et de remettre à la nourrice ou à la gardeuse un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant qui lui est confié.

ART. 8.

Toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un, ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, est tenue de se munir, préalablement,

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

ART. 9.

Toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde. . . . est tenue, sous les peines portées par l'article 346 du Code pénal (2), d'en faire *dans les trois jours* la déclaration à la mairie de la commune où a été faite la déclaration de la naissance de l'enfant, ou à la mairie de la résidence actuelle du déclarant, en indiquant dans ce cas le lieu de la naissance de l'enfant, et de remettre à la nourrice ou gardeuse, un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant qui lui est confié *et un certificat médical constatant que cet enfant est actuellement transportable et qu'il ne paraît atteint d'aucune maladie contagieuse.*

ART. 10

Toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage, ou en garde, est tenue de se munir, préalablement,

1 Père, mère ou tuteur légal.

2 Emprisonnement de six jours à six mois et amende de seize francs à trois cents francs.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

transmet dans les trois jours au préfet du département de la résidence de la nourrice.

ART. 8.

Toute personne qui veut recevoir chez elle un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, est tenue de se munir préalablement :

1^o d'un certificat du maire de la commune de sa résidence mentionnant son état civil. Dans le cas où elle veut prendre un nourrisson, le certificat indique si son dernier enfant est vivant et constate qu'il est âgé de sept mois révolus.

2^o d'un certificat du médecin-inspecteur de sa circonscription ou, à son défaut, du médecin-inspecteur d'une circonscription voisine, justifiant de son aptitude à nourrir ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde. Si la nourrice veut élever au sein un nourrisson, en même temps que son propre enfant âgé de sept mois, et si le médecin le juge possible, il en sera fait mention sur le certificat.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

poursuites judiciaires, prévenir immédiatement le maire de sa commune en cas d'indisposition ou de maladie de son nourrisson. Si le maire constate qu'aucun médecin n'a été appelé auprès de l'enfant, il prévient le médecin-inspecteur de la circonscription, et si celui-ci est empêché, il requiert le médecin le moins éloigné de la résidence de l'enfant.

Les honoraires dus pour ces visites, les dépenses de médicaments et appareils, les frais de séjour dans les hôpitaux, seront remboursés par le service départemental d'assistance médicale gratuite, sous toutes réserves de recours et notamment de celles prévues à l'article 2 de la loi du 15 juillet 1883.

ART. 6 et 7
(Pas de modification)

ART. 8.

Toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde est tenue de se munir préalablement

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(législation actuelle)

des certificats exigés par les règlements pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde. Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prescrit par l'article 12 de la présente loi (1). Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse dans lesdits certificats entraîne l'application au certificateur des peines portées au paragraphe 1^{er} de l'article 155 du Code pénal (2).

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

des certificats exigés par les règlements pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde.

.
.

Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse dans lesdits certificats entraîne l'application au certificateur des peines portées au paragraphe 1^{er} de l'article 155 du Code pénal (2).

1 L'article 12 de la loi de 1874 prévoit un règlement d'administration publique déterminant les modes d'organisation du service de surveillance, l'organisation de l'inspection médicale, les obligations des nourrices, la forme des déclarations, certificats, etc.

2 Emprisonnement d'un mois à six mois, ou d'un an à quatre ans, suivant les cas; l'interdiction des droits civiques, civils et de famille peut en outre être prononcée.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

Lorsque l'enfant qui doit être pris en garde est le petit-fils ou neveu de l'éleveuse, celle-ci n'est pas tenue de se procurer les certificats ci-dessus.

Toute personne qui veut se placer comme nourrice est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, mentionnant son état civil, indiquant si son dernier enfant est vivant et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions exigées par la présente loi.

Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse dans lesdits certificats entraîne l'application au certificateur des peines portées au paragraphe premier de l'article 155 du Code pénal.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

des certificats exigés par les règlements pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir, ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde. Le certificat médical doit être délivré, sur demande de la postulante, par le médecin-inspecteur de la circonscription ou, à son défaut, par le médecin-inspecteur d'une circonscription voisine ;

Toute personne qui veut se procurer un nourrisson, toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu, sont tenues de se munir d'un certificat du maire de leur résidence, indiquant si leur dernier enfant est vivant, et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus ou qu'il est élevé au sein. Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse dans lesdits certificats entraîne l'application au certificateur des peines portées au paragraphe premier de l'article 155 du Code pénal.

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874

(Législation actuelle)

ART. 9.

Toute personne qui a reçu chez elle, moyennant salaire, un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde, est tenue, sous les peines portées à l'article 346 du Code pénal (1) :

1° D'en faire la déclaration à la mairie de la commune de son domicile, dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant, et de remettre le bulletin mentionné en l'article 7 (1) ;

2° De faire, en cas de changement de résidence, la même déclaration à la mairie de sa nouvelle résidence ;

3° De déclarer, dans le même délai, le retrait de l'enfant par ses parents ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu ;

4° En cas de décès de l'enfant, de déclarer ce décès dans les vingt-quatre heures.

Après avoir inscrit ces déclarations au registre men-

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

ART. II.

Toute personne qui a reçu chez elle un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde est tenue, sous les peines portées à l'article 346 du Code pénal (1) :

1° D'en faire la déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant, et de remettre le bulletin mentionné à l'article 10 (2) ;

2° De faire, en cas de changement de domicile, la même déclaration à la mairie de sa nouvelle résidence ;

3° De déclarer, dans le même délai, le retrait de l'enfant par ses parents ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu ;

4° En cas de décès de l'enfant, de déclarer ce décès

1 Emprisonnement d'un mois à six mois et amende de seize francs à trois cents francs.

2 L'article 10 de la proposition de loi correspond à l'article 7 de la loi de 1874. Ce texte exige de toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, une déclaration à la mairie où a été déclarée la naissance de cet enfant, ainsi que la remise à la nourrice ou gardeuse, de l'extrait de l'acte de naissance et d'un certificat médical.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

ART. 9.

Toute personne qui a reçu chez elle un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde, est tenue :

1^o D'en faire la déclaration à la mairie de la commune de sa résidence, dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant, et de remettre le bulletin et le certificat médical mentionnés à l'article 7 ;

2^o De faire, en cas de changement de résidence, la même déclaration à la mairie de sa nouvelle résidence ;

3^o De déclarer, dans le même délai, le retrait de l'enfant par ses parents ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu ;

4^o En cas de décès de l'enfant, de déclarer ce décès dans les vingt-quatre heures.

Après avoir inscrit ces déclarations au registre n^o 2 mentionné à l'article suivant, le maire en donne avis, dans le délai de trois jours, au préfet, auquel il transmet le bulletin et le certificat médical

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

ART. 9

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(Législation actuelle)

tionné à l'article suivant, le maire donne avis dans le délai de trois jours, au maire de la commune où a été faite la déclaration prescrite par l'article 7 (1).

Le maire de cette dernière commune donne avis, dans le même délai, des déclarations prescrites par les n^{os} 2, 3, 4 ci-dessus, aux auteurs de la déclaration de mise en nourrice, en sevrage ou en garde.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

dans les vingt-quatre heures.

Après avoir inscrit ces déclarations au registre mentionné à l'article suivant, le maire en donne avis, dans le délai de trois jours, au maire de la commune où a été faite la déclaration prescrite par l'article 10 (2).

Le maire de cette dernière commune donne avis, dans le même délai, des déclarations prescrites par les n^{os} 2, 3 et 4 ci-dessus, aux auteurs de la déclaration de mise en nourrice, en sevrage ou en garde.

ART. 12.

Toute personne qui a reçu chez elle un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde, est tenue, sous les peines portées à l'article 320(2) du Code pénal :

1^o Si l'enfant n'a pas été vacciné, de le faire vacciner dans les trois mois du jour où il lui a été confié ;

1 Emprisonnement d'un mois à six mois et amende de seize francs à trois cents francs.

2 L'article 10 de la proposition de loi correspond à l'article 7 de la loi de 1874. Ce texte exige de toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, une déclaration à la mairie où a été déclarée la naissance de cet enfant, ainsi que la remise à la nourrice ou gardeuse, de l'extrait de l'acte de naissance et d'un certificat médical.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Dr Paul FAIVRE

qui lui ont été remis par la nourrice.

L'inspecteur des Enfants assistés inscrit l'enfant au registre matricule du service de la Protection et invite le médecin-inspecteur de la circonscription à le visiter.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(Législation actuelle.)

ART. 10.

Il est ouvert dans les mairies un registre spécial pour les déclarations ci-dessus prescrites. Ce registre est coté, paraphé et vérifié tous les ans par le juge de paix. Ce magistrat fait un rapport annuel au procureur de la République, qui le transmet au Préfet, sur les résultats de cette vérification. — En cas d'absence ou de tenue irrégulière du registre, le Maire est passible de la peine édictée à l'article 50 du Code civil (1).

ART. 11.

Nul ne peut ouvrir ou diriger un bureau de nourrices, ni exercer la profession d'intermédiaire pour le placement des enfants en nourrice, en service ou en garde et le louage

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

2° De prévenir immédiatement le maire de sa commune en cas d'indisposition ou de maladie du nourrisson.

ART. 13.

Il est ouvert dans les mairies un registre spécial pour les déclarations ci-dessus prescrites.

Ce registre est coté, paraphé *par le juge de paix et vérifié chaque année par l'inspecteur départemental qui adresse un rapport au Préfet et s'il y a lieu, au Procureur de la République*, sur les résultats de cette vérification.

En cas d'absence de registre ou de tenue irrégulière du registre, le maire est passible de la peine édictée à l'article 50 (1) du Code civil.

ART. 14.

Conforme.

1. Six jours à deux mois de prison, et 16 francs à cent francs d'amende, — ou l'une de ces deux peines seulement.

2. Amende ne pouvant excéder cent francs.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

ART. 10

Il est ouvert dans chaque mairie deux registres destinés à recevoir :

l'un (registre n° 1) les déclarations des parents prévues à l'article 7 ;

l'autre (registre n° 2) les déclarations des nourrices ou éleveuses prévues à l'article 9.

Ces registres sont vérifiés par l'inspecteur des Enfants Assistés ou son délégué.

En cas d'absence ou de tenue irrégulière du registre, le maire est passible de la peine édictée à l'article 50 du Code civil.

ART. 10 bis.

Tout enfant qui n'aurait pas été vacciné avant son placement en nourrice, en sevrage ou en garde, sera vacciné dans les trois mois, par les soins du médecin-inspecteur de la circonscription.

Si un enfant tombe malade et manque de soins médicaux, la nourrice en informe immédiatement le maire, qui prononce l'admission de l'enfant à l'assistance médicale, con-

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(Législation actuelle.)

des nourrices, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du Préfet de police, dans le département de la Seine, ou du Préfet, dans les autres départements.

Toute personne qui exerce sans autorisation, l'une ou l'autre de ces professions, ou qui néglige de se conformer aux conditions de l'autorisation ou aux prescriptions des règlements, est punie d'une amende de 16 francs à 100 francs. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement prévue par l'article 480 du Code pénal (1) peut être prononcée.

Ces mêmes peines sont applicables à toute sage-femme et à tout autre intermédiaire qui entreprend, sans autorisation, de placer des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Si, par suite de la contravention ou par suite d'une négligence de la part d'une nourrice ou d'une gardeuse, il est résulté un dommage pour la santé d'un ou de plu-

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

Conforme.

1. Emprisonnement pendant cinq jours au plus.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Dr Paul FAIVRE

formément à l'article 20 de la loi du 15 juillet 1893. Les frais du traitement, à partir du début de la maladie, sont mis à la charge du département, qui exerce son recours contre les parents dans les conditions prévues par l'article 21 de la même loi.

Si le médecin inspecteur juge que la vie ou la santé d'un enfant est compromise et que le changement de nourrice est nécessaire, il en avise l'inspecteur des Enfants assistés. Sur le rapport de ce fonctionnaire, le préfet peut, après mise en demeure des parents, prescrire le retrait de l'enfant et son placement provisoire chez une autre personne. En cas de péril imminent, l'inspecteur des Enfants assistés prend d'urgence et provisoirement les mesures nécessaires ; il en réfère ensuite au préfet qui statue.

Si le médecin reconnaît, soit chez la nourrice, soit chez l'enfant, les symptômes d'une maladie contagieuse, ou s'il constate une grossesse, il peut faire cesser l'allaitement naturel. Il en informe immé-

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(Législation actuelle)

sieurs enfants, la peine d'emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcée.

En cas de décès d'un enfant, l'application des peines portées à l'article 319 du Code pénal (1) peut être prononcée.

ART. 12.

Un règlement d'administration publique déterminera : 1° les modes d'organisation du service de surveillance institué par la présente loi ; l'organisation de l'inspection médicale ; les attributions et les devoirs des médecins inspecteurs ; le traitement de ces inspecteurs ; les attributions et devoirs de toutes les personnes chargées des visites ; 2° les obligations imposées aux nourrices, aux directeurs des bureaux de placement et à tous les intermédiaires du placement des enfants ; 3. la forme des déclarations, registres, certificats des maires et des médecins, et autres pièces exigées par les règlements. Le Préfet peut, après avis du

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

ART. 15.

Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les modes d'organisation du service de surveillance institué par la présente loi ; l'organisation de l'inspection médicale ; les attributions et les devoirs des médecins-inspecteurs le traitement de ces inspecteurs ; les attributions et les devoirs de toutes les personnes chargées des visites :

2° Les obligations imposées aux nourrices, aux directeurs des bureaux de placement et à tous les intermédiaires du placement des enfants ;

3° Les garanties que toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou

1. Trois mois à deux ans de prison, et cinquante à six cents francs d'amende.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

diatement l'inspecteur des Enfants assistés, auquel il fait connaître les motifs de sa décision. Celui-ci prévient les parents.

ART. II.

Nul ne peut ouvrir ou diriger un bureau de nourrices, ni exercer la profession d'intermédiaire pour le placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde, et le louage des nourrices, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du préfet de police dans le département de la Seine, ou du préfet dans les autres départements.

Toute personne qui exerce sans autorisation l'une ou l'autre de ces professions, ou qui néglige de se conformer aux conditions de l'autorisation ou aux prescriptions des règlements, est punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.). En cas de récidive, la peine d'emprisonnement prévue par l'article 480 du Code pénal peut être prononcée.

Ces mêmes peines sont

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(Législation actuelle)

Comité départemental, prescrire, par un règlement particulier, des dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux.

ART. 13.

En dehors des pénalités spécifiées dans les articles précédents, toute infraction aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique qui s'y rattachent est punie d'une amende de 5 à 15 francs. Sont applicables à tous les cas prévus par la présente

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

en garde, devra fournir, au moment de la déclaration prévue par l'article 10 (1) pour assurer le paiement régulier, si elle est solvable, des mois de nourrice, des frais de surveillance et de traitement de l'enfant ;

4. La forme des déclarations, registres, certificats des maires et des médecins, et autres pièces exigées par les règlements.

Le Préfet peut, après avis du Comité départemental, prescrire, par un règlement particulier des dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux.

ART. 16.

Conforme.

1. Déclaration exigée de toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde. — Cette déclaration doit être faite à la mairie où a été déclarée la naissance de l'enfant.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Dr Paul FAIVRE

applicables à toute sage-femme et à tout autre intermédiaire qui entreprend, sans autorisation, de placer des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Si, par suite de la contravention ou par suite d'une négligence de la part d'une nourrice ou d'une gardeuse, il est résulté un dommage pour la santé d'un ou de plusieurs enfants, la peine d'emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcée.

En cas de décès d'un enfant, l'application des peines portées à l'article 319 du Code pénal peut être prononcée.

ART. 12.

Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les modes d'organisation du service de surveillance institué par la présente loi, notamment l'organisation de l'inspection médicale, les attributions et devoirs de toutes les personnes chargées de la protection des nourrissons ;

2° les obligations imposées

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(Législation actuelle).

loi, le dernier paragraphe de l'article 463 du Code pénal (1) et les articles 482 et 483 du même Code (2).

ART. 14.

Les mois de nourrice dus par les parents ou par toute autre personne font partie des créances privilégiées et prennent rang entre les n^{os} 3 et 4 de l'article 2101 du Code civil (3).

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

ART. 17.

Les mois de nourrice *des nourrissons ou des enfants en sevrage ou en garde*, dus par les parents ou toute autre personne, font partie des créances privilégiées et prennent rang entre les n^{os} 3 et 4 de l'article 2101 du Code civil (3).

Les enfants protégés bénéficieront, en ce qui concerne les salaires des nourrices et les frais de maladie, des droits créés à l'indigent par la loi d'assistance médicale, y compris les dix premiers

1. — Article 463 du Code pénal, dernier paragraphe. — « Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de seize francs ; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police,

2. Art. 482 du Code pénal. — « La peine de l'emprisonnement pendant cinq jours aura toujours lieu pour récidive. — » — Art. 483 du Code pénal. — « Il y a récidive... lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal. — L'article 463 du présent code (Circonstances atténuantes) sera applicable à toutes les contraventions ci-dessus indiquées.

3. C'est-à-dire après les frais quelconque de dernière maladie (n^o 3) de l'article 2101 et avant les salaires des gens de service (n^o 4.)

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

aux nourrices, aux directeurs des bureaux de placement et à tous les intermédiaires du placement des enfants ;

3^o la forme des déclarations, registres, certificats des maires et des médecins, et autres pièces exigées par les règlements.

Le préfet peut, après avis du comité départemental, prescrire des dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux, en tant qu'elles ne seraient pas contraires au règlement d'administration publique.

ART. 13.

En dehors des pénalités spécifiées, dans les articles précédents, toute infraction aux dispositions de la précédente loi et des règlements d'administration publique qui s'y rattachent est portée devant le tribunal de simple police et punie d'une amende de (5 à 15 fr.).

Dans le cas où le refus de se soumettre aux dispositions de la loi est accompagné d'injures ou de violences un emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcé.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

(Pas de modification)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1874
(Législation actuelle)

ART. 15.

Les dépenses auxquelles l'exécution de la présente loi donnera lieu sont mises, par moitié, à la charge de l'Etat et des départements intéressés. La portion à la charge des départements est supportée par les départements d'origine des enfants et par ceux où les enfants sont placés en nourrice, en sevrage ou en garde, proportionnellement au nombre des dits enfants. — Les bases de cette répartition sont arrêtées tous les trois ans par le ministre de l'Intérieur.

Pour la première fois, la répartition sera faite d'après le nombre des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde existant dans chaque

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

jours de traitement et sans distinction des communes visées par l'article 35 (2) de la loi sur l'assistance médicale gratuite.

ART. 18.

Les dépenses auxquelles l'exécution de la présente loi donnera lieu sont mises, par moitié à la charge de l'État et des départements intéressés.

La portion à la charge des départements est supportée par les départements d'origine des enfants.

.

.

Les bases de cette répartition sont arrêtées tous les trois ans par le ministre de l'Intérieur.

.

2. Article 35 de la loi de 1893 relative à l'Assistance médicale gratuite. — « Les communes ou syndicats de communes qui justifient remplir d'une manière complète leur devoir d'assistance envers leurs malades peuvent être autorisés, par une décision spéciale du ministre de l'Intérieur, rendue après avis du Conseil supérieur de l'Assistance publique, à avoir une organisation spéciale.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Dr Paul FAIVRE

Sont applicables à tous les cas prévus par la présente loi le dernier paragraphe de l'article 463 du Code pénal et les articles 482 et 483 du même code.

ART. 14.

En cas de non payement du salaire des nourrices ou éleveuses, une tentative amiable est faite par les soins de l'administration préfectorale auprès des parents ou des personnes qui ont effectué le placement.

Si les nourrices ou éleveuses croient devoir ensuite poursuivre leur revendication en sollicitant l'assistance judiciaire, le préfet fait connaître au procureur de la République les motifs qui paraissent militer en faveur de leur demande.

Les mois de nourrice dus par les parents ou par toute autre personne font partie des créances privilégiées et prennent rang entre les nos 3 et 4 de l'article 2101 du Code civil.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur STRAUSS

ART. 15.

Les dépenses auxquelles l'exécution de la présente loi donnera lieu sont mises, par moitié, à la charge de l'Etat et des départements intéressés; ces dépenses sont obligatoires. (Le reste comme à l'article.)

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1864
(Législation actuelle)

département au moment de
la promulgation de la pré-
sente loi.

PROPOSITION DE LOI
de M. le Sénateur LABBÉ

.
.
.
.
.

ART. 19.

A défaut de vote par le Con-
seil général des crédits né-
cessaires à l'exécution de la
présente loi, il sera pourvu
d'office et par décret à l'ins-
cription de ces crédits au
budget départemental.

ART. 20.

Tous actes et jugements faits
ou rendus en vertu et pour
l'exécution de la présente loi
sont délivrés gratuitement,
visés pour timbre et enre-
gistré gratis lorsqu'il y a
lieu à la formalité de l'enre-
gistrement.

PROPOSITION DE LOI
de M. le D^r Paul FAIVRE

ART. 15.

Les dépenses auxquelles l'exécution de la présente loi donnera lieu sont mises, par moitié, à la charge de l'État et des départements intéressés. Ces dépenses sont obligatoires.

La portion à la charge des départements est supportée par les départements d'origine des enfants et par ceux où les enfants sont placés en nourrice, en sevrage ou en garde, proportionnellement au nombre desdits enfants.

Les bases de cette répartition sont arrêtées tous les trois ans par le ministre de l'Intérieur.

Tout dernièrement enfin, l'Académie de Médecine a repris les conclusions du rapport de M. le Docteur Porak, relatives à la limite d'âge à imposer à l'enfant de la nourrice sur lieu, au moment où celle-ci le quitte pour venir se placer.

M. Porak et la Commission permanente d'hygiène infantile avaient été impressionnés par ce fait, signalé par le Préfet de Police, qu'en principe, à Paris, la condition primordiale prévue par le législateur, « enfant de 7 mois révolus », ne peut être observée. Pour rendre l'application de la loi possible, exigible, et cependant compatible avec l'état de santé de l'enfant de la nourrice, cette Commission avait émis le vœu que cette limite d'âge fût abaissée à trois mois. Or, dans la séance du 17 mars 1903, le Professeur Pinard venait protester avec énergie, contre ce vœu. Puis dans la séance suivante le Professeur Budin apportait à l'Académie, et les développait, les raisons surabondantes et scientifiques qui avaient amené le vœu de la Commission. Nous devons avouer, qu'ayant assisté à ces différentes séances en auditeur désintéressé, nous en avons emporté la conviction que la solution proposée par la Commission Permanente d'hygiène infantile était seule pratique, dans l'état actuel des choses, et que la pensée de M. le Professeur Pinard était de rendre l'allaitement mercenaire impossible, manière de voir très logique d'ailleurs avec l'axiome, inscrit à la Clinique Baudelocque, que « le lait de la mère appartient à son enfant ». Cette formule absolue doit, à notre

avis, prévaloir, par la persuasion et l'éducation, mais son application brusque est de nature à provoquer une crise de l'industrie nourricière, crise dont beaucoup d'enfants seraient appelés à souffrir (1). Nous nous rallions donc à la proposition de la Commission, tout en souhaitant pour l'avenir, sans trop oser l'espérer, que toutes les mères soient disposées à nourrir elles-mêmes leurs enfants, soit au sein, soit artificiellement.

Après tous ces auteurs, si documentés, nous hésitons à ajouter quelques mots, nous n'avons en réalité rien de bien nouveau à proposer ; cependant nous demanderons la permission d'insister un peu sur certains points.

Nous nous sommes, au chapitre précédent, étendu un peu longuement sur l'histoire du Grand Bureau Municipal des Nourrices ; ce n'était pas sans motif.

La loi du 23 décembre 1874 consacra l'existence des bureaux particuliers, en leur imposant des conditions ; peu de temps avant, était disparu l'organisme délabré de la Direction Municipale, usé définitivement par la concurrence des petits bureaux.

Il est profondément regrettable qu'une organisation dont le but était si bienfaisant, où le mal pou-

1. Ainsi que l'a indiqué M. le Dr Guéniot, il se produirait inévitablement une pénurie de nourrices. Les enfants qui ont besoin de ces dernières souffriraient et les filles mères sans grandes ressources, ne pouvant garder leurs enfants pendant 7 mois, ni recevoir des secours pendant tout ce laps de temps, seraient amenées à les abandonner à l'Assistance publique.

vait être connu, surveillé et réprimé, ait fait ainsi place à une douzaine d'entreprises particulières, qui jouissent en quelque sorte d'un monopole, à l'abri duquel la loi semble tournée à chaque instant.

Il n'est pas jusqu'à la salubrité elle-même de ces établissements qui ne puisse être critiquée, salubrité intérieure comme extérieure.... Ne voyons nous pas, en effet, un certain nombre de ces bureaux situés dans des quartiers surpeuplés, dans des rues étroites ou notoirement malsaines ?...

C'est dans ce milieu, que viennent respirer les pauvres enfants des nourrices sur lieu, alors qu'ils font déjà le si pénible voyage de Paris, pour se trouver, à leur retour au village, en face d'une mortalité effrayante, nous en avons cité un exemple plus haut, (dix enfants morts dans la même commune moins de 8 jours après leur retour de Paris).

Il ne nous est pas possible de faire la part exacte de ce qui revient à l'insalubrité de ces établissements, dans la mortalité des enfants des nourrices sur lieu, mais il nous semble que ces réflexions, faciles à contrôler, sont déjà suggestives par elles-mêmes.

Est-ce dans leurs traditions que les bureaux particuliers puiseront de bons exemples et une ligne de conduite honorable ? Leur origine est tarée (1) et leurs traditions sont surtout basées sur l'appât immodéré du gain.

1. Les meneurs.

Ont-ils jamais, spontanément, offert une garantie quelconque? Nous ne le voyons pas bien dans leur histoire; mais au contraire, à chaque instant, nous pouvons constater de nouveaux règlements tendant à réprimer les abus qu'ils perpétraient; règlements, d'ailleurs envisagés par eux avec une certaine légèreté de conscience, puisque tout était toujours à recommencer (1).

Nous nous expliquons, vraiment mal, l'appui que ces descendants des anciens meneurs ont toujours trouvé auprès des divers Préfets de police...

Tous les genres de bureaux de placement ont prêté aux récriminations. Leur essence même est défectueuse, pour ne pas dire plus; ils tendent tous à tirer une part plus ou moins forte de leurs bénéfices d'une catégorie d'individus la plupart du temps assez besoigneux pour que le prélèvement des bureaux soit disproportionné et souvent — très disproportionné — avec le futur salaire du placé.

Le mécontentement qu'ils ont créé, par leurs procédés, n'a-t-il pas eu, ces temps derniers, un résultat profondément regrettable?

Dans cet esprit, on multiplie de plus en plus les organisations de placement absolument gratuit. Pourquoi n'en point faire de même pour les nourrices?

Le Grand Bureau remplissait ce desideratum.

1. La préfecture est d'ailleurs, encore maintenant, obligée de temps en temps, de fermer un de ces établissements.

On pourrait objecter qu'en fait les nourrices n'avaient qu'un faible penchant pour le Bureau Général, mais, au fond, elles allaient surtout où se faisait la demande, et où elles étaient attirées par les promesses intéressées et illégales des anciens meneurs, comme nous l'avons vu.

Si le Grand Bureau, par la suppression de la concurrence, avait récupéré la clientèle payante, sans nul doute il aurait pu offrir de nouveaux avantages, il aurait équilibré son budget, ou, tout au moins, aurait pu vivre avec une faible subvention, qu'on distribue d'ailleurs, maintenant, en secours d'allaitement.

Le Grand Bureau n'avait aucun avantage à tromper personne, sa raison d'être étant, au contraire, l'application stricte des mesures gouvernementales, et le but de sa création, le bien des enfants et des parties en présence, les familles et les nourrices. On ne peut, certes pas, lui reprocher de ne pas avoir donné de preuves de son désintéressement absolu.

De l'autre côté que voyons-nous ?

Des industriels, dont le but est de se retirer des affaires, le plus vite possible, et qui n'ont aucun avantage à agir consciencieusement. Ont-ils une mauvaise nourrice chez eux ? Il faut qu'ils arrivent à la placer, ne tenant pas du tout à payer son retour au village. S'ils jugent que certaines conditions du certificat ou des antécédents de cette femme rendraient difficile son entrée dans une maison, ils peu-

vent s'arranger de manière à éviter de livrer le carnet de renseignements à la famille. Si le lait est trop vieux, ou trop jeune, selon les circonstances, on peut assez souvent obtenir une modification contresignée d'un maire quelquefois complaisant.

Voilà la nourrice placée grâce aux artifices du métier : vient-elle à être congédiée, c'est un nouveau bénéfice en perspective, pour le bureau, par un nouveau placement.

Et, comme pour mieux assurer ce bénéfice, il est inséré dans les règlements des bureaux, cette clause en apparence insignifiante : « La nourrice pourra être remplacée *dans les 24 heures* sans nouveaux frais. » Or, de l'avis de praticiens que nous avons consultés, il est matériellement impossible, dans ce laps de temps, de juger, même approximativement, des qualités d'une nourrice.

Il y a là, semble-t-il, une véritable clause léonine peut-être un peu trop prévoyante.

Les bureaux particuliers ont donc vraisemblablement plus d'intérêt à placer de mauvaises nourrices que de bonnes.

L'ancien règlement, défendant aux Recommandaresses de louer la même nourrice deux fois dans la même année est depuis longtemps lettre morte.

En matière commerciale, cela s'appelle tromperie sur la marchandise vendue, et tombe sous le coup de la loi.

Mais ici, les faits se passent sous le manteau de la cheminée, entre une série de personnes auxquelles

l'intérêt ferme la bouche à la dénonciation, et l'action délictueuse est insaisissable. Brochard (1) rapporte d'ailleurs le compte-rendu d'un jugement de la Cour d'Assises de la Seine sur un fait de ce genre, qui n'avait été connu que par la dénonciation d'un mécontent.

Le certificat, falsifié par le bureau, était passé entre les mains de la police sans qu'on y remarquât rien d'anormal, le faux y était parfaitement exécuté.

L'excuse fournie par l'inculpé fut aussi topique que possible : « Il y a tant de bureaux ! c'est la concurrence qui fait tout cela. » Et le président du tribunal, de répondre : « Bien odieuse concurrence que celle qui cause la mort de tant d'enfants. »

Un de nos amis, accoucheur distingué, dont le témoignage nous inspire la plus entière confiance, nous a affirmé avoir rencontré, dans l'exercice de sa clientèle, une nourrice, qui était sortie de prison pour vol, quelques jours avant son placement, et dont le mari, complice, purgeait encore sa peine. Cette femme avait obtenu du maire de sa commune un certificat de bonne vie et mœurs et avait été placée par un bureau.

Ce fait, nous le voulons bien, engage moins la responsabilité du bureau que celle du maire, mais encore nous montre-t-il l'insuffisance des garanties offertes par l'intermédiaire du placement.

1. Brochard. *De la mortalité des nourrissons en France* p. 33.

Quelle est donc la responsabilité des bureaux de placement vis-à-vis des parents ? et vis-à-vis de la nourrice ? Elle est nulle.

Quant aux pénalités qui leur sont consacrées, seules sanctions de l'application de la loi Roussel, les voici :

Aux directeurs de bureaux de placement, meneurs et meneuses ; 16 à 100 fr. d'amende pour avoir exercé sans autorisation et sans se conformer au règlement ; 5 jours de prison en cas de récidive ; même condamnation qu'aux nourrices, pour refus de recevoir les personnes autorisées par la loi.

Nous estimons qu'il y a là une lacune. Les bureaux ne devraient exister qu'avec des responsabilités autrement définies, et, tout au moins existantes vis-à-vis des nourrices et des familles, à qui ils font profession d'en fournir. Et ceci est si vrai qu'un auteur a proposé comme uniques sanctions à la loi Roussel la responsabilité judiciaire des nourrices et pécuniaire des bureaux.

Mais, alors qu'on a jugé avant 1874 que la Direction Municipale était un instrument usé, ne pouvant plus fonctionner pour le bien, nous pensons au contraire que ces paroles s'appliquaient bien mieux aux bureaux particuliers, maîtres en l'art de tourner la loi.

Certes, le Grand Bureau ne fonctionnait plus pour le bien ; oui, il devenait, en quelque sorte, une incitation aux familles à se débarrasser, sur lui, du soin de payer les mois de nourrices ; mais, parce qu'il ne disposait plus de ses armes ; il n'avait même plus,

en fait, recours contre les parents, puisqu'il ne pouvait plus leur faire payer les frais de poursuite. Mais encore garantissait-il le salaire des nourrices, chose qui a été réclamée par de nombreux auteurs, depuis la loi Roussel, mais encore, faisait-il inspecter directement les enfants qui lui étaient confiés et donnait-il des renseignements aux parents. Tout ceci se traduisait par des frais énormes, auxquels il ne pouvait faire face de ses propres deniers, puisque la clientèle payante était attirée aux petits bureaux par les primes données aux médecins et aux sages femmes.

Un des grands défauts des bureaux de placement actuels est encore leur centralisation dans les quelques grandes villes de France. Cette agglomération, outre les vices engendrés par la concurrence au lieu de rassemblement de ces bureaux, fait que les praticiens des départements sont bien obligés, parfois, de s'adresser à Paris ou dans une ville éloignée de leur ressort, pour se procurer une nourrice : d'où des frais de déplacement assez considérables, sans compter les pertes de temps et le manque de confortable des voyages, qui peuvent être dangereux, à divers points de vue.

L'inconvénient de cet état de choses a d'ailleurs incité l'initiative individuelle ou collective des médecins de diverses régions à y remédier. Le Département des Vosges nous en offre le meilleur exemple. Sous l'influence des Docteurs Brallet et Lardier il a été créé, dans ce département, auprès d'un des médecins les

mieux placés à cet effet (1), une centralisation des renseignements concernant les nourrices, et des demandes de ces femmes et des médecins qui en ont besoin.

Cette entremise est gratuite et nécessite la coopération, bénévole des médecins et sages-femmes du département : ceux-ci, en effet, doivent, pour bénéficier de l'organisation, s'engager moralement à signaler les nourrices, disponibles, au premier appel, dans leur ressort, leurs qualités et leurs tares.

Le praticien et la famille, dans ce département privilégié, sont donc certains de trouver rapidement une nourrice sur laquelle ils ont eu des renseignements sérieux et ceci constitue la meilleure garantie.

Malgré le but louable de cette fondation et, pour des motifs ne touchant pas à la médecine, les promoteurs furent retardés au début par les lenteurs voulues de l'administration préfectorale, mais, des ordres venus de haut lieu firent disparaître le semblant d'opposition vexatoire dont ils furent l'objet. Depuis, le succès qu'ils obtinrent de cette organisation, la fit adopter, à notre connaissance, du département de Meurthe-et-Moselle.

Voici comment, avec des auteurs compétents, nous concevions une réorganisation du placement des nourrices.

1° Suppression simple, ou par voie d'expropriation, des petits bureaux actuels.

2° Etablissement, dans tous les départements et

1. M. le docteur Brallet du Thillot.

dans tous les grands centres de population, de bureaux de placement gratuit, administratifs, pécuniairement responsables des salaires envers les nourrices, avec recours contre les parents et sous la dépendance et le contrôle immédiats du Comité départemental.

3° Comme garantie envers les parents, ces bureaux ne placeraient que des nourrices porteuses de carnets de renseignements relatant *tous* les antécédents nourriciers de ces femmes, annotés par le propre médecin inspecteur de la nourrice et dont un double serait conservé par ce dernier, pour contrôle et duplicatum. Ce carnet de renseignements serait dans tous les cas, sans exception, mis entre les mains des Parents, et la nourrice qui prétendrait l'avoir perdu serait tenue, avant placement, de s'en procurer un double.

4° Pour se couvrir de ses frais de garantie, le bureau aurait directement recours contre les parents, avec le moins possible d'intermédiaires onéreux, et tous les moyens d'enquête sur la solvabilité des parents devraient, autant que possible, lui être fournis gratuitement par le gouvernement (Maréchaussée, gardes-champêtres, percepteurs).

5° Les frais du bureau et les traitements des préposés seraient, comme cela existe d'ailleurs, pour l'ensemble du service départemental de protection du 1^{er} âge, partie à la charge du département de la nourrice, partie à la charge du département d'origine de l'enfant, partie à la charge de l'Etat.

6° A ce bureau seraient attachés des meneurs et meneuses assermentés, ayant des antécédents *d'une honorabilité indiscutable* et qui ne transporteraient que des nourrices et des enfants placés par leur bureau; ils toucheraient des appointements fixes.

7° Chaque bureau aurait une circonscription de placement, bien définie, et dont il n'aurait pas à sortir, il arriverait ainsi à connaître parfaitement tout ce qui se passe dans son ressort.

8° A Paris, ce bureau dépendrait du Ministère de l'Intérieur et plus spécialement du Comité supérieur de Protection du premier âge, et non plus de l'Assistance Publique ou de la Police (pour ménager les susceptibilités des familles).

Dans ce bureau de Paris, seraient établies des sections, correspondant à une circonscription spéciale de placement, et toujours pour la même raison.

Ces bureaux, qui auraient, tout naturellement, comme objectif l'amélioration de la Protection, devraient s'inspirer de cette idée, qu'il ne faut pas trop disséminer les nourrissons, surtout dans les pays accidentés, à cause des difficultés ainsi créées à la surveillance. Il y aurait aussi là une question d'économie bien entendue. Il y aurait lieu, autant que les demandes des nourrices le permettraient, de peupler de nourrissons toute une région avant d'en entamer une autre, et ceci, afin que le médecin inspecteur trouve son intérêt, modeste, comme toujours, mais sans être obligé de parcourir une grande distance, quelquefois pour un seul nourrisson.

Pour ne pas déranger inutilement la nourrice qui demanderait une place ou un nourrisson, celle-ci enverrait d'abord au bureau départemental, son carnet de renseignements, mis à jour ; celui-ci permettrait de juger si la nourrice remplit les conditions posées par la loi pour être engagée.

Pour éviter toute supercherie, telle, par exemple, que la substitution de carnet, celui-ci pourrait être transmis à la Direction départementale, par l'intermédiaire du garde-champêtre ou d'un autre dépositaire de l'autorité, et qui serait chargé de vérifier sur place, l'identité de la nourrice qui fait la demande.

Puisqu'il sera dit, en tête de la loi, que tout enfant placé en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile de ses père et mère, devient, par ce fait, l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa santé, pourquoi, *pour assurer que tout placement sera connu*, ne pas rendre *obligatoire* l'entremise du bureau de placement officiel, *puisque cette entremise serait gratuite*, aussi bien pour les parents que pour la nourrice ? Cette obligation n'empêcherait pas la liberté entière du contrat à intervenir entre les parties intéressées, la loi affirmerait seulement, une fois de plus, son droit de contrôle. Et qui oserait donc protester contre une telle intervention ?

Donc, tout placement d'enfant chez des nourrices, dites de « connaissance », pourrait être, de par la loi, soumis à un contrôle, tant dans l'intérêt du nourrisson que de l'enfant de la nourrice ; le contrôle por-

terait sur les conditions générales imposées par la loi à l'industrie nourricière.

Cette réforme du placement des nourrices est, à notre avis, une des parties les plus importantes de la révision, *elle augmenterait, assurément, dans de très notables proportions, le nombre des placements connus et, par cela même, des enfants protégés.*

Combinés avec la modification du § 1 de la loi Roussel et consistant à supprimer les mots « moyennant salaire » et à remplacer « hors du domicile de ses parents » par « hors du domicile de ses père et mère » ; comme le propose, entre autres, le Docteur Ledé ; combinés avec le perfectionnement du service d'inspection médicale, portant surtout sur le relèvement des honoraires des médecins inspecteurs, ce perfectionnement dépendant principalement du bon vouloir des Conseils Généraux, poussés au besoin par le Ministre de l'Intérieur : nous pensons que le remplacement des bureaux particuliers de nourrices par les bureaux administratifs, départementaux, de placement gratuit, avec garantie du salaire des nourrices et l'obligation, pour tout placement, de passer par leur intermédiaire, constitueraient dans l'avenir, la meilleure sauvegarde de la vie et de la santé des nourrissons.

Que si le législateur ne voulait pas aller jusqu'à la suppression des bureaux de placement actuels, il devrait, tout au moins, leur imposer d'offrir quelques garanties, tant aux nourrices qu'aux familles.

BIBLIOGRAPHIE

- BARTHÈS. — Assistance et protection de l'enfance. Congrès de Genève, 1896.
- BERTILLOX. — Annuaire de statistique municipale. Atlas de statistique.
- Méthode de calcul de la mortalité de l'enfance (Bibl. nat. Td³²⁸²).
- BÉZY. — Sur quelques points de la loi Roussel (Bibl. nat. Tc³¹⁴⁸⁸).
- BLACHE. — Congrès d'hygiène et de démographie. Protection du premier âge, 1889 (Bibl. nat. Tc³¹³⁵⁴).
- Résultats de la loi Roussel dans la Seine, 1890 (Bibl. nat. Tc³¹³⁵⁶).
- Protection du premier âge dans la Seine, 1891 (Bibl. nat. 8° R pièce 5670).
- BODARD. — La Protection de l'enfance (Bibl. nat. 8° R 8416).
- BONJEAN. — Congrès international de la Protection (Bibl. nat. 8° R 6722).
- BOUJU. — Deuxième congrès international d'assistance (Bibl. nat. Tc³¹⁴⁴⁹).
- BROCHARD. — De la mortalité des nourrissons en France. Paris., 1866. Baillièrè.
- La vérité sur les enfants trouvés. Paris, 1876 E. Plon.

- BRUEYRE. — Service de protection en 1886. (Bibl. nat. 8° Z 10061).
- BRALLET. — Bulletin médical des Vosges, 1894.
- BUDIN. — Bulletin de l'Acad. de médecine, 24 mars 1903.
- CHAILLOUS. — Patronage des nourrissons à la campagne (Bibl. nat., Tc¹³494).
- CHAUFFARD. — Mortalité des nourrissons, 1870, in-8.
- CONVERS. — Protection du premier âge en 1892 (Bibl. nat. Tc¹³72).
- COURRENS. — Rapport sur le service de protection en 1890 (Bibl. nat. Tc³360).
- COURTAULT. — De la protection des enfants du 1^{er} âge. Thèse, Paris, 1893-1894).
- CONGRÈS INTERNAT. D'HYGIÈNE DE LA PREMIÈRE ENFANCE, 1889 (Bibl. nat. Tc.⁴⁹210).
- DEPASSE. — Rapport sur le service de protection dans la Seine en 1894 et en 1895. (Revue des maladies de l'enfance. Août 1897).
- DROUINEAU. — De l'assistance aux filles-mères et aux enfants abandonnés. (Bibl. nat. 8° R 1420).
- DUCOURNAU. — Des moyens de combattre la dépopulation. Thèse, Paris, 1900.
- DUMÉRIL. — De la puissance paternelle et de la protection de l'enfance. (Bibl. nat. 8° F, pièce 638).
- FAIVRE. — Rapport sur la proposition de loi présentée par le Comité supérieur de protection du premier âge.
- GRAVIÈRE. — Allaitement mercenaire et artificiel. Thèse, Paris, 1898.
- GROSJEAN. — Statistique des nourrissons parisiens dans l'arrondissement de Montmirail. (*Journal de Clinique et thérapeutique infantiles*), n° 5 (1897).

- GUELLIOT. — Mortalité infantile à Reims. (*Union Médic. du Nord-Est*), 1894, n° 6).
- Rapport sur la protection de l'enfance à Reims (1900). (*Bulletin de la Société protectrice de l'enfance à Reims*).
- YVES GUYOT. — Bureaux de placement. (Bib. nat. Le ⁹⁰ 1020).
- GUYOT. — Hygiène et protect. du 1^{er} âge. Thèse Paris, 1878.
- HUSSON. — Discours à l'Académie de Médecine, 23 octobre 1866. Baillière.
- ISAMBERT. — Recueil des anciennes lois françaises. (Bib. nat. Casier D, n° 24, varia).
- LABBÉ. — Projet de loi présenté au Sénat.
- LAGNEAU. — Statistique des enfants privés de soins maternels. (Bull. de l'Acad., 14 janvier 1896).
- LA FLIZE. — Rapport sur l'application de la loi Roussel en Meurthe-et-Moselle. (B. nat. Tc³¹ 360) et (8° R. 12.005).
- LANDOUZY ET NAPIAS. — Protection de la première enfance. Congrès d'hygiène, 1889.
- LANIO. — La protection de l'enfance par le législateur. (Bib. nat. Lf. ¹¹² 1440).
- LARDIER. — Nourrices et nourrissons de Paris en province. (*Bull. médic. des Vosges*, 1894).
- LATAPIE. — La mortalité des enfants du 1^{er} âge et la loi Roussel. Thèse Paris, 1892.
- LEDÉ. — Résultats de l'application de la loi du 23 décembre 1874. (Bib. nat. Tc³¹ 419).
- Les enfants de Paris en Province. (Bib. nat.) Tc³¹ 361).
- Jubilé du Docteur Théophile Roussel, 1897. (Bib. nat. Ln²⁷ 45.232).
- LENTAIGNE-CUDOT. — Au sujet de la réglementation des bureaux de Nourrices. (Bib. nat. Fol. R, pièce 59).

LE POTTEVIN. — De la Protection des enfants du premier âge. (B. nat., 8° F pièce 976).

LIMOUZIN-LAMOTHE. — Guide du médecin-inspecteur (B. nat. Tc³¹ 307).

LIETARD. — Protection des enfants du 1^{er} âge. (B. nat. Td³⁶ 144).

LOUIS (JULES). — La nourrice à la ville et à la campagne.

MARJOLIN. — (Bull. de l'Acad. de Médecine, 8 octobre 1891).

MONOT (DE MONTSAUCHE). — De la mortalité excessive des enfants pendant la première année de leur existence, ses causes et des moyens de la combattre, Paris, Baillière, 1872.

— De l'industrie des nourrices et de la mortalité des petits enfants. Paris, Baillière, 1867.

MOUTIER. — Histoire de la protection de l'enfance à Rome. (B. nat., 8° R, pièce 3060).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — Rapport annuel sur le service de Protection du 1^{er} âge.

ORY. — La loi Roussel. (Bib. nat., 8° F 4576).

PORAK. — Rapports à l'Académie de Médecine au nom de la commission permanente d'hygiène infantile. (Bull. de l'Acad., 1900-1901-1902).

PRÉFECTURE DE POLICE. — Rapport annuel sur le service de Protection du premier âge.

REINACH. — Tours et protection. (Le 90 890).

ROCHARD. — La dépopulation de la France. (Paris, Gauthier-Villars, 1887).

ROUSSEL. — Rapport sur le projet de la loi du 23 décembre 1874. (Annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre du 9 juin 1874).

ROUSSEAU J.-J. — Emile.

SOUPLET. — Industrie Nourricière dans le Perche et la loi Roussel. (B. nat., 8° R, pièce 4.890).

STRAUSS. — Rapport sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons et proposition de loi (Annexé au procès-verbal de la séance du Sénat du 17 janvier 1902).

VARIOT. — Résultats de la loi Roussel dans le Var.

VIDAL. — Rapport sur fonctionnement de la loi Roussel dans le Var. (B. nat. L^{re} 2.110).

Vu : le Président de la thèse.

BUDIN

Vu : le Doyen

DEBOVE

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

LIARD

